

aller aussi demander aux Etats de Flandres un Subside pour l'entretien des Troupes; & pour faire un exemple des Magistrats qui refusent de se soumettre, la même Régence a changé le Magistrat de la Ville d'*Alth.*

3. Il y a eu quelque différend entre les Bourgeois de *Louvain* & le Régiment d'*Herberstein* qui y est en garnison, de sorte que les premiers ont voulu prendre les Armes, & il y a eu un Soldat tué.

IV. 1. Le Pr. Héréditaire de *Witteberg* partit de la *Haye* le 29. du mois passé pour *Bruxelles.*

2. Le Marquis de *Châteauneuf*, Ambassadeur de France, présenta le 9. de ce mois un Mémoire à L. H. P.

3. Le Comte d'*Albemarle*, qui s'étoit rendu depuis quelque tems de *Londres* à son Gouvernement de *Tournai*, arriva le 17. à la *Haye.*

4. Les Etats Généraux & le Conseil d'Etat s'assemblerent extraordinairement le 18. au soir, & *Mrs. vander Dussen*, de *Geldermalsen* & de *Gockinga*, Plénipotentiaires au Congrès d'*Anvers*, arrivés depuis peu en cette Ville, assistèrent à cette Assemblée.

5. *Mr. Jean d'Edel*, Président Bourguemaitre de la *Haye*, décéda le 21.

Le même jour le Duc d'*Ossune*, Ambass. Extraord. d'*Espagne* & le Marquis de *Mirabal* & *Spinola*, qui doit résider ici en qualité d'Ambassadeur de S. M. Catholique, y arrivèrent d'*Utrecht*. Ils furent le lendemain chez *Mr. le Conseiller Pensionnaire*, & le jour suivant au matin chez le Président de semaine de l'Assemblée des Etats Généraux, à qui le Marquis notifia son arrivée, ensuite de quoi le même Président fut l'après-midi lui souhaiter la bien venue de la part de L. H. P.

6. Les Etats de *Hollande* & de *West Frise* qui ne s'étoient séparés que le 29. du passé, se rassemblèrent le 17. de ce mois & se séparèrent le 27. après avoir disposé d'une Charge de Conseiller du haut Conseil, en faveur de *Mr. de Zanthou-*

Penionnaire de *Dordrecht.*

MERCUR E

HISTORIQUE

ET

POLITIQUE,

Contenant l'état présent de l'Europe, ce qui se passe dans toutes les Cours, l'intérêt des Princes, leurs brigues, & généralement tout ce qu'il y a de curieux pour le

Mois d'Août 1715.

Le tout accompagné de Réflexions Politiques sur chaque Etat.



A LA HAYE,
Chez HENRI van BULDEREN.

M. DCC. XV.

Avec Privilège des États de Holl. & Westf.

On trouve chez les Freres van Dole , à la Haye, les Livres suivans.

Histoire de la Rebellion & des Guerres Civiles d'Angleterre , par le Comte de Clarendon , 6 Vol. in 12.

Discours sur le Gouvernement , par A. Sidney, Ambassadeur de la République d'Angleterre près de Charles Gustave , Roi de Suede , 3 vol. in 12.

Histoire de l'Empire, par le Sr. Heiss, Nouvelle Edition, continuée jusques à present, & augmentée de plusieurs Remarques , en 5. vol à Paris 1711. in 12.

Histoire de la Ligue de Cambray , contre la République de Venise , 2. vol. in 12.

La Guerre d'Italie , ou Mémoires du Comte D***. 2. vol. 12. 4. Edition.

Les Delices de la Hollande , contenant une Description exacte du Pais & de son Gouvernement , avec un Abregé Historique depuis l'établissement de la République , jusqu'à l'an 1710. 2 vol. in 12.

Les Loix Civiles dans leur ordre naturel , 5. vol. 4. Paris.

— idem folio , N. Edit. Paris.

Dictionnaire Geographique de Baudrand , folio , Paris.

On y trouve aussi le Mercure Historique , au commencement de chaque mois ; & toutes sortes de Livres nouveaux & autres à un prix raisonnable.

MERCURE HISTORIQUE ET POLITIQUE,

*Contenant l'état présent de l'Europe ,
ce qui se passe dans toutes les Cours , l'in-
térêt des Princes , leurs brigues ,
& généralement tout ce qu'il y
a de curieux pour le*

Mois d'Août 1715.

Le tout accompagné de Réflexions Politi-
ques sur chaque Etat.

NOUVELLES DE ROME ET D'ITALIE.



Ntre les Fonctions Pontifi-
cales dont le Pape s'est a-
cquitte depuis nos dernières
nouvelles de Rome , sa Sain-
té a assisté en grande pom-
pe le jour de la Fête qu'on
nomme ordinairement du Vénérable , à la
Procession solennelle qui se fait ce jour
là. Le St. Péte s'étant rendu dès le ma-
tin

F 2

tin à la Basilique de *St. Pierre*, & s'étant ensuite placé à genoux, le *St. Sacrement* entre les mains, dans sa Chaire Pontificale, précédé du Clergé, des Prélats, & de 25. Cardinaux, se fit porter dans cette posture humiliée à cette Procession, qui passa au milieu des Soldats rangez en haye, au bruit de l'Artillerie du Château *St. Ange*, étant suivie d'un concours de Peuple presque innombrable. Le Souverain Pontife tint aussi Chapelle la semaine suivante en présence du Sacré Collège, & célébra la Messe Pontificalement à la même Basilique du *Vatican* le jour de la Fête des Apôtres *St. Pierre & St. Paul*, après laquelle sa Sainteté retourna au *Quirinal*; & l'on fit le soir les Feux de joye & les réjouissances ordinaires, qui furent aussi accompagnées de plusieurs décharges de l'Artillerie de la Forteresse dont on vient de parler.

2. Le Chevalier de Bavière, Fils naturel de l'Electeur de ce nom, étant arrivé de *Malte* à *Rome* sur les fins du mois de Juin, fut admis à baiser les pieds du *St. Pére*, qui le reçut avec de grandes marques de distinction, & lui fit plusieurs Présens, entr'autres d'un Chapelet de Pierres précieuses, accompagné d'une belle Médaille d'or. Il avoit été visité à son arrivée par le Cardinal *Albani* de la part du Pape son Oncle, qui lui avoit envoyé chez lui plusieurs fois des rafraî-

chissemens,

chissemens, & avoit aussi reçu les visites de la plupart des Cardinaux; ensuite de quoi ce Chevalier partit au commencement du mois passé pour la Cour de *Florence* pour saluer la Grande Duchesse, qui est Sœur de *S. A. Electorale de Bavière*, d'où il doit prendre la route de France.

3. Le Cardinal *Benedetto Sala*, Espagnol, Evêque de *Barcelone*, à qui l'Empereur avoit donné sa Nomination au Cardinalat, en reconnaissance du zele que ce Prélat a toujours fait paroître pour les intérêts, mourut à *Rome* le 1. du mois passé, sans que sa mauvaise santé lui ait permis, depuis 3. ans qu'il a été élevé à la Pourpre sacrée, de recevoir le Chapeau des mains de sa Sainteté. Ce manque de formalité a fait douter la Cour de *Rome* pendant quelque tems si on lui rendroit les mêmes honneurs à ces funérailles qu'on fait aux autres Cardinaux; mais après quelques délibérations, le Pape envoya le Chapeau à la maison du Défunt, avec lequel il fut porté le 3. à l'Eglise des Mineurs Conventuels des *Sts. Apôtres*, où après avoir été quelque tems exposé, on fit ses Obsèques en présence du sacré Collège, ensuite de quoi il fut transporté le soir à la Basilique de *St. Paul*, où son corps a été inhumé. Cette Eminence, qui laisse un 4. Chapeau vacant, a institué par son Testament fait à *Milan*, sa Niece Héritière universelle de

ses Biens, & a nommé l'Archidiacre Battetta, son Agent, pour exécuteur de ses dernières volontez, lui faisant en même tems un legs de 100. pistoles.

4. On a parlé ailleurs du choix qu'avoit fait le Roi d'Espagne du Prince de Pallestine pour son Ambassadeur d'Obédience auprès du Pape, Mr. Molines ayant reçu des Lettres de Creances de S. M. Catholique pour ce Prince, les lui porta le 4. du mois passé, avec les Lettres de Changes nécessaires pour se mettre en état de paroître avec éclat dans cette importante Fonction, à quoi on alloit incessamment travailler.

5. Il y eut le 8. un Consistoire secret, dans lequel il ne se passa rien de remarquable, si ce n'est que le Pape, après la Préconisation de diverses Cathédrales ou Abbayes vacantes en différens Etats, fit la Cérémonie d'ouvrir la bouche aux nouveaux Cardinaux Olivier & Zandadari.

6. L'Abbé Maro, Agent du Roi de Sicile, étoit de retour de la Cour de Turin, avec, dit-on, de nouvelles instructions sur les affaires de Sicile. On parloit aussi confusément à Rome d'un nouveau différent que le Nonce du Pape à la Cour de Toscane, avoit eu avec les Ministres du Grand Duc, au sujet d'un Decret que le premier avoit donné sur des matières Ecclésiastiques, auquel es derniers vouloient s'opposer; mais on di-

soit

soit en même tems que cette affaire étoit déjà en termes d'accommodement.

II. 1. Les avis du Royaume de Naples marquent que l'abondance de la récolte y causoit de la joye aux Habitans & faisoit diminuer considérablement le prix des Denrées.

2. Le Viceroy avoit changé les Garnisons Espagnoles de *Manfredonia* & de la plupart des Places de la Pouille pour mettre des Allemands à leur place; & son Exc. avoit reçu ordre de faire transporter 2. Régimens de Cavallerie à *Fiume* d'où ils devoient marcher en Hongrie.

III. 1. On mande de *Gènes* du commencement du mois dernier, que le Marquis de St. Philippe, nouvel Envoyé d'Espagne étoit arrivé depuis quelques jours à St. Pierre d'*Arena*.

2. Plusieurs Chevaliers de Malte étoient de retour de l'Isle de ce nom à *Gènes* avec la permission du Grand Maître; mais plusieurs y étoient restez & entre autres le Grand Prieur de Vendôme & le Baillif Spinola.

3. Le Duc de Turis n'étoit pas encore revenu de France à *Gènes*. Il a été fait, dit-on, Lieutenant Général des Galères du Roi de France, & doit être, à ce qu'on prétend, honnoré du Cordon bleu: Quoiqu'il en soit, on arbora le 12. du mois passé au soir le Pavillon de France sur les Galères dans le Port de *Gènes*

au bruit d'une triple décharge de toute l'Artillerie ; ce qui a été réitéré trois jours de suite.

4. On n'apprend rien de considérable de *Milan*, d'où le Comte Charles Borromée devoit se rendre à *Mantoue* pour y exercer la Charge de Vicaire Général en Italie. Le Comte Uberto Stampay décéda dans cette première Ville au commencement du mois passé.

IV. 1. La Cour de Sicile, suivant les dernières Lettres, étoit toujours à *Thonon* où les Députés de Genève étoient venus complimenter S. M. Sicilienne au nom de leur République, mais ils devoient y revenir pour travailler avec les Ministres à l'accommodement de quelques petits différens survenus entre quelques Habitans des deux Etats : cependant on aporloit quantité de rafraichissemens par le Lac de Genève à *Thonon*.

2. Quelques Lettres de *Turin* portent, qu'on y avoit eu avis de Sicile que la Cour de Rome y avoit envoyé des Lettres Circulaires pour l'Interdit général de toute l'Isle ; mais qu'elles n'avoient point encore été publiées. On apprend encore qu'on avoit levé depuis quelque tems sur les Peuples une taxe de 600. mille pièces de Huit pour S. M. Sicilienne, & que deux Galères qui devoient apporter cette somme étoient déjà parties de *Palerme*. On parle d'un soulèvement dans

dans cette dernière Ville qui auroit coûté la vie à ses auteurs ; mais cette nouvelle n'est pas certaine.

V. 1. Sur la réception de plusieurs avis réitérez que la Contagion s'étoit de nouveau manifestée en différens endroits de l'Autriche & de la Bohême, le Magistrat de la Santé de *Venise* nomma 10. Nobles à la fin du mois de *Juin* pour aller sur la frontière prendre soin qu'il n'entre quoi que ce soit dans l'Etat de Terre ferme venant des lieux suspects, & ces 10. Commissaires devoient être relevés tous les 8. jours, par un pareil nombre du même Corps.

2. Le Grand Conseil a élu Mr. Domenico Badoer Provéditeur extraordinaire du Golfe ; & le Chevalier François Loredano Procureur de St. Marc étant décédé le 10. du mois passé, le Chevalier Delfino Capitaine Général fut élevé le lendemain à cette Dignité. Le Convoi qui étoit prêt depuis quelque tems avoit mis la voile le 8. du même mois.

3. Les dernières nouvelles que le Sénat avoit reçues de Morée du 2. du passé n'étoient pas favorables. Elles portoient, „ que le Capitaine Général étoit sur son „ départ de *Cursolari* avec l'Armée navale „ vers l'*Archipel*, sur l'avis que l'Armée „ de Terre des Turcs étoit en mouve- „ ment pour entrer dans la *Morée*, &

F 5,

„ que

„ que le Capitan Bacha avec son Armée
 „ Navale, avoit débarqué 20. mille hom-
 „ mes dans l'Isle de *Thine* où ils avoient
 „ d'abord été repoussez par 3. fois; mais
 „ que les Habitans s'étant jettez en trop
 „ grand nombre dans la Forteresse, cela
 „ en avoit causé la reddition par Capitu-
 „ lation, suivant laquelle ils avoient été
 „ conduits à *Napoli de Malvoisie*. On a
 „ sù depuis que la Flotte Ottomane avoit
 „ essuyé une Tempête, & que 7. de ses
 „ plus gros Vaisseaux démâtés avoient été
 „ conduits à *Negrepont*. Les Habitans de
 „ *Cephalonie* & de *Ste Maure*, ont battu &
 „ enlevé un Convoi des Turcs qui condui-
 „ soit 16000. piastras. Le bruit court que
 „ les Infideles on assiégé *Napoli de Romanie*.

4. On apprend que les Ministres de la
 „ Grande-Bretagne qui résident à la Cour
 „ du Grand Duc de *Toscane* & à *Venise*,
 „ ont présenté des Mémoires qui contien-
 „ nent en substance, des plaintes de ce que
 „ depuis quelques années on a débauché,
 „ & pris, sans congé des Officiers, plu-
 „ sieurs Matelots ou Soldats Anglois des
 „ Vaisseaux Marchands de cette Nation,
 „ au préjudice de leur Commerce, qu'on a
 „ ensuite envoyez sur les Galères ou Ga-
 „ leasses, sans sujet, ou sur des prétextes
 „ frivoles: demandant, de la part du Roi,
 „ qu'il soit défendu aux Commissaires de
 „ la Marine, de prendre désormais à leur
 „ service les Matelots & Soldats des Vais-
 „ seaux

seaux Anglois, & que tous ceux qui sont
 „ actuellement retenus sur les Galères où
 „ ils sont traitez avec la dernière dureté,
 „ soient incessamment relâchez.

*Les longues Pièces curieuses qu'on a insé-
 „ rées dans ce Mercure, quoi qu'imprimées
 „ d'un caractère fort menu, ne nous laissant que
 „ la place nécessaire pour les nouvelles, on se
 „ voit obligé d'omettre pour cette fois toutes
 „ les Réflexions.*

NOUVELLES DU NORD.

I. Quoique les nouvelles de Pologne
 „ nous aient fait appréhender des pré-
 „ paratifs & des mouvemens que les
 „ Turcs ont fait sur la Frontière, & des
 „ Assemblées de la Noblesse mécontente
 „ dans les Palatinats, on n'apprend pas que
 „ cela ait eu jusqu'ici aucune suite; on con-
 „ firme au contraire, que sur les avis que le
 „ Roi de Suède n'étoit point en état de mar-
 „ cher en Pologne, toutes choses étoient res-
 „ tées tranquilles comme auparavant. Le Roi
 „ avoit cependant résolu de ne pas quitter
 „ sitôt *Warsovie*, où S. M., qui a reçu
 „ de nouvelles assurances de la fidélité des
 „ Armées de la Couronne & de Lithuanie,
 „ faisoit venir la plupart des Troupes Sa-
 „ xonnes qui sont encore dans le Royaume.
 „ Ce Monarque a résolu cependant
 „ d'assembler un grand Conseil des princes

paux de la Nation , & l'on attendoit pour ce sujet vers la fin du mois passé à *Warsovie* les grands Généraux de Pologne & de Lithuanie , le Chancelier & le grand Maréchal de ce dernier Duché , & les Palatins de *Lublin* , *Sandomir* , *Podolie* & *Mazurie*. Les Points sur lesquels on doit délibérer sont.

1. *Quelle réponse on fera aux Propositions de l'Ambassadeur de la République de Venise.*

2. *De quelle manière on pourra lever les Subsidés promises au Roi de Prusse par la dernière Alliance , pour faire la Guerre contre le Roi de Suède en Poméranie.*

3. *Comment on pourra apaiser le mécontentement général de la Noblesse du Royaume.*

On ne paroît pas s'embarasser beaucoup de ce dernier Article , parce qu'on est persuadé que les Mécontents ne feroient rien faire sans l'assistance des Turcs , & que ces derniers ne s'engageront à rien tant que le Roi de Suède ne s'avancera point en Pologne : Cependant on tient journellement des Conférences à la Cour avec les Evêques d'*Emerland* , de *Cujavie* , de *Livonie* , & de *Driemys* ; comme aussi avec les Palatins de *Rava* , de *Culm* , & de *Czernickaw* , & le Chancelier de Pologne , qui sont actuellement à *Warsovie*.

2. Suivant les Lettres de *Dantzigt* le

Gé-

Général *Reppin* étoit en *Courlande* avec un Corps considérable de *Moscovites*. Les Flottes combinées d'Angleterre & de Hollande , étoient arrivées le 21. du passé à la Rade de *Dantzigt* , où elles devoient rester en attendant les Vaisseaux Marchands qui chargent à *Riga* & à *Revel*.

II. 1. Il est étonnant , vu que la saison s'avance , qu'on ait si peu de particularitez de ce qui se passe à la Cour de *Moscovie*. Tout ce qu'on en a appris depuis le mois dernier , c'est que l'Alliance entre *S. M. Czarienne* & le Roi de *Dannemarck* avoit été renouvelée à *Petersbourg* au mois de Juin dernier , en vertu de laquelle *S. M. Czarienne* doit fournir à *S. M. Daneise* 30. Bataillons jusqu'à la fin de la Guerre.

2. Les dernières Lettres de *Petersbourg* portoient que la Flotte *Moscovite* avoit mis à la voile le mois passé ; mais que le Czar qui étoit indisposé étoit resté à *Croonflot*.

III. La difficulté du trajet entre la *Poméranie* & la *Suède* fait qu'on ne reçoit que très rarement des nouvelles de *Stockholm* & qu'elles sont toujours fort Vieilles. Les dernières portoient que le Comte *Vander Nath* y avoit apporté le Testament du Roi de *Suède* , en vertu duquel le Duc *Charles-Frédéric de Holstein* , son Neveu , est déclaré Héritier de la Couronne en cas que *S. M. Suédoise*

F 7

vienne

vienné à mourir sans enfans.

IV. 1. La petite Flotte Danoise composée de Vaisseaux plats, de quelques Brûlots, & de plusieurs Galliottes à Bombes, & destinée à transporter l'Artillerie du Nord, mit à la voile de *Copenhague* le 8. du mois passé prenant la route de l'Isle de *Ruggen*.

2. On reçut le 20. de la grande Flotte en cette même Ville les nouvelles suivantes.

„ Le 19. à la pointe du jour, nous
„ découvrîmes la Flotte Suédoise, forte
„ de 21. Vaisseaux de Ligne, & com-
„ mandée par 3. Amiraux & 4. Contre-
„ Amiraux, qui s'avançoit vers nous :
„ Quoi-que les Ennemis eussent 5. Vais-
„ seaux de Ligne plus que nous, & qu'ils
„ eussent le dessus du Vent, nous ne lais-
„ sâmes pas de mettre nos 16. Vaisseaux en
„ ordre de bataille & d'avancer, faisant
„ voile près du Vent, pour tâcher de
„ gagner le dessus : A 9 heures du ma-
„ tin, quelques Vaisseaux Ennemis s'a-
„ vancèrent vers le Vaisseau du Capi-
„ taine de Lange, & lui tirèrent environ
„ 100. coups de Canon, sans lui faire
„ aucun dommage, & sans que ledit
„ Capitaine fit tirer, parce qu'il atten-
„ doit les ordres de notre Amiral, qui
„ lui manda de ne point tirer, si les Enne-
„ mis ne s'aprochoient pas davantage :
„ Mais sur le midi, l'Amiral Suédois
„ fit signal aux Vaisseaux de revirer, &

„ ils

„ ils firent voile vers le Sud Ouest, &
„ nous fîmes voile vers le Nord, pour
„ gagner le dessus du Vent : Aujourd'hui
„ 20. la Flotte Suédoise est à 4. lieues
„ de nous, ce qui nous fait croire qu'el-
„ le ne veut point entrer en Action :
„ Nous sommes présentement entre
„ *Fasmond* & le *Dorrebos*.

3. On apprend encore de *Copenhague*, que l'Amiral Barfus avoit mis à la voile avec 3. Vaisseaux de Guerre pour aller renforcer la Flotte Danoise, & qu'ils devoient être joints en chemin de 2. autres venant de la Mer du Nord.

4. On n'avoit point eu d'autres nouvelles certaines de la petite Flotte dont on a parlé ci-dessus, sinon qu'elle étoit arrivée près de la petite Isle de *Wimeta* située entre celles de *Ruden* & de *Rugen*, quelques avis portant qu'elle avoit reçu quelque échec des Suédois, & d'autres marquant qu'elle n'étoit qu'enfermée par leurs Vaisseaux, & que la grande Flotte se préparoit à attaquer les Ennemis pour la dégager.

V. 1. Suivant les Lettres de *Stralsund*, le Roi de Suède ayant appris la marche des Armées Danoise & Prussienne, avoit abandonné les Postes éloignés de *Stralsund* pour se défendre dans les deux retranchemens qui couvrent cette Place, dont on augmente les Onvrages de jour en jour, & aux travaux desquels on em-
ploys

ploye les Prisonniers Moscovites ; ce Prince a fait passer la meilleure partie de sa Cavalerie dans l'Isle de *Rügen* afin de la faire subsister plus commodément.

2. Le 23. de Juin Mr. Jeffreys Ministre de Sa M. Britannique présenta un Mémoire au Roi de Suède, contenant en substance : „ Que nonobstant les plaintes faites de la feuë Reine & du Roi „ regnant, contre l'enlèvement des Vaisseaux Anglois ; le Roi de Suède, bien „ loin de faire cesser ces procédures, „ avoir encouragé ses Armateurs par sa „ nouvelle Ordonnance : Ce qui avoit „ obligé S. M. Brit. d'envoyer une Escadre dans la Mer Baltique, „ tant pour „ assurer le Commerce de ses Sujets, „ que pour leur procurer la restitution de „ leurs Vaisseaux confisquez, & le dédommagement de leurs pertes ; dont „ Mr. Jeffreys offre de présenter une Liste, „ dès que S. M. Suédoise l'ordonnera. Qu'en outre, S. M. Britannique „ prétend aussi que le Roi de Suède annulle entièrement l'Ordonnance publiée „ le 19. Fevrier en faveur des Capres, & „ que le Commerce soit ouvert & libre „ vers tous les Ports de la Mer Baltique ; „ Et que jusqu'à ce qu'on ait obtenu l'exécution de tous ces Points, les Amiraux de l'Escadre Angloise ont ordre „ d'arrêter tous les Vaisseaux Suédois qu'ils „ pourront rencontrer, &c.

3. Les derniers avis de *Stralsund* portoient que S. M. Suédoise étoit dans un mouvement perpétuel & qu'Elle s'étoit fait transporter plusieurs fois à sa Flotte qu'on assure être supérieure à celle des Danois.

VI. 1. Avant que de parler de la Marche des Armées des Alliez du Nord, il ne sera pas hors de propos de donner encore ici deux Pièces que les Prussiens ont publiées depuis notre dernier Journal, lesquelles tendent toujours à rejeter sur les Suédois la cause de la continuation de cette Guerre. La 1. est la réponse de Mr. Ilgen, à la Lettre * du Marquis de Croissi du 19. Juin, datée du 21. du même mois, dont voici la Copie.

M O N S I E U R,

Il me semble qu'on doit d'autant moins douter, de l'offre de Mr. le Landgrave de Hesse-Cassel, de la restitution des 400000. Risdales en question, que cette proposition nous a été faite par Son Altesse par écrit ; Et j'assure Votre Excellence, qu'après avoir de nouveau examiné les Papiers que Mr. le Landgrave nous a donné concernant cette affaire, je n'y trouve rien de contraire à ce que j'ai eu l'honneur d'en écrire à Votre Excellence dans ma dernière Lettre. Aussi Monsieur, ce seroit une chose inutile d'entrer dans l'examen de ce qui s'est passé entre Votre Excellence & nous, lorsque vous étiez ici, tant que vous ne voudrez point nier, (comme j'en suis

* Voyez le *Mercuré* précédent pag. 40.

(suis très persuadé) que vous ne nous avez point laissé la moindre esperance, que Nous demeurions en possession du Séquestre de Steetin, jusqu'à la Conclusion de la Paix; Ce qui a pourtant été une condition essentielle du sedit Traité, non point en vue de quelque avantage, que le Roi mon Maître, y auroit cherché pour son intérêt particulier, mais par relation aux Traitez que S. M. a faits avec les Alliez du Nord, pour conserver le repos dans l'Empire & assurer la possession de la Pomeranie à Sa Majesté Suédoise; Au reste il est vrai, que nous avons toujours cru & croyons encore, que depuis qu'il a pleu au Roi de Suede, de nous faire la Guerre par l'attaque & la prise d'Ulédom, l'affaire a tout à fait changé de face, principalement parce que cette entreprise se fit au même tems que le Comte de Retembourg & le Ministre de Suede à Berlin nous donnoient de toutes autres assurances, de la part de la Suede.

Mais Votre Excellence me permettra de vous dire, qu'il n'y a ici rien que de très naturel; Et que puisqu'il n'y a point de service considerable que le Roi mon Maître a rendu à Sa Majesté Suédoise, en gardant son Pais pour Elle, ni la parole de son Ministre même, qu'il donna par Ordre exprès du Roi son Maître, ni aussi l'estime que le Roi de Suede devoit faire de la Médiation de la France, ne nous ont pu affranchir des violences que ce Prince nous a fait, il faudra pour voir à des moyens plus efficaces que sur des simples paroles & sur des Garanties, pour pouvoir vivre en Paix, & n'être plus exposés à de semblables surprises.

Cependant nous rendons justice à Votre Excellence, & reconnissons que vous n'avez rien négligé, de ce qui pouvoit procurer la Paix.

Il eût été à souhaiter, que la Suede eût voulu correspondre sincerement aux bons offices que Votre Excellence a employés en cette affaire, & auxquels vous avez sans doute contribué de Votre Côté; De plus je me rejouis, Monsieur, de l'assurance que Vo-

tre

tre Excellence me donne, que vous n'avez pu à Strallund aucune mauvaise impression contre Nous; cela étant, je suis assuré que vous êtes pleinement convaincu, de la justice de notre cause, de la forte passion que nous avons toujours d'éviter la Guerre, & du dessein que nous nous sommes proposé, après qu'on nous y contraint par la force, lequel nous n'exécuterons à autre intention, que pour en venir au plutôt à une Paix bonne & seure,

Je suis, &c.

A Steetin le 21. Juin 1715.

Etoit signé IL GEN.

Voici la seconde Pièce dont il est question.

Extrait des Motifs qui ont engagé S. M. le Roi de Prusse à se charger du Séquestre de la Pomeranie Suédoise, & qui l'obligent à en maintenir les Conditions.

LA Couronne de Prusse s'est fait une Loi inviolable, depuis le commencement de la présente Guerre du Nord, d'observer une exacte neutralité: Le feu Roi de glorieuse mémoire, & le Roi qui regne aujourd'hui, ont religieusement observé cette Loi, particulièrement envers le Roi de Suede; ayant même, pour le bien de la Paix, dissimulé diverses démarches de ce Prince, dont ils auroient pu témoigner du ressentiment, & ayant toujours fait voir une grande envie de tirer S. M. Suédoise de la malheureuse Guerre dans laquelle Elle se trouve enveloppée.

Le Ministère de Suede ne pourra disconvenir de plusieurs ouvertures & offres que le Roi de Prusse a faites pour cela, tant dans les Conférences tenues avec le Comte de Welling, qu'à

Ecn-

Bender même, par l'Express qui y fut envoyé : mais cela fut infructueux, le Roi de Suede ayant rejeté tout ce qui tendoit au retablissement de la Paix.

Il est vrai qu'après le malheur arrivé au General Comte de Steinbock dans le Holstein, où il fut fait prisonnier avec toute son Armée, le Comte de Welling, en vertu du Pouvoir que le Roi son Maître lui avoit donné, fit un Traité avec S. A. l'Administrateur de *Gottorp* ; par lequel Traité, les Villes de *Stettin* & de *Wismar* seroient remises au Roi de Prusse & audit Administrateur en Séquestre, pour les garantir, de même que tout le reste de la Pomeranie Suedoise, de l'invasion dont elle étoit menacée.

Ce Projet ayant été proposé au Roi de Prusse, de la part de la Cour de Holstein, avec de fortes instances, S. M. voulut bien y donner les mains, d'autant plus qu'Elle se trouvoit encore engagée à y entrer par les devoirs de ses Charges de Directeur & autres dont Elle se trouve revêtuë dans plusieurs Cercles de l'Empire : Néanmoins, Elle ne voulut proceder dans toute cette affaire qu'avec un plein consentement des Parties intéressées ; c'est pourquoi Elle envoya proposer cet expédient aux Generaux de l'Armée des Puissances ennemies de la Suede, qui ne manquerent pas de l'approuver.

Ainsi, S. M. regales Conditions du Séquestre avec M. l'Administrateur de *Gottorp*, par un Traité, dont les principaux Articles étoient : *Que les Villes de Stettin & de Wismar seroient occupées par les Troupes de Prusse & de Holstein, pour être gardées par ces Princes jusqu'à la Paix, & que le Pais porteroit les fraix du Séquestre, &c.*

Mais lors qu'il fut question d'exécuter cette Convention, le General Comte de Meyerfeld, Gouverneur de la Pomeranie pour le Roi de Suede, ne voulut point y donner les mains : Sur quoi le Roi de Prusse, qui ne vouloit en au-

cune

cune façon se mêler dans cette affaire qu'avec une entiere approbation des deux Parties, l'abandonna absolument ; ayant même refusé de se joindre aux Alliez du Nord, & de fournir la grosse Artillerie pour l'attaque de *Stettin*, quoi que les Ministres du Duc de Holstein, sans doute sur l'avis & avec approbation du Comte de Welling, eussent fort souhaité, afin d'obliger par-là le Comte de Meyerfeld à consentir au Séquestre en question.

Les choses étant en cet état, les Alliez du Nord reprirent leur premier Projet, de se rendre maîtres de la Pomeranie Suedoise. Ils y entrèrent avec leurs Armées ; occupèrent l'Isle de *Rügen* ; & obligèrent la Forteresse de *Stettin* de capituler avec le Prince de *Menzikoff*, qui commandoit en Chef à ce Siège.

Alors le Comte de Meyerfeld accepta le Séquestre proposé, & se joignit à la Maison de *Gottorp* pour engager le Roi de Prusse à s'en vouloir charger : A quoi S. M. se laissa encore persuader, pour le bien de la Paix. Cependant, il s'y rencontra deux nouvelles difficultés.

La premiere étoit, qu'avant que les Armées du Roi de Pologne & du Czar quittassent le Pais, ces Princes prétendoient une somme de 800000. Risdals argent comptant, pour les fraix du Siège de *Stettin*, & pour abandonner un Pais si considerable qu'ils avoient conquis par le droit de la Guerre.

La seconde prétention étoit, que le Roi de Prusse se rendit Garant par un Traité solennel, que tant que la Guerre du Nord dureroit, aucunes Troupes Suedoises ne passeroient de la Pomeranie Suedoise ni en Pologne ni en Saxe ; & que S. M. n'occuperoit pas seulement *Stettin*, mais aussi tout le Pais depuis l'Oder jusqu'à la Rivière de *Pehne*, en y comprenant *Wolgast*, & le feroit garder par ses Troupes jusqu'à la Paix : Le Czar & le Roi de Pologne

offrant

offrant de leur côté, de n'en voyer aucunes Troupes dans la Pomeranie Suedoise pendant toute la durée de la Guerre du Nord, mais de considérer & traiter cette Province à tous égards comme un Pais jouissant d'une parfaite Neutralité.

Le Roi de Prusse auroit fort souhaité de pouvoir se dispenser d'entrer dans ces deux Points, & il fit tous les efforts imaginables pour cela; mais n'y ayant pas eu moyen d'en faire départir les Puissances Alliées contre la Suede, il falloit absolument consentir à leur demande, ou bien leur abandonner *Stettin*, laisser subjuguier toute la Pomeranie Suedoise, & voir perpétuer les Troubles & les desordres dans l'Empire.

S. M. ayant consulté là dessus le Ministre de la Maison de Holstein, qui se trouva présent à cette Négociation, il fut enfin convenu, par son avis, de donner 400000. Riksdals aux Allies du Nord; & S. M. avança généreusement cette somme, dans la vûe de faire plaisir au Roi de Suede, S. M. ne fit aussi aucun scrupule de se rendre Garant envers la Saxe & la Pologne, de toute invasion du côté de la Pomeranie Suedoise; parce que, suivant les anciennes & nouvelles Alliances de la Maison, Elle se trouvoit déjà obligée de défendre la Saxe & la Pologne contre de semblables hostilités.

Ainsi, ce Séquestre ayant été établi sous ces Conditions, & la Ville de *Stettin* occupée moitié par les Troupes de Prusse & moitié par celles de Holstein; le Roi de Prusse en donna d'abord avis au Roi de Suede, par plusieurs Lettres & par le Ministre qu'il avoit alors à *Berlin*; déclarant & promettant de restituer cette Ville à S. M. Suedoise incontinent après la conclusion de la Paix du Nord; de lui en laisser en attendant tout le revenu, & d'accepter pour sûreté & accomplissement de ses promesses, la Garantie de l'Empereur, de l'Empire, de la France & de tous les autres Garans de la Paix de *Westphalie*.

Il est vrai que la premiere réponse qu'on eut du Roi de Suede, donna quelque espérance que S. M. approuveroit ce que le Roi de Prusse avoit fait; mais par ceux qui vintrent ensuite, & par les représentations faites par les Ministres de Suede à Vienne & ailleurs, on vit clairement que le dessein de ce Prince étoit de jeter le Roi de Prusse hors de *Stettin* le plutôt qu'il pourroit, sans lui rendre l'argent qu'il avoit déboursé, & même de lui demander satisfaction de ce qu'il s'étoit mêlé de ses affaires dans son absence.

C'est ce qui obligea le Roi de Prusse de renforcer de quelques Bataillons les Troupes qu'il avoit à *Stettin*: Cependant, S. M. ne prit cette précaution que sous la protestation expresse, réitérée en plusieurs occasions, que lors que le Roi de Suede voudroit se conformer à l'Accord fait, la Garnison de *Stettin* seroit incessamment rétablie sur le même pied qu'elle étoit auparavant.

Le Roi de Suede étant ensuite arrivé à *Stralsund*, & ayant notifié la venue au Roi de Prusse, d'une manière assez obligéante, S. M. en conçut quelque espérance de pouvoir accommoder cette affaire. Non seulement Elle fit là dessus au Baron de Frisendorff, Ministre du Roi de Suede à *Berlin*, toutes les représentations convenables; mais Elle envoya aussi auprès du Roi de Suede le General Comte de Schlippenbach, chargé de propositions équitables & avantageuses; mais toutes ces ouvertures & offres ne produisirent aucun effet sur l'esprit du Roi de Suede, qui ne daigna pas même faire réponse au Roi de Prusse.

S. A. le Landgrave de Hesse-Cassel intervint ensuite dans cette affaire, & offrit de se rendre Caution pour la restitution des 400000. Ecus; à condition que les Troupes de Prusse évacuassent *Stettin* sur le champ, & que les siennes propres y entrassent à leur place: déclarant en même tems, que quoi que peut-être le Roi de Suede pourroit d'a-

d'abord laisser la Saxe en repos, il vouloit néanmoins avoir une liberté entière de passer en Pologne & d'y recommencer la Guerre: mais comme ces Déclarations se trouvoient directement contraires au Traité fait pour la délivrance de *Stettin*, il n'y eut pas moyen de sortir d'affaire sur ce pié-là.

Quelque tems après, S. M. Très-Chrétienne fit offrir la Médiation pour terminer les différends dont il s'agit; & le Baron de *Friesendorff*, Ministre de Suède, ayant déclaré que le Roi son Maître l'acceptoit, S. M. Prussienne l'accepta pareillement, sans pré-judice des droits & de l'autorité de S. M. Impériale & de l'Empire.

Plusieurs mois s'étant écoulés, sans que l'on apprît que le Roi de Suède se fût déclaré à la France touchant les différends en question, le Roi de Prusse offrit de remettre *Stettin*, avec tout le Séquestre de la Poméranie Suédoise, entre les mains de S. M. Impériale, comme Chef de l'Empire, qui en décideroit ensuite selon la justice & le bien des Puissances intéressées.

Mais cet expédient ne fut pas non plus du goût du Roi de Suède qui en demeura toujours à sa première prétention; savoir, qu'il vouloit que *Stettin* lui fût rendu incessamment, même sans restitution de l'argent avancé par le Roi de Prusse, & sans se départir du dessein de passer, de la manière qu'il lui plairoit, de la Poméranie en Saxe & en Pologne, pour y porter la Guerre, & pour attaquer & châtier à sa volonté ses ennemis & ses faux Amis, comme il disoit.

Aussi le Roi de Suède n'en demeura pas aux paroles: elles furent accompagnées de toutes sortes de préparatifs pour la Guerre. Les Vaisseaux de guerre Suédois entrèrent en Mer bien plutôt que de coûtume, & s'approchèrent fort près des Côtes de la Poméranie Prussienne: On pressa en Suède le transport d'un Corps considérable de Troupes pour l'Allemagne; &

& peut-être pour la Prusse même: On tâcha de disposer le Landgrave de Cassel, & plusieurs autres Princes de l'Empire, à donner des Troupes pour renforcer l'Armée du Roi de Suède, &c. Bien-tôt après, on en vint aux actes d'hostilité, par l'attaque de la Ville de *Wolgast*, Place comprise nommément dans le Séquestre, & gardée par une Garnison Prussienne, qui en fut délogée à force ouverte.

Rien n'eût été plus facile au Roi de Prusse, que de repousser cette insulte d'une manière, dans laquelle les Suédois n'eussent pas trouvé leur compte; mais S. M. le contenta d'envoyer un Officier à *Stralsund*, pour lui en demander la réparation: Et quoi que l'on n'eût aucune réponse là-dessus, & que la Suède témoignât toujours la même dureté; cependant S. M. voulut bien déclarer, sur les fortes instances qui lui furent faites par la France, que non seulement Elle n'entreprendroit rien contre la Suède avant la mi-Mai, mais que même Elle n'entreroit, avant ce tems-là, dans aucun engagement qui pût faire de la peine à la Suède; présupposant, que la Suède en useroit de même de son côté envers Sa Majesté.

Le Roi de Prusse n'a pas manqué de satisfaire ponctuellement à cette promesse. Mais il a été impossible au Roi de Suède de différer si long tems l'exécution de ses mauvais desseins contre la Prusse. Avant la fin du mois d'Avril, il recommença ses actes d'hostilité, & fit déloger toutes les Troupes de Prusse de l'Isle d'*Usedom*, qui étoit comprise dans le Séquestre, aussi-bien que *Wolgast*: Il fit entrer plusieurs Vaisseaux armés dans la *Pehne* & le *Haff*, pour ôter à la Garnison de *Stettin* toute communication de ce côté-là. Par toutes ces démarches, il parut clairement qu'elles n'étoient faites que pour pouvoir passer de l'Isle d'*Usedom* à celle de *Wollin*, & s'ouvrir par là un chemin dans la Po-

meranie Prussienne, & ensuite dans la Prusse même; le Projet de la Suede ayant été de débarquer, pour cet effet, un Corps de Troupes du côté de *Danzig*, de le fortifier par le Parti sur lequel il comptoit en Pologne, & de rallumer ainsi, plus fortement que jamais, le flambeau de la Guerre en ce Pais là: Mais heureusement, tous ces Projets furent d concertez, tant par l'aventure arrivée aux Vaisseaux de guerre Suedois sur les côtes de Hollstein, que par les mesures sages prises à tems par le Roi de Prusse pour la conservation de l'Isle de *Wollin*.

On ne doit pas passer sous silence, que le jour avant l'attaque de l'Isle de *Usedom*, le Baron de Friesendorff, alors Ministre du Roi de Suede à *Berlin*, suivant l'ordre qu'il en avoit reçu de *Stralsund*, fit déclarer au Roi de Prusse par le Comte de Roitembourg, Ministre de S. M. Très-Christienne: „ Que le Roi de Suede „ étoit sincèrement & plus que jamais résolu „ de vivre avec S. M. dans une Amitié constante „ & en bon Voisin, voulant attendre tranquillement le succès de la Négociation pour „ vider à l'amiable l'affaire de *Stettin*; & demeurer en attendant dans une entière inaction; en sorte que quand même S. M. le Roi de Prusse entreprendroit quelque chose contre lui, il ne feroit aucune résistance: Et que „ le Roi de Suede, pour faire voir son entière disposition pour la Paix, & son éloignement „ de tout ce qui sentoit la Guerre, avoit fait „ retirer ses Canons des Remparts de *Stralsund*, „ & contremander le transport des Troupes qui „ devoient venir de Suede. Cette déclaration „ étant faite dans le même tems que l'on faisoit „ directement le contraire, ne sauroit être interprétée, que comme un dessein prémédité, „ soit de surprendre le Roi de Prusse d'autant plus sûrement, ou bien d'ajouter la moquerie à l'insulte, pour pousser entièrement à bout la „ moderation du Roi de Prusse. En-

Enfin, le Comte de Croissi, Ambassadeur de S. M. T. C., chargé exprès de l'accommodement entre les deux Rois, arriva auprès du Roi de Prusse: Mais au lieu de recevoir par la bouche, comme on avoit espéré, une résolution positive & favorable du Roi de Suede, on aprit par l'exposé de cet Ambassadeur: „ Que le „ Roi de Suede persévérerait toujours opiniâtrement dans ses premieres demandes; qu'il „ prétendoit l'entière abolition du Séquestre, „ & la restitution de *Stettin* des à présent; & „ que pour ce qui est de la marche en Saxe & „ en Pologne, il ne s'en étoit pas encore relâché, „ quoi que le Comte de Croissi se fit „ quelque espérance de l'en faire désister.

Comme le Roi de Suede a continué d'être inflexible sur tous ces points, & que la France ne s'est plus mêlée de rien à l'égard de cet Accommodement, depuis que le Comte de Croissi est arrivé à *Stralsund*, il ne restoit point d'autre parti au Roi de Prusse, pour satisfaire à ses obligations ci dessus alluguées, que celui qu'il vient de prendre, & que les Loix de l'Empire lui prescrivent; savoir, „ de se joindre à S. „ M. le Roi de la Grande-Bretagne, comme „ son Con-Directeur dans le Cercle de la Basse „ Saxe, au Cercle de Westphalie, & aux États „ de la Haute Saxe, & d'agir de concert avec „ eux, pour opposer ses Armes aux entreprises „ du Roi de Suede, pour réprimer en même „ tems, celles des Princes de l'Empire qui le „ voudroient seconder dans ses mauvais des „ seins, & pour rétablir dans l'Empire un „ calme & un repos stable & constant, contre „ l'esprit turbulent & dangereux de la Suede.

S. M. propose devant Dieu & devant les Hommes, que c'est là l'unique raison qui l'a obligée de se mettre à la tête de son Armée, dont elle ne se servira que pour parvenir à ce but; donnant la Parole Royale, de mettre bas

les Armes des qu'Elle aura satisfait à ce que ses devoirs envers l'Empire, & l'engagement de ses Traitez demandent; se soumettant au reste pour l'entière décision de cette affaire, de même que pour la satisfaction qu'Elle aura à prétendre du Roi de Suede, & pour la sûreté qu'il lui faudra pour l'avenir contre les entreprises de ce Prince, après Dieu, au résultat des Conférences de *Brunswick*, ou telles autres que S. M. Imperiale trouvera bon de proposer pour cet effet.

2. L'Armée Danoise & celle de Prusse s'étant mises en marche vers *Stralsund*, ainsi qu'on a déjà dit, vers le commencement du mois passé, les Danois passèrent la *Pebne* le 8. à *Damgarten*. Les Prussiens passèrent aussi la même Rivière près de *Demmin* & d'*Anclam*, & les Saxons du côté de *Famen* & de *Grabben*. Les deux Armées arrivèrent près des retranchemens de *Stralsund* le 13. sans avoir rencontré aucunes Troupes Suédoises, & campèrent à quelque distance du Retranchement environ à un mile l'une de l'autre; les Prussiens & Saxons s'étant campés près de la *Schwene*, & ayant mis d'abord du monde dans *Gripwalde*. Les Rois de Danemarck & de Suede dînèrent ensemble le 14., & les Suédois firent sortir le même jour quelques Troupes de leurs Retranchemens; mais la Cavalerie Danoise les obligea bien-tôt d'y rentrer. La petite Flote Danoise étant arrivée là-dessus près de *Gripwalde* le 21., S. M.

Prusse

Prussienne en fit donner avis au Roi de Danemarck. On aprit le 22. que l'Amiral *Seested*, qui commande cette Flote, avoit été attaqué par l'Amiral *Henk*, & avoit été obligé de se mettre dans un endroit où il étoit à la vérité à couvert du Canon des Suédois, mais en même tems comme enfermé: sur quoi il fut résolu pour avoir communication avec lui, de déloger les Suédois de *Wolgast* & de l'Isle d'*Usedom* à quelque prix que ce fût. *Wolgast* & son Château, qui furent attaqués le 29., ne coûtèrent que 5 hommes aux Prussiens. L'entreprise sur l'Isle d'*Usedom* n'étoit pas si facile; voici comme on s'y prit.

Le 30. après midi on prépara ce qu'il falloit de Barques pour passer 2000 Fantassins & 800. Cavaliers ou Dragons, commandez par le Général *Arnhem* au delà de la *Schwene*, & on les fit monter sur ces Barques à l'entrée de la nuit. Celles qui portoient la Cavalerie, dont les chevaux qu'on tenoit en lesse alloient à la nage, s'étant avancées jusqu'à un certain banc de sable d'où on peut aller à terre à guay, les Cavaliers & Dragons y montèrent à cheval & s'y formèrent en Escadrons, d'où ils se rendirent le 31. à 3. heures du matin dans l'Isle, où l'Infanterie aborda à peu près en même tems. Les Suédois n'aperçurent pas plutôt les Prussiens, qu'ils abandonnèrent le Fort

G ;

de

de la *Schwene* pour se retirer dans celui de *Pehnamunde*; mais les Dragons les ayant attaquez dans la Retraite, les défirent entièrement à 8. hommes près, & en firent 300. autres prisonniers qui tâchoient de se rendre par pelotons au Fort de *Pehnamunde*. Les Prussiens n'ont perdu dans cette Expédition que 40. hommes, parmi lesquels se trouve un Major du Régiment de *Pannewitz*, & 10. chevaux qui ont été noyez. La petite Flote Danoïse se trouvant encouragée par cette démarche, l'Amiral *Seestad* prit un Capre Suédois pendant le Combat, en coupa 2. autres, & s'empara de plus de 100. petites Barques. Le 3. de ce mois on fit un Détachement de 2. Bataillons & de 200. Chevaux de chaque Armée avec 12. Pontons à chaque détachement pour attaquer le Fort de *Pehnamunde*.

V I. 1. Il n'y a rien de nouveau de *Berlin*, si ce n'est que la Reine étoit partie le 5. pour se rendre à l'Armée.

2. Suivant les avis de Saxe, 3500. hommes qui étoient en marche pour *Luben*, avoient eu ordre de se rendre en Poméranie; & 400. Cavaliers alloient se poster sur les frontières de *Bohème* pour empêcher route communication entre l'Electorat & ce dernier Royaume, à cause des maladies contagieuses qui recommencent à s'y faire sentir.

V I I. 1. Les Lettres de *Hambourg* portent

tent, qu'on y avoit eu avis de *Meklembourg* que les Magistrats de *Rostok*, que le Duc tient prisonniers depuis si long tems, avoient enfin fait un accord avec ce Prince.

2. On mande de *Staden* que les Troupes de *Hannover* devoient prendre possession le 10. de ce mois des Duchez de *Bremen* & de *Wehrden*, & que 2000. h. des mêmes Troupes étoient en marche pour se rendre au Blocus de *Wismar*.

NOUVELLES DE TURQUIE, DE HONGRIE, D'ALLE- MAGNE & DE SUISSE.

I. **O**N confirme d'*Andrinople* du 29. Juin ce qu'on a dit ci-dessus de la prise de l'Isle de *Thine*, & on y ajoute celle de l'Isle de *Cerigo* qui s'est rendue sans aucune défense. On mande de plus que l'Armée Turque, qu'on dit être de 150. mille hommes s'est rendue maîtresse du fameux Déroit de l'Isthme de *Corinte*, & a pris la Ville de ce nom avec point ou très peu de résistance: ce qui est d'autant plus déplorable pour les Vénitiens, qu'on auroit pû arrêter là les Ennemis avec très peu de forces, & qu'il auroit été facile de ruiner leur Armée, qui étoit obligée d'envoyer chercher de l'eau à plus de 10. lieues de son Camp. Quoi qu'il en soit, le Grand Seigneur étoit

étoit parti d'*Andrinople* le 27. du même mois avec toute sa suite pour *Demotica* près de *Philippopolis*, afin de s'approcher des frontières de la *Dalmatie* & de la *Morée*, dont on compte que la Conquête ne durera pas long tems, vu que l'Armée Ottomane est assez nombreuse pour faire le Siège de deux Places tout à la fois.

II. 1. Le Comte du Luc étant arrivé par eau à *Vienne* le 4. du mois passé, prit terre à *Nusdort* & alla loger à un Hôtel qu'on lui avoit préparé proche de la *Favorite*. En attendant son Entrée publique pour laquelle on travaille à force, ce Ministre eut le 11. une Audience particulière de l'Empereur; ce qui est une distinction particulière qui n'a jamais été accordée, qu'autre fois aux Ambassadeurs d'Espagne, & depuis à quelque peu de Ministres, sans que cela pût tirer à conséquence. On dit toujours que cet Ambassadeur est chargé de faire des remontrances en faveur du Roi de Suède; & de négocier s'il est possible un accommodement entre l'Empereur & le Roi Philippe V. au sujet des prétentions de S. M. Impériale sur la Monarchie d'Espagne.

2. On assure que le Prince Eugène de Savoye sera Gouverneur des Pais Bas, mais que le Comte de *Koningsleck* sera son Substitut pendant que S. A. S. sera obli-

obligé de rester à la Cour. On ajoute que le Comte de Taun Viceroy de *Naples* sera Gouverneur du *Milanez*, & que le Comte de *Gallas* ira prendre sa place à *Naples*. L'Empereur a nommé plusieurs Ministres pour les Cours étrangères. Le Comte de *Kinski* qui a été fait Chancelier de *Bohême*, va en Ambassade en France; le Comte de *Volkra*, à qui S. M. I. a donné une riche Terre en Hongrie, va en la même qualité en Angleterre: Le Comte d'*Altheim* est nommé pour la Cour de Danemarck; le Comte *Collredo* pour celle de Pologne; le Comte de *Virmond* pour celle de Prusse, & le jeune Comte de *Paar* pour la Suisse.

3. Mrs. *Morosini* & *Grimani*, Ambassadeurs extraordinaires de la République de *Venise* firent le 23. du mois passé leur Entrée publique avec un train des plus magnifiques. Ils eurent Audience publique le lendemain de l'Empereur & de l'Impératrice régnante, & ensuite des Impératrices Douairières, après quoi ils furent somptueusement régalez, aux dépens de S. M. Impériale, à l'Hôtel du Comte de *Lichtenstein*.

III. 1. L'Envoyé Palatin présenta le 4. du mois passé à la Diète de l'Empire un Mémoire rempli de plaintes contre la France par rapport à l'inexécution ou à l'infraction de plusieurs Points concernant le Traité de *Baden*; sur quoi

ou résolut de s'adresser à l'Empereur pour le prier de faire donner satisfaction à S. A. Palatine aussi bien qu'au Duc de Montebeliar. On enregistra le 21. le Decret par lequel S. M. Impériale donne son consentement à la Résolution prise le 8. Avril dernier touchant la garde de Philipsbourg & du Fort de Kbel.

2. Le Prince Jean Ernest de Saxe Weimar mourut à Francfort le 2. de ce mois, après une très longue maladie.

Les avis du Haut & du Bas-Rhin ne nous apprennent rien de remarquable.

IV. 1. Nous commencerons l'Article des nouvelles de Suisse par le nouveau Traité d'Alliance entre le Roi de France & les Cantons Catholiques dont nous parlâmes dès le Journal dernier.

Renouveau d'Alliance entre le Roi Très Chrétien de France & de Navarre d'une part, & les Louables Cantons Catholiques de la Suisse, & la Louable République de Valais de l'autre. Fait à Soleure le 9. Mai. 1713.

AU NOM DE LA TRÈS-SAINTE TRINITÉ.

Comme ainsi soit, que pendant la Diète tenue à Lucerne au mois de Decembre 1713., par les Louables Cantons Catholiques & la Louable République de Valais, Mrs. les Députés auroient sagement réfléchi sur l'état présent de l'Europe, sur celui du Louable Corps Helvétique en général, & sur le grand malheur arrivé à

la France par la mort de Mr. le Dauphin; Et considéré, que par cette perte l'Alliance conclue en 1663., avec très Excellent & très-Puissant Prince & Seigneur LOUIS XIV., par la Grace de Dieu, Roi Très Chrétien de France & de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Als, Seigneur de Gennes, &c., glorieusement regnant, se trouvoit limitée à sa vie, que Dieu veuille prolonger, & à huit ans après son décès. Après avoir attentivement examiné combien cette Alliance est utile, tant à la Couronne, qu'à tous les Membres qui composent le Louable Corps Helvétique; & en même tems reconnu le bien qui en résulteroit, en la portant le plus loin qu'il seroit possible; Ils crurent pour la gloire de Dieu. & pour l'avantage commun, devoir communiquer leurs Idées à son Exc. Mr. le Comte du Luc, Ambassadeur du Roi en Suisse, qui les ayant goûtées, convint qu'il en rendroit compte à Sa Majesté, & eux à leurs Supérieurs. La chose a été exécutée, & Dieu par sa miséricorde, a voulu que S. M., les Cantons & la République de Valais, ayant également agréé les mêmes Idées; en sorte que le Roi d'une part & les Cantons de Lucerne, Ury, Schwitz, Undersvalde haut & bas, Zug avec les Offices extérieurs, Glaris Catholique, Fribourg, Soleure, Appenzel Catholique, République & Pais de Vallais de l'autre part, ayant donné leurs pouvoirs réciproques, qui ont été communiqués & trouvez en bonne forme: Après avoir invoqué le Saint Nom de Dieu, on est convenu des Articles qui suivent, pour la sûreté, défense, & conservation de nos Personnes, Honneurs, Royaumes, Duchez, Principautés, Villes, Pais, Seigneuries, Droits, Terres & Sujets, tels qu'ils soient, que nous avons & possédons, aurons ou posséderons tant deçà que delà les Monts.

ON déclare expressement, que quoi que tous les Cantons & Etats qui composent le Corps Helvétique, ne soient pas compris & dénommez dans le présent Traité, l'intention est de les invier (autant qu'il sera convenable) à l'accepter, n'ayant pas lieu de douter, qu'y trouvant leur avantage, ils n'y donnent volontiers les mains, puis qu'il est également glorieux à tous, & absolument nécessaire pour le maintien de la République en général.

II. Que les Traitez de Paix perpetuelle, & d'Alliance ci-devant conclus, seront regardez comme la base de celui-ci, & comme une preuve constante de l'ancienne Union entre les deux Nations: mais le tems apportant du changement en toutes choses, & pouvant arriver, que par des variations inevitables, ou par des explications différentes, les anciens Traitez ne soient pas religieusement observez dans tous leurs Points, nous avons trouvé bon, de ratifier de nouveau par la presente Alliance, tous les Traitez ci-devant faits, & nommément la Paix perpetuelle, les Alliances des années 1521. & 1663., & toutes les Lettres Annexes.

III. L'experience ne permettant point de douter des avantages qu'on doit trouver dans la continuation d'une parfaite intelligence entre les deux Nations, le Roi Très-Christien, pour mieux marquer sa grande affection au Corps Helvétique, a bien voulu renouveler la presente Alliance, pour être continuée avec le Serenissime Dauphin Héritier présomptif de la Couronne, & avec tous les Rois Successeurs de Sa Majesté; qu'après le décès du premier Roi Successeur de sadite Majesté, les autres Rois Très-Christiens qui succéderont, aussi bien que les

les Cantons, Républiques & Etats, jureront & ratifieront l'exacte observation de la presente Alliance dans tous les Points, & remedieront aux cas qui n'auront pas été prévus dans ce Traité, où auxquels le laps du tems auroit apporté quelque alteration; ce qui se fera à chaque changement de Règne, par les Ambassadeurs pourvus des pleins Pouvoirs nécessaires, & par les Députez munis du plein-Pouvoir de chaque Canton de la Suisse, République & Etat qui seront compris dans la presente Alliance: Cette précaution ayant pour objet de faire subsister les choses dans la même force & dans la même vigueur, qu'elles subsistent à present.

IV. Les Alliances n'ont pour objet, que le bénéfice & l'avantage réciproques des Parties contractantes, & comme le Roi d'une part, & les L. Cantons, la République de Valais, & autres Alliez compris dans le Corps Helvétique de l'autre, ont vû par une longue experience, que rien n'est plus avantageux de part & d'autre, qu'une union intime, & que l'inclination mutuelle des Peuples soumis à Sa Majesté & au Corps Helvétique, fait envisager le bénéfice qui en doit résulter, & ne donne aucun lieu de on veut observer tout le contenu ci-après, on douter de la fidelité réciproque, avec laquelle convient, ainsi qu'il est porté dans l'Alliance de 1663.: Que si (à Dieu ne plaise) le Royaume étoit attaqué interieurement, soit par des Forces étrangères, ou par des divisions intestines, le Corps Helvétique en ces deux cas accordera sans aucun délai, dix jours après avoir été demandée, une levée extraordinaire de Troupes, laquelle levée ne pourra être de plus de seize mille hommes: Et les Troupes Suisses ne pourront être employées que par terre, & non sur Mer, conformément à l'Article 7. de l'Alliance 1663. Cette levée se fera aux dépens du Roi

alors regnant, qui choisira & nommera les Colonels & Capitaines de tous les Cantons, République, & Etats dont on prendra le monde. Lors que Sa Majesté aura tiré desdites Troupes les services desiréz, Elle les renvoyera chez eux par des Routes, après leur avoir payé toutes les soldes qui pourrout leur être dues, jusqu'à leur arrivée dans leurs Maisons.

V. Quelien échange le Corps Helvétique, ou quelque Canton ou Etat en particulier, étoit attaqué par quelque Puissance étrangère, ou qu'il fut troublé intérieurement: au premier cas, S. M. les aidera de ses Forces, suivant que la nécessité le demandera, & que les Cantons en prieront S. M.: & dans le second cas, comme Ami & Allié commun, S. M. ou les Rois ses Successeurs employeront, sur la réquisition de la partie molestée & grevée, toutes sortes d'offices amiables, pour porter les Parties à se rendre une réciproque justice; & si cette voye n'avoit pas tout l'effet desiré, S. M., ainsi que les Rois ses Successeurs, sans rien faire qui détruise la présente Alliance, & au contraire, pour l'exécuter dans son véritable sens, emploiera à les propres dépens les Forces que Dieu lui a mises entre les mains, pour obliger l'Agresseur de rentrer dans les règles prescrites par les Alliances que les Cantons & Alliez ont entre'eux. S. M. & les Rois ses Successeurs, se déclareront Garants des Traitez qui pouront le faire entre les L. Cantons, suppose que Dieu permit, qu'il arrivât quelque division entre'eux.

VI. Les Officiers, Soldats & autres, attachez au militaire & à la solde du Roi, seront exempts de toutes Taxes faites, ou à faire, soit Capitation, Dixième, ou autres Impositions, quelque nom qu'on puisse leur donner, par rapport à leurs appointemens ou à leur solde.

S'ils sus. nommez ont acquis, ou s'il possèdent des Biens fonciers en France, sans examiner

ner s'ils les tiennent d'eux, de leurs Femmes, ou autrement, ils en jouiront leur vie durant, aussi-bien que leurs Veuves pendant leur viduité, en la même manière que peuvent en jouir les Commentaux, ou les Nobles; en sorte que les Suisses susnommez n'auront à supporter que les Taxes, ou Charges attachées à la nature du Bien qu'ils posséderont.

Mais si leldits Soldats, quoi-qu'au service, entreprennent, par eux, ou par leurs Femmes, de faire quelque Commerce, ou d'exercer un Métier, lequel Métier ne regardât point directement le service particulier des Compagnies Suisses à la solde de S. M.; en ce cas ils se trouveront confondus, & ne pourrout prétendre d'autres prérogatives, que celles dont les Sujets du Roi jouiront.

VII. Les Troupes Suisses qui seront en Garnison dans l'intérieur du Royaume, ou dans les Places frontières, jouiront de toutes les franchises, mais sans abus; & pour les prévenir, on reglera suivant les anciens Traitez & Usages, ce que les Vivandiers pourrout entrer dans les Villes par rapport au nombre des Troupes qui s'y trouveront, savoir en Vin, Viande, Tabac, Eau de vie, & autres Denrées nécessaires à leur subsistance; & si leldits Vivandiers Suisses en abusoient, & qu'ils fussent convaincus d'avoir été au delà de ce qui sera prescrit, ils seront soumis à la confiscation de ces Vivres, & à la justice Suisse, pour être châtiés dûement.

VIII. La Solde, soit de Guerre, soit de Paix, subsistera sur le pié qu'elle est établie présentement; savoir en tems de Guerre, lorsque les Régimens seront destinez pour servir dans les Armées, & marcher en Campagne, 17. liv. 8. s. par homme par mois, & 1960. liv. pour l'Etat Major aussi par mois; & en tems de Paix, ou lors-qu'ils seront destinez pour demeurer pendant la Campagne entiere dans des Garni-

sons

sons éloignées de la Frontière où la Guerre se fera, 16. liv. par homme par mois, & 1000. liv. pour l'Etat Major, aussi par mois, à la réserve du Régiment des Gardes Suisses: Mais si les Troupes Suisses, qui n'auroient pas été destinées à servir en Campagne, ou dans les Places voisines de la Guerre, recevoient ordre d'y marcher, elles seroient payées comme si elles y avoient été destinées au commencement de la Campagne.

IX. Les Capitaines qui auront 150. hommes effectifs, seront réputés complets, & jouiront de 27. hommes de gratification, ainsi qu'il est porté par le Traité de 1671. par rapport à l'augmentation du nombre d'Officiers, que le Roi a bien voulu faire.

X. Lors que la Compagnie sera au dessous de 175. hommes, le Capitaine perdra de sa gratification, suivant l'usage qui s'observe dans les Troupes de la Nation, qui sont actuellement au service de S. M.

XI. Lors qu'étant en Campagne, les Capitaines auront le malheur de faire des pertes considérables par des Sièges ou des défenses des Places, & par des Barailles, S. M. leur donnera un tems raisonnable de quatre ou de cinq mois, suivant qu'elle l'estimera juste, pour réparer leurs pertes; pendant lequel tems leur payement sera ordonné, & le décompte leur sera fait sur le pié de la première revûe, qui sera faite après ledit tems de quatre ou de cinq mois expirés.

XII. Les Capitaines seront payés régulièrement tous les mois en argent, & ce douze mois de l'année; moyennant quoi ils seront obligés de tenir une bonne Compagnie, de bons Officiers & Soldats, & de payer toutes les hautes payes de la Compagnie, comme de Lieutenant, Sous Lieutenant, Enseigne, & tous les autres bas Officiers.

XIII. Si le Roi fait de nouvelles levées, on donnera 6000. liv. argent de France par Compagnie de deux cens hommes, & cette somme sera déduite sur la Solde dans les six derniers mois de la première année du service.

XIV. Le Roi fera donner aux nouvelles levées & aux recrutés, des étapes à la sortie des Frontières de la Suisse, jusques aux lieux de leurs Garnisons; & supposé qu'il y ait des Troupes licenties, le Roi leur fera pareillement donner des étapes jusques aux Frontières de la Suisse.

XV. Lors qu'il vaquera des Compagnies qui auroient été levées, avec consentement du Canton d'où sera le Capitaine, le Roi les donnera à des Officiers qui en seront; & si le Capitaine mort à des Parens, qui soient Officiers & capables, S. M. les préférera aux autres, & la recommandation du Canton sera écoutée, en cas qu'elle soit en faveur des Sujets capables d'exercer les Charges qui seront vacantes, bien entendu que ce Canton aura toujours permis, & continuera de permettre les recrutés pour la Compagnie qui sera vacante.

XVI. Lors que les emplois des Subalternes seront vacans, les Capitaines proposeront des Sujets propres & capables pour les remplir.

XVII. Les Soldats malades, prisonniers, ou absens pour le service du Roi, desquels le Capitaine produira des certificats valables, seront bonifiés dans les revûes.

XVIII. Lors que quelque Capitaine, dont la Compagnie restera au service de Sa Majesté, sera congédié, ou cassé, on ne pourra point forcer les Soldats Suisses de la Nation de servir à d'autres Capitaines que de leur Canton; & si un Capitaine étoit congédié ou cassé avec sa Compagnie, seldits Soldats Suisses de Nation, ne pourront être forcez de servir sous qui que ce soit.

XIX. Comme il arrive souvent, que des Officiers ou Sergens menant des recrues, sont obligés de passer dans différents Cantons de la Suisse, & que pour l'ordinaire les Peuples ou Officiers Subalternes, par des raisons formellement contraires à la justice & aux Alliances de la Nation, débanchent les Soldats, en sorte qu'il ne reste personne desdites recrues, ou très peu au grand préjudice du service, & en même tems des Capitaines; il est convenu que l'Officier qui conduira une recrue, prendra en partant de son Canton un Certificat des Seigneurs dudit Canton, & qu'il le communiquera dans les lieux d'un Canton différent où il passera, afin qu'il trouve la protection convenable; & si malgré cette précaution on ne laissoit pas d'user de violence & de débancher ladite recrue, en ce cas le Canton où la chose sera arrivée, en rendra le Bailli ou les Officiers subalternes responsables, sans faire aucune distinction de Religion en pareil cas.

XX. En conformité du VIII. Article de la Paix pertuelle, le Roi ne permettra point qu'aucun de ses Sujets serve aucun Puissance, ni aucun Prince contre le Corps Helvétique, ses Conféderez, Sujets, Terres, Pais & Seigneuries; & si les Sujets de S. M. contrevenoient à cet Article, ils seront rapellez diligemment & punis selon leurs démerites.

Tout de même, les Cantons ni leurs Sujets ne pourront servir aucune Puissance ni aucun Prince contre le Roi, son Royaume, Etats, Duchez, Principantez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres & Sujets qu'il possède présentement ou possèdera à l'avenir; & si les Sujets desdits Cantons y contrevenoient, ils seront rapellez diligemment & punis selon leurs démerites.

XXI. Lors que S. M., Monseigneur le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs com-

manderont en personne les Armées, les Troupes Suisses à leur solde les suivront, selon l'exemple de leurs Ancêtres, & en conformité de l'Article VI. de l'Alliance de 1663., qui porte, „ que s'il venoit durant la Guerre que S. M. T. „ C., ou son Successeur le trouvera, ou vouldra se „ trouver en propre personne en quelque lieu ou „ endroit que ce fût à l'encontre de ses Ennemis, „ Elle, ou son dit Successeur, pourra lever à les „ dépens, tant de Capitaines & Soldats qu'Elle „ voudra, & que bon lui semblera.

XXII. En conformité de l'Article XXII. de l'Alliance de 1663. conçu en ces termes: „ Et d'autant que lesdites Terres & Seigneu- „ ries possédées par notre grand Oncle en l'An „ 1521. ne sont en notre possession, cepen- „ dant nous des Ligues refuserons tout secours, „ faveur, assistance & aide, sans respect de qui „ que ce soit, & de quelque qualité & digni- „ té que puissent être, ou soient ceux qui vou- „ droient ce requérir!

Il est convenu expressément que si le Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs vouloient rentrer dans la possession des Pais, Etats, Duchez, Principantez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, & Terres stipulez dans l'Alliance du Roi François I. de glorieuse memoire conclue en 1521., le Corps Helvétique refusera tout secours, faveurs, assistance & aide, sans respect de qui que ce soit, & de quelque qualité & dignité que puissent être, ou soient ceux qui voudroient requérir lesdits secours & assistance.

XXIII. S'il arrivoit que le Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs, & le Corps Helvétique jugeassent pour le bien des Parties, devoir faire la Guerre de concert contre d'autres Puissances, on conviendra de la manière dont il faudra agir contre l'Ennemi commun; & lors qu'une fois la Guerre sera

ou-

ouverte, on s'oblige réciproquement de n'entendre à aucune proposition de Paix, Trêve, ou Suspension d'Armes, que de concert, en sorte qu'il ne se fasse aucun Traité, qui en soit également agréé par le Roialors regnant, & par le Corps Helvétique.

XXIV. Les Suisses seront cenféz Regnicoles, & comme tels seront exempts du droit d'aubaine dans les Royaumes & Etats de l'obéissance du Roi, en justifiant de leur naissance, & qu'ils seront sortis de leur Pais avec l'agrément de leurs Supérieurs. Ils pourront acquérir comme les Nationnaux; & s'ils ont quelque Métier ou Profession, ils pourront l'exercer en toute liberté, pourvu qu'ils se soumettent aux règles établies dans les lieux où ils éliront leurs domiciles. Jouiront aussi de l'exemption du droit de traite foraine pour les effets des Successions de ceux de leur Nation décédez en France, pourvu qu'il en ait été fait inventaire par les Juges des lieux; suivant les règles & usages ordinaires, & seront traitez en tout comme les propres Sujets de S. Majesté.

Quant aux Suisses qui la servent actuellement dans ses Troupes, à ses gages & solde, ils seront exempts de toutes Charges, & n'en supporteront d'autres, que celles qui seront attachées à la nature des Biens qu'ils pourront acquérir comme les Nationnaux dans les Royaumes & Etats de l'obéissance du Roi, jouissant au surplus de tous les Privilèges & exemptions qui leur ont été accordez par les Rois Predecesseurs de Sa Majesté, & par Elle, en vertu des Traitez de Paix & d'Alliance. Les mêmes Privilèges & Exemptions sont accordez à ceux de la Nation Suisse, qui auront été dans les Troupes de Sa Majesté à ses gages & solde, pourvu qu'ils y aient servi pendant trois années consécutives, & qu'ils en soient sortis de l'agrément, & par un con-

gé en bonne forme de leurs Supérieurs.

XXV. Les Sujets du Roi pourront aussi succéder en Suisse par Parentés, Testaments, Donations, ou tous autres Actes usitez, & seront protégés par les Magistrats & Juges établis; en sorte qu'ils ne seront soumis à aucun droit d'aubaine, traite foraine, ou autres pour leurs propres biens; mais pour ce qui est des Biens Suisses, qui leur pourroient échéoir par mariages, Successions, Testaments, Donations, ou autres Actes usitez dans le Pais, ils y seront maintenus de même que les Suisses réservées pourtant les Regales & autres Droits usitez.

Les Marchands, Négocians, Messagers, Pelerins, & autres, pourront trafiquer & négocier seurement, & sans aucun empêchement en corps & biens, librement, & à leur volonté, aller, venir, séjourner, & demeurer en Suisse, sans fraude, ni déception, ainsi qu'il est expressement porté dans l'Alliance de 1663. Article XX.

XXVI. Jouiront ceux de la Nation Suisse sur le fait de leur Commerce dans le Royaume, de tous les Privilèges qui leur ont été accordez par les Rois Predecesseurs de S. M. & par Elle, ainsi qu'ils ont dû jouir en conséquence desdits Traitez; dans lesquels Privilèges S. M. les confirme de nouveau, & veut qu'ils soient confirmez, & maintenus sans aucun trouble ni empêchement. Les Marchands & Négocians de paix & d'autre pourront transporter l'Or & l'Argent monnoyé, qu'ils auront reçu pour le prix de leurs Marchandises, pourvu qu'ils en fassent leurs déclarations, & qu'ils prennent les Passeports nécessaires, afin d'éviter les abus.

XXVII. Comme un des principaux fruits d'une Alliance est, de veiller réciproquement au bien, à la gloire, & au repos de son Al-

lié; il est convenu de nouveau entre les Parties contractantes, ainsi qu'il est porté dans le VIII. Article de la Paix perpetuelle, & dans le XIV. de l'Alliance de 1663., que de part & d'autre l'on ne souffrira point les Ennemis de son Allié, qu'on ne leur permette aucun passage, soit en Armes, ou sans Armes, & qu'on ne leur donnera aucune assistance directe ou indirecte; Assassins, & Perturbateurs du repos public. declarez tels par le Roi à l'égard des Sujets, ou par les Cantons à l'égard des leurs, viussent se réfugier dans le Royaume ou en Suisse, on s'oblige, & on promet de les saisir, ou de se les remettre de bonne foi à la premiere requisiion, sans qu'il soit permis à celui qui sera requis, d'examiner si le requérant sera bien ou mal fondé: prétexte qu'on veut prévenir, afin que cet Article ne soit jamais mal-interpreté & éludé.

X XVIII. S'il arrivoit aussi, que des Voleurs se réfugiaient en France ou en Suisse avec les choses volées, on les saisira, pour procurer de bonne foi la restitution; & si ces Voleurs étoient Domestiques, on livrera leurs personnes pour être punis sur les lieux où les vols se seront faits.

XXIX. On s'oblige de part & d'autre, en conformité du XIV. Article de l'Alliance de 1663., d'accorder & de laisser un libre passage aux Troupes, Officiers, Soldats, Armes, Equipages, qui iront pour la défense des Etats, Pais, Places, Villes, Châteaux & Seigneuries appartenans à l'une desdites Parties; & même pour le secours & assistance des Alliez & Amis d'une desdites Parties qui pourroit être molestée, & qui auroit besoin du secours & assistance de sondit Allié & Ami, à condition que dans ces passages il sera obli-

gé de payer régulièrement, & de n'apporter aucun dommage aux Peuples & aux lieux par où l'on passera; & pour le maintien d'une bonne Police & Correspondance, il sera établi des Commissaires desdits lieux, qui régleront le prix des denrées: & pourvoient tant à la sûreté des passans, qu'à celle des Pais & Peuples où la route sera marquée, bien entendu que les Parties seront convenues de la quantité & de la qualité des Troupes, aussi bien que de la route qu'elles devront tenir.

XXX. Comme il arrive que les Particuliers des deux Nations contractent des Societez, Obligations & Alliances, par Mariages, Acquisitions ou autrement, & qu'il en peut résulter dans la suite des contestations, procès & litiges, il est convenu que toutes les fois que deux Parties de Nation différente auront quelques difficultés, & qu'elles ne pourront point les terminer à l'amiable, le demandeur sera tenu de rechercher la Partie par devant ses Juges naturels, à moins que les deux Parties ne fussent présentes dans le même lieu, ou que par leurs Accords Societez ou Contrats, elles n'eussent convenu des Juges par devant lesquels elles se seroient obligées de discuter les contestations qui pourroient naître dans leur Societez.

Le Roi & le Corps Helvétique s'obligent réciproquement, de faire rendre bonne & brève justice à celui, ou à ceux des deux Nations qui auront recours à S. M. ou au Corps Helvétique.

XXXI. De plus S. M., d'une part & le Corps Helvétique de l'autre, veulent que les jugemens rendus en dernier ressort par les Juges des Cours Supérieures, ou revêtus de l'autorité suprême, soient exécutés dans les Etats dépendans de S. M. ou du Corps Helvétique, comme s'ils avoient été rendus dans le Pais où le condamné se trouvera après le jugement; en sorte que si

un François, pour frauder ses Créanciers ou Créditeurs, se refugioit en Suisse, il y sera poursuivi & saisi, afin de le nécessiter de satisfaire de bonne foi au jugement rendu contre lui. La même chose se pratiquera en France à l'égard d'un Suisse.

Pour prévenir toutes interprétations, qui pourroient affoiblir la teneur du présent Article, on se promet de part & d'autre, de s'en rapporter à la simple déclaration qui sera faite de la part du Souverain qui expliquera la qualité du jugement rendu, & sur lequel on agira contre le défaillant.

XXXII. Toutes les Pensions, Contrats & Obligations dont on est convenu dans les Traitez, Actes particuliers, & Lettres Annexes, seront continuées, & se payeront régulièrement tous les ans, ainsi que de coutume, dans la Ville de Soleure, & en espèces ayant cours en Suisse.

XXXIII. En cette Alliance sont de la part du Roi, de Monseigneur le Dauphin, & des Rois leurs Successeurs, reservez. . . .

Et de la part de nous les Cantons & République & Pais de Vallais sont reservez, le Pape, le St. Siège Apostolique, le Sacré Collège, le St. Empire, la Maison d'Autriche, la Seigneurie de Florence, & la Maison de Medicis; aussi bien que toutes nos Franchises & Libertez, tous Droits de Bourgeoisie & Combourgeoisie entre nous les Cantons, tous nos Alliez & Coalliez, & toutes les anciennes Lettres & Seaux, Contrats, Intelligences, & Confederations que nous avons entre nous, qui ont été reservez dans l'Alliance de 1663., & qui ne regardant que nous; & s'entend ladite reserve, au cas que quelqu'un d'entre nous desdites deux Parties voulût endommager, envahir, ou molester par Guerre lesdits Reservez.

XXXIV. Et si aucuns des Reservez desdites

deux Parties vouloient envahir, molester, endommager par Guerre ou autrement, directement, l'une ou l'autre partie dans les Royaumes, Etats, Pais, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres, & Sujets, qu'elle tient, possède, & a droit, tiendra, possedera, & aura droit, lors l'autre partie sans égard & sans considération, donnera aide & secours à la partie envahie, molestée, ou assaillie, contre les agresseurs, molestant, ou assaillans, quels qu'ils soient, ainsi que dessus est déclaré.

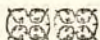
XXXV. Et d'autant que la présente Alliance est la plus ancienne, lesdits Cantons déclarent, qu'elle est & sera toujours purement & expressément reservee & preferée à toutes autres Alliances des autres Princes & Potentats, qui se trouvent postérieures à l'An 1521., depuis lequel tems celle de France a toujours été continuée, quels que soient lesdits Princes & Potentats, & quelque chose qu'il y puisse avoir au contraire. Et sur ce, le très Excellent & très Puissant Prince & Seigneur Louis XIV., Roi Très-Chrétien de France & de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Als, Seigneur de Genes, &c.; Et les Cantons & République & Pais de Vallais ci-dessus mentionnez, ont accepté, conclu & arrêté cette seldite Alliance, Confederation, Obligation, Intelligence auxiliaire, ont juré & promis, jurent & promettent par la présente, pour eux, & pour leursdits Successeurs, de l'observer & exécuter de parole & d'effet, fermement & inviolablement en tous ses Points & Articles, comme ils l'ont écrits ci-devant.

En foi dequoi nous l'Ambassadeur du Roi, & les Deputez des Cantons & République ci-dessus mentionnez, avons signé le présent Traité, fait double en François & en Allemand, & y avons apesé les cachets de nos Armes, après avoir promis que les Ratifications de S. M., &

celles desdits Cantons & République seront fournies en bonne & dûe forme, & échangées respectivement dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature du susdit Traité, & après s'être tombé d'accord, que le Roi pourra dans cinq ou six mois, ou plutôt à sa volonté, déclarer ceux qu'il lui plaira de réserver de sa part, pour être ensuite insérés dans l'Article XXXIII. Fait à Soleure le 9. Mai 1715.

Signé, par le Comte du Luc, & par 30. Députés.

Ce Traité ayant fait naître, ainsi qu'on l'a insinué, beaucoup de défiance entre les Cantons Protestans & les Catholiques, & aliéné les esprits de ces derniers des véritables intérêts du Corps Helvétique, on ne croyoit pas qu'il se trouvât personne de leur part à la Diète Générale, cependant ils y envoyèrent tous leurs Députés à la réserve du Canton de Fribourg, & ce pour quelque autre raison particulière: cependant cette Assemblée s'est séparée sans avoir rien agité de considérable. Mr. de la Martinière Secrétaire d'Ambassade de France voyage de Canton en Canton, sans parler aux Protestans de renouvellement d'Alliance. On ne fait point encore non plus quand arrivera le nouvel Ambassadeur de France.



NOU.

Ayuntamiento de Madrid

NOUVELLES DE FRANCE.

I. LE Roi & le Dauphin, suivant les dernières nouvelles de Paris étoient en parfaite santé, S. M. ayant fait à la fin du mois passé 2. fois dans une même semaine la revue du Régiment du Roi, & ayant resté 3. ou 4. heures de suite à cheval. Comme le dessein de faire razer la Montagne de Lussienne entre *Versailles* & *Marli*, est remis à une autre année, ce Régiment doit incessamment retourner dans ses quartiers.

II. Il arriva encore au commencement du mois passé une Avanture facheuse à l'Ambassadeur de Perse. Ce Ministre passant à son ordinaire en Cavalcade dans une rue où se trouva l'Archevêque de Narbonne en carrosse, & son Cocher n'ayant pû se ranger assez tôt, un des Domestiques de l'Ambassadeur lui déchargea quelques coups de bâton sur la tête qui le blessèrent dangereusement. L'Archevêque s'étant plaint de cette violence, l'Abbé de Broglio fut député du Clergé pour en demander satisfaction à l'Ambassadeur qui lui remit son Domestique pour en faire justice, & que l'Abbé fit conduire chez l'Archevêque de Narbonne, après quoi il alla faire son rapport à l'Assemblée. Le lendemain l'Abbé de Broglio

H 2

glio

glio fut renvoyé , avec le Domestique qui avoit demandé pardon à l'Archevêque, chez l'Ambassadeur, pour le remercier de son honnêteté , & lui témoigner que l'Assemblée étoit satisfaite de cette soumission & lui renvoyoit son Domestique pour en user comme il jugeroit à propos en cas que le cocher de l'Archevêque de *Narbonne* vint à mourir. Le Prince de *Conri* donna le 28. du même mois un magnifique repas à cet Ambassadeur.

III. Le Cardinal de Bissi ayant reçu de *Rome* le Bonnet de Cardinal , se rendit le 18. avec l'Abbé Maffei , qui en étoit le Porteur , dans les Carosses du Roi à *Marli*, où il eut Audience publique du Roi, auquel il présenta un Bref du Pape. A la fin de la Messe S. M. lui donna le Bonnet qui lui fut présenté par l'Abbé Maffei dans un Bassin de Vermeil : ensuite de quoi le Cardinal s'étant revêtu des Habits de sa nouvelle Dignité, alla remercier le Roi , & se rendit chez la Duchesse de Berri , chez Madame, & chez le Duc & la Duchesse d'Orléans ; après quoi il fut aussi admis à *Versailles* à l'Audience de M. le Dauphin.

IV. Le Vicomte de Bollingbrook s'étoit rendu vers le milieu du mois passé de *Lion* à *Paris*, où on dit qu'après plusieurs Conférences avec le Marquis de Torci , il étoit reparti pour la campagne. Sur cela le bruit a couru que le Chevalier de St.

Geor-

George avoit été aussi secrètement à *Paris*, & qu'après être retourné à *Plombières* il avoit enfin disparu. On ajoute qu'on faisoit des Prières dans tous les Couvents Anglois ou Ecoissois pour la réussite de son Entreprise.

V. 1. On mandoit de Normandie & de Bretagne qu'il y a eu le mois dernier un Orage épouvantable qui a absolument ruiné toute la récolte, dans les lieux où il a passé.

2. On parle toujours de grosses Banqueroutes, & on avoit trouvé au Pont de *St. Clou* Mr. Charpentier, fameux Banquier, noyé dans la Rivière de Seine. On pécha aussi quelques jours après un homme tout galonné proche de *Neuilly*.

VI. Il y a déjà long tems qu'on parle de la Convocation d'un Concile National pour terminer l'espèce de Schisme que cause dans le Royaume la dernière Constitution du Pape : on a dit depuis peu qu'il se tiendrait à *Orléans* ou à *St. Germain en Laye*. Les dernières Lettres de *Paris* portent , que le Roi manda le 28. du mois passé le Premier Président & le Procureur Général pour leur dire qu'il étoit déterminé à convoquer ce Concile de son Autorité, mais qu' auparavant il vouloit donner une Déclaration qui fut enregistrée au Parlement pour ordonner aux Evêques oposans, de se joindre au plus grand nombre, & sante de quoi ils seront poursuivis

170 *Mercuré Historique &*
par les Loix Canoniques. Ces M^{rs}. ayant
prié le Roi de leur donner quelque tems
pour réfléchir sur cette Déclaration, &
S. M. le leur ayant accordé, on vit pa-
roître l'Ecrit suivant sur cette matière.

*Diffictez sur la Convocation & tenuë d'un
Concile National en France dans les
circonstances présentes.*

PREMIERE DIFFICULTE.

Sur la Convocation. Les Rois de France ont
été de tout tems en droit de convoquer des Conci-
les Nationaux des Evêques de leur Royaume.
Ce sont eux seuls qui les ont convoquez, sous les ré-
gnes des Rois de la première & de la seconde race.
Dans les derniers tems, les Rois Henri II, Char-
les IX. & Henri IV. se sont proposé d'en convo-
quer, & ont écrit aux Papes qu'ils les convoque-
roient. Le Clergé de France en 1681, s'est adres-
sé au Roi pour demander la Convocation du Concile
National. Sa Majesté ne peut permettre que le
Concile National des Evêques de France soit con-
voqué & indiqué par le Pape, sans renoncer au
droit attaché à sa Souveraineté. Rome ne souf-
frira pas que le Roi le convoque & l'indique. Il
faut se broiiller avec le Pape, ou que le Roi aban-
donne un des plus beaux droits de sa Couronne.

II. Sur la Présidence. On propose que le Pape
y envoie un ou deux Légats pour y présider. Ce n'est
point l'usage ancien ni moderne de l'Eglise de Fran-
ce. Les Legats ont été admis aux Conciles de Fran-
ce en quelques occasions : mais outre que cela est ra-
re, il y a peu d'exemples qu'ils aient été envoyez
pour y présider.

III. Sur la qualité des Légats. Le Pape y en-
verra-t-il des Cardinaux étrangers, y nommera-

Politique. Août 1715. 171
t-il des Cardinaux de France ? Les étrangers ne doi-
vent pas être agréables à la Cour de France : ceux
de France ont déjà pris parti.

IV. Sur les pouvoirs de ces Légats. Il faut
suivant les loix établies, qu'ils soient vérifiez en
Parlement, qui y appose ordinairement des modi-
fications. Le Pape voudra-t-il se soumettre à cet
usage ? N'est il pas à craindre que les modifica-
tions du Parlement ne soient pas acceptées par les Lé-
gats.

V. Sur l'usage que les Légats feront de leur
pouvoir dans le Concile. Si le Pape pretend com-
me on le dit, que les Légats présidans au Concile
soient les arbitres souverains de tout ce qui s'y fera,
& qu'on ne puisse rien proposer sans leur consente-
ment, suivant ce qui s'est pratiqué au Concile de
Trente, où la cause *proponentibus Legatis*, exclu-
sive de tous autres, a été reçue contre l'ancien usage ;
il est à craindre que les Evêques de France ne se sou-
levent, & n'aient lieu de se plaindre qu'on leur ôte
une liberté, qui est de droit & d'usage, de tout tems.
& de toutes les compagnies, de proposer au Concile ce
qu'ils jugeront à propos, au moins en communiquant
ce qu'ils ont à proposer au Président de l'Assemblée

VI. Sur ceux qui assisteront au Concile.
Dès que le Concile est National, il faut que tous les
Evêques du Royaume, du Dauphiné & du Pais
conquis y soient appelez. S'ils y viennent tous,
ou pour la plus grande partie, comme il y a lieu de
l'espérer, une Assemblée aussi considérable que celle-
là sera de grands frais dont le Clergé sera surchar-
gé. C'est là néanmoins le moindre inconvénient. Il y
en a un bien plus grand sur la manière de porter leurs
suffrages. Sera ce par Province, suivant l'usage or-
dinaire des Assemblées du Clergé ? Sera-ce par tête ?
Comptera-t-on les sentimens des Provinces, ou les
avis des Evêques assistans ; Le second Ordre y au-
ra-t-il voix délibérative, ou seulement con-
sultative ? Les Abbés & Chefs d'Ordre y seront-ils
mandez, & y auront-ils voix délibérative ? La

Faculté de Théologie de Paris & les autres Facultés de Théologie y en voyeront-elles des Députés, comme elles ont fait aux Conciles de Constance & de Bâle ?

On ne parle point des différens qu'il peut y avoir, au sujet de la préséance entre les Archevêques de France. L'Archevêque de Lion prétendray avoir le premier rang, à cause de sa Primatie. Il lui sera contesté; source de divisions & de procès.

VII. Sur ceux qui composeront le Concile. Il n'y a pas de doute que tous les Evêques de France ne soient en droit d'assister à ce Concile; mais il y aura bien de la difficulté sur ceux qui seront Juges. On ne voudra peut être pas y recevoir comme Juges, ceux qui ont refusé d'accepter la Constitution. Ils auroient droit de recuser par la même raison, ceux qui l'ont acceptée. Toute l'Eglise de France est partagée entre les acceptans & non acceptans. Où trouvera-t-on des Evêques neutres ? Si on les admet les uns & les autres pour juges, quel trouble & quelle division ?

VIII. Sur la manière de proceder. Comment procedera-t-on contre les Evêques refusans d'accepter la Constitution ? Les citera-t-on au Concile comme accusés ? Ils auroient droit de déclarer qu'ils ne le font point dans les formes. Ont-ils une partie ? Le Pape ne s'est point déclaré leur partie. Il ne se déclarera pas apparemment leur accusateur. Il peut se plaindre de ce qu'ils ne veulent point recevoir sa Bulle sans restriction : alors il faudra examiner s'ils ont raison ou non : c'est ce qu'on ne veut pas à Rome.

IX. Sur la matière qui sera agitée dans le Concile. Il y agit de savoir s'il faut recevoir la Bulle purement & simplement, si on peut la recevoir avec des modifications ou explications, ou s'il faut la rejeter. On ne peut parler de jugement sur ce sujet qu'en examinant le fond de la question, en jugeant si les propositions sont bien ou mal condamnées, & en quel sens elles sont condamnables. Le

Pape souffrira-t-il cet examen ? Si on impose une nécessité de la recevoir sans explication, à quel bon le Concile ?

X. Dequois s'agit il ? Tous les Evêques conviennent que le Cardinal de Noailles est Catholique, que le projet de son Mandement est orthodoxe. On ne peut donc plus lui faire son procès sur la foi, ni le condamner comme hérétique. On peut dire la même chose des autres Evêques qui sont dans la même cause, & en particulier de M. de Metz & de M. de Mirepoix qui ont expliqué leurs sentimens. Il ne s'agit donc plus que d'une formalité, savoir de la manière de la réception de la Bulle. Cela peut il faire un fondement légitime de condamnation ? Chaque Evêque juge de la doctrine dans son Diocèse, n'est il pas en droit de l'expliquer ? Surquels lui fera-t-on son procès ?

XI. Sur l'autorité que le Concile pourra avoir sur les personnes des Evêques. Suivant l'ancien & constant usage de l'Orient & de l'Occident que nos Evêques de France ont toujours soutenu, les Evêques ne peuvent être jugés en première instance que par les Evêques de la Province. Le Concile National pourra décider sur ce qui regarde la doctrine, à la bonne heure : mais pourra-t-il condamner les Evêques de diverses Provinces ? Dans quel Canon, par quelle règle, par quel usage ce droit lui est-il attribué ? Les Legats du Pape n'ont pas ce droit, quand même ils seroient Commissaires à cet effet. C'est ce que nous avons soutenu en France, & ce que l'Assemblée du Clergé de France de 1650. a fait signifier au Pape; ce que tous les Evêques de France ont regardé comme un des droits des plus inviolables de leur liberté, & ce qui est porté nommément dans un des Articles des libertez de l'Eglise Gallicane. Le Concordat est formel pour le premier jugement.

XII. Sur le jugement des Evêques qui sont en cause. On suppose qu'ils seront cités au Concile. Comparoîtront ils comme accusés ? Ils ne le

sont point, comme il a été dit. Ils peuvent recuser les autres comme leurs parties. Peut-être feront-ils comme Saint Chrysostome, qui cité au Concile du Chefne à Calcedoine assemblée par l'Empereur, où Theophile d'Alexandrie presidoit, rependit avec plusieurs Evêques de diverses Provinces, qu'ils ne reconnoissent ni l'autorité de ce Concile, ni pour juges leurs ennemis. En agira-t-on avec la même violence contre le Cardinal de Noailles, après un jugement qui pourroit être porté contre lui au préjudice de cette protestation, comme l'Empereur en agit alors contre S. Chrysostome ? Il n'est pas à presumer que la pitié du Roi se porte à ces extrémités, que l'Eglise a blâmées dans la conduite de l'Empereur Arcadius ; & nonobstant lesquelles, S. Chrysostome a été déclaré Saint, & les procédures faites contre lui, injustes & violentes.

XIII. Sur la force qu'aura la décision de ce Concile. Il est certain qu'il n'y a que les Conciles généraux qui soient infallibles, & que l'on peut toujours appeler, en matière de foi, du jugement d'un Concile National à un Concile général. Cela s'est pratiqué dans l'Eglise de toute antiquité ; & dans les derniers tems, les Apêles au futur Concile général interjetèrent par les Evêques en des matières bien moins importantes, ont été reçus. Il n'y a pas lieu de douter que quand il s'agit de doctrine, cet Appel ne soit suspensif. Où en sera-t-on quand le Concile National aura prononcé un jugement ; si les Evêques condamnez en appellent au Concile général, comme ils le feront sans doute ?

XIV. Sur la Dénonciation que les Evêques qui refusent d'accepter la Constitution du Pape peuvent en faire à l'Eglise & au Concile général qui la représente. C'est une maxime constante & de tous les Canonistes, même des Ultramontains, & que les Papes ont reconnue eux-mêmes, que les Souverains Pontifes sont soumis à l'Eglise universelle & au Concile général, quand il s'agit de la Foi. Nous prétendons qu'ils y sont soumis en d'autres cas : mais les Ultramontains les plus attachés

aux prétentions du Pape, nous accordent le cas de la Foi, & conviennent que quand le Pape est accusé d'hérésie, il est justiciable du Concile général, & que la cause doit être portée. Si les Evêques refusent d'accepter la Constitution, l'accusent de fauoriser & d'établir des erreurs dangereuses dans la Foi, & des hérésies, qu'ils les relevent, qu'ils dénoncent la Bulle, qu'ils s'attaquent même à des Homélies du Pape, où il lui est échappé des erreurs grossières sur nos Mystères ; où en sera-t-on ? Quel scandale dans l'Eglise ! quel affront pour le Pape ! Il faudra qu'il se justifie : & on ne peut pas refuser aux Evêques de leur rendre justice, & de provoquer au Tribunal du Concile Oecuménique.

XV. Sur les suites que peut avoir le jugement du Concile National. Dans la disposition où sont les esprits des Prelats, bien loin de mettre la Paix dans l'Eglise de France, il ne peut qu'y exciter des troubles, y causer des divisions, & peut-être un schisme ou vert. Une partie de ceux qui ont accepté la Bulle purement & simplement, ne voudront pas reculer : ceux qui ont refusé ou différé de l'accepter purement & simplement, croyant ne le pouvoir faire en honneur & en conscience, ne manqueront pas de persister dans leur refus. Ils s'excommunieront mutuellement, voilà un schisme. Mais la confusion sera encore bien plus grande, si on vient à déposer les Evêques refusants, & à en mettre d'autres sur leurs Sieges. Les Curés, les Ecclesiastiques, le Peuple, déjà assez animés, demeureront attachés à leurs premiers Pasteurs, & regarderont les autres comme des intrus : quel désordre, quelle confusion ! N'est-il pas à craindre que cela ne cause de la division, non seulement dans l'Eglise, mais encore dans l'Etat. Cela n'est-il pas capable d'exciter une sédition dans la Ville de Paris, qui aime singulièrement son Pasteur ?

XVI. Sur ce qui peut arriver pendant la tenue du Concile. Qui peut répondre que pendant que le Concile se tiendra, il n'arrive des accidents

qui puissent en interrompre le cours; que l'on n'y propose d'autres matieres, même contre la Cour de Rome; que les Evêques assemblez ne prennent des résolutions qui pourroient ne pas plaire au Pape; qu'il ne soit tiré en longueur, & qu'il n'aboutisse enfin à rien. Toutes ces choses & bien d'autres peuvent arriver, & on risque beaucoup en hazardant cette Assemblée.

XVII. Sur la reception de ce Concile dans les Eglises des autres Nations. Quand ce Concile seroit venu à une bonne fin pour la France, que sait-on si les autres Nations le recevront? Elles ont le même droit que la France, de demander & d'assembler un Concile National. La proposition qu'on a faite d'un Concile National en France pour recevoir la Constitution, a déjà attiré l'attention des autres Nations. L'Allemagne en demandera peut-être un. Si les Conciles de différentes Nations se trouvoient d'avis contraire, où en seroit on? Ce seroit un schisme déclaré dans l'Eglise, qui ne seroit pas facilement éteint.

Toutes ces raisons & plusieurs autres qu'on peut supplier, font voir combien la convocation & la tenue d'un Concile National dans les circonstances présentes est inutile, difficile, dangereuse & préjudiciable à l'Eglise & à l'Etat.

VII. La perte sur les Billets des Fonds publics augmentent chaque jour; cependant il a paru le mois passé plusieurs Déclarations, Edits, ou Arrêts, touchant la Caisse des Emprunts, les Offices de la Chancellerie, le delai des Assignations, la manière d'Hériter des Jésuites jusqu'à l'âge de 33. ans: mais les plus remarquables sont une Déclaration du 9. du passé qui ordonne la continuation de la

le.

levée de la Capitation & du Dixième Denier, pour aussi long tems que le Roi le jugera à propos; & un Arrêt du Conseil qui remet au premier de Septembre prochain la dernière diminution des Espèces: mais la place nous manque pour mettre ici au long toutes ces Pièces. On parle fort aussi à Paris de rebattre seulement les Espèces en leur fixant un certain prix & de redonner cours aux Billets de Monnoye, qu'on ne pourra refuser dans les Comptoirs, ni dans les payemens entre les Particuliers.

Il y a encore eu une Déclaration du Roi qui attribué au Prevôt des Marchands de Paris ou à son Substitut, pour cette année, la connoissance de tous les Procès au sujet des Banqueroutes qui se font tous les jours, & ce pour épargner les frais à ce qu'on prétend; mais on trouve assez extraordinaire, que dans l'énoncé de la Déclaration on attribué les fréquentes Banqueroutes à la trop grande quantité de Marchandises étrangères dont les Négocians se font charger, sans parler des augmentations & rabais des Monnoyes, ni du déchet ou perte des Billets Royaux.

VIII. 1. On avoit appris de Nancé du 6. de ce mois, que le corps du Prince François de Lorraine, Abbé de Stavelo, décédé le 27. du mois passé à Luneville de la petite Vérole, y avoit été apporté; & que le Chevalier de St. Georges étoit

s'enfuit à Plombières.

2. Les Personnes de distinction aussi décedées depuis peu en France sont , Mr. du Cassé, Lieutenant-Gén. des Armées navales du Roi ; le Marquis de Montroux, Maréchal de Camp, Mr. de Chauvelin, Avocat Général, Me. de Sceaux, & Mr. Coënrard Rozen, Maréchal de France.

3. Suivant les Lettres du 9. de ce mois, ou attendoit le Roi le lendemain à Versailles, où l'Ambassadeur de Perse avoit été visiter les Apartemens & voir jouer les Eaux ; & l'on préparoit le Trône du Roi pour l'Audience de Congé de ce Ministre, qu'il prendra le 13. avec les mêmes Cérémonies de sa première Audience. La Cour doit partir le 28. pour Fontainebleau.

Le Duc d'Ormond arriva le 7. à Paris, où est, dit on, encore le Vicomte de Bolingbroke.

NOUVELLES DE LA GRANDE-BRETAGNE.

I. CE qu'on donna le mois dernier du fameux Rapport du Comité secret, qui sert de fondement aux Procédures qu'on fait contre le précédent Ministère, n'en donnant qu'une idée fort imparfaite, nous en mettrons ici un Extrait plus exact & plus étendu.



Ex-

Ayuntamiento de Madrid

Extrait du Rapport fait à la Chambre des Communes le 25. Juin 1715. par M. Robert Walpole, Ecuyer, Président du Comité Secret.

LE Comité Secret ayant examiné les Livres & Papiers, que la Chambre lui a remis, remarquant qu'ils concernent 5. Points capitaux, savoir: 1., les dernières Negociations de Paix & de Commerce: 2., la Demolition de Dunkerque: 3., le Contrat de l'Assiento: 4., quelques Negociations touchant les Catalans: 5. quelques menées secretes touchant le Prétendant.

Le Rapport du Comité ne roule que sur 3. de ces Articles: les deux autres qui sont la Demolition de Dunkerque, & le Contrat de l'Assiento, sont renvoyez à un second Rapport, que le Comité promet de faire incessamment.

Le Comité s'étend particulièrement sur les Negociations de Paix & de Commerce. & déclare d'abord qu'il n'est pas en son pouvoir, de donner une Relation suivie de tout ce qui s'est passé là dessus, parce que plusieurs Livres, Lettres & Papiers ont été supprimés.

Passant ensuite à l'examen des Pièces, que les Personnes interessées ont bien voulu laisser, le Comité en produit soixante & onze, savoir:

No. I. Les premières Propositions de la France, signées par M. de Tori le 22. Avril 1711. Sur quoi le Comité observe, qu'il ne paroit pas à qui ces Propositions ont été adressées, quelles démarches la France a faites auparavant, ni quelles avances l'Angleterre a pû faire pour engager les François à les envoyer, mais qu'elles ne sont conçûes qu'en termes vagues & généraux, pour exciter la jalousie & la division entre les Alliez, & qu'elles prouvent que dès le commencement,

menacement,

menecement, le dessein de la France a été d'assu-
rer au Roi Philippe l'Espagne & les Indes Occidenta-
les.

Le 27. Avril 1711. V. S., Mr. le Secrétaire
Sr. Jean envoya ces Propositions à Mylord Ra-
by, avec ordre de les communiquer à Mr. le
Grand Pensionnaire, & de l'assurer que S. M.
étant dans la résolution d'agir de concert avec les
Etats, tant pour faire la Paix que pour continuer
la Guerre. Mylord Raby, répondit par les Let-
tres des 25. & 26. Mai, que le Grand Pension-
naire au nom des Etats, l'avoit remercié de la
confiance que la Reine avoit en eux, l'assurant
que de leur part ils ne feroient aucune démarche,
que de concert avec S. M.

Après ces mutuelles assurances entre l'Angle-
terre & la Hollande, le Comité est surpris de ce
que pendant plus de cinq mois, l'Angleterre n'a
rien communiqué aux Etats des Négociations
entre l'Angleterre & la France; & il remarque,
que si les Hollandois avoient fait quelques dé-
marches pour entrer dans des Négociations par-
ticulières, ou qu'ils eussent donné quelque
juste sujet de mécontentement à l'Angle-
terre, le Ministère n'aurait pas manqué d'en
laisser des preuves pour sa justification. Mais
tout est supprimé pendant cet intervalle de tems,
à l'exception de 2. ou 3. Papiers.

Le Comité observe, que Mylord Raby n'é-
toit pas encore dans le secret, lors qu'il reçut
ces premières Propositions de la France; mais
que Mr. Sr. Jean le gagna bien-tôt, en lui pro-
mettant de la part de la Reine la Paix qu'il sou-
haitoit. A l'occasion de quoi, Mr. Sr. Jean
voulant donner à Son Excellence quelque idée
des nouveaux sentimens du Ministère, lui é-
crit: *Que la Grande-Bretagne n'avoit que trop en-
trelassé ses intérêts avec ceux du Continent, &
qu'il ne seroit pas aisé de les démêler sans déchirure.*

Mylord Raby répond à cela par sa lettre du 16.

Juin

Juin 1711.: Vous pouvez être assuré que je hazar-
derai tout, & que j'entreprendrai tout pour servir
la Reine: Vous pouvez me confier hardiment ses vé-
ritables intentions, & vous assurer que je n'en ferai
usage que conformément à mes Instructions.

N. II. Propositions Secrètes envoyées d'Angleter-
re par Mr. Prior, en date du 1. Juillet, avec un
autre Papier coté: Pouvoir de Mr. Prior, qui est si-
gné Anne R. en haut, & A. R. en bas, mais sans
date & sans contre-seing. Le Comité observe
que par ces Propositions, aussi vagues & aussi ob-
scures que celles de la France, l'Angleterre aban-
donne les intérêts des Alliez, quoi que Mr. de
Torci eût proposé lui-même de traiter conjointe-
ment avec l'Angleterre & la Hollande, croyant
qu'il n'étoit pas possible que les Hollandois fus-
sent exclus de la Négociation; & que c'est le
Ministère Anglois qui a engagé la France à négo-
cier séparément avec l'Angleterre, & fait insé-
rer un Article exprès, portant: *Que le secret se-
roit gardé inviolablement, jusqu'à ce que les
deux Parties consentissent qu'il fut divulgué.* Il
remarque aussi, que dès le commencement de
la Négociation, le Ministère Anglois a sacrifié
à la Maison de Bourbon le Commerce de tout
le Monde & toute la Monarchie d'Espagne,
pour de simples assurances verbales, que les Cou-
ronnes de France & d'Espagne ne seroient jamais
unies ensemble.

N. III. Lettre de M. Sr. Jean à la Reine, da-
tée du 20. Septembre 1711., par laquelle il paroît,
que ce soir là le Grand Trésorier, le Grand
Chambellan; Mylord Dartmouth & M. St.
Jean avoient eu une conférence avec M. Mes-
nager dans la Maison de Mr. Prior, & que
la Reine n'en avoit eu aucune connoissance,
quoi que Mr. St. Jean dise que ce fut par ordre
des Seigneurs du Conseil.

N. IV. Réponse du Roi de France aux De-
mandes

mandes envoyées en dernier lieu par l'Angleterre. Ces Demandes & les Réponses sont les Articles Préliminaires secrets entre la Grande-Bretagne & la France, & sont signez comme tels le 27. Septembre v. R. par M. Mesnager d'une part, & par Milord Dartmouth & M. S. Jean de l'autre.

N. V. Ordre de la Reine au Grand Chancelier, pour aposer les Seaux à la Commission, qui donne plein-pouvoir au Chancelier, au Comte d'Oxford, au Duc de Buckingham, à l'Evêque de Bristol, au Duc de Shrewsbury, au Comte Powler, au Comte de Dartmouth, à Henri St. Jean, & à Mathieu Prior, Ecuyers de conférer & traiter avec Mr. Mesnager, datée du 27. Septembre 1711.

N. VI. Pouvoir pour Mylord Dartmouth & M. St. Jean, de signer les Préliminaires avec Mr. Mesnager, datée du 25. Septembre 1711.

Le Comité observe sur ces 4. dernières Pièces, que M. Mesnager ayant délivré aux Ministres Anglois la Réponse du Roi de France aux Demandes de l'Angleterre dans la Conférence du 20. Septembre, M. St. Jean, dans sa Lettre du même soir à la Reine, représente à Sa Majesté que l'opinion de ses Ministres est qu'Elle donne un plein-Pouvoir aux Personnes nommées ci-dessus pour conférer & traiter avec M. Mesnager. Que ce plein-Pouvoir paroît signé par Sa Majesté, mais que les Seaux n'y ont pas été apolés, qu'il n'est point contre signé, & qu'il est marqué au dos qu'on ne s'en est pas servi. Qu'il est daté du 17. Septembre, quoi qu'il soit évident par la Lettre de M. St. Jean qu'il n'a pu être dressé que le 20. ; de sorte qu'il a été antidaté, pour mettre les Ministres à couvert. Mais comme il n'a pas eu lieu, il paroît que les Négociations secrètes des Ministres avec les Ennemis de la Reine ont commencé le 11. Avril, & qu'elles ont continué, sans être autorisées par la Reine, jusqu'au 25. Septembre; que le

Pou-

Ayuntamiento de Madrid

Pouvoir N. VI. est adressé seulement à Mrs. Dartmouth & St. Jean; quoi que le dernier eût fait entendre à la Reine que tout le Conseil entroit dans cette affaire. Ce dernier Pouvoir est bien signé par la Reine, mais il n'est contre-signé par personne.

A l'égard des Préliminaires secrets N. IV. on s'attendroit que les Ministres Anglois, après avoir sacrifié l'intérêt de l'Europe & l'honneur de la Reine & de la Nation, auroient au moins stipulé quelques avantages considérables pour la Grande-Bretagne; mais bien loin delà, les Demandes faites par l'Angleterre sont conçues en termes si vagues qu'il a été facile à la France de les éluder dans la suite, comme les Ministres Anglois l'avoient eux-mêmes dans le 7. Article, où ils disent, Qu'ils avoient toujours entendu par des Sûretés réelles, des Places qui seroient cédées. Et qui pis est, ces Articles n'ont été signez par M. Mesnager, que comme un Traité provisionnel qui n'auroit lieu qu'en cas que la Paix generale se fit; de sorte que la Reine se trouvoit engagée à une alternative des plus étranges, ou de forcer les Alliez à accepter les Conditions que la France voudroit leur imposer, ou de souffrir que la France en publiant le secret & la manière dont la Foi publique avoit été violée, tirât des Alliez tout l'avantage qu'elle auroit jugé à propos au préjudice de la Grande-Bretagne.

N. VII. Les sept Articles Préliminaires pour servir de fondement à la Paix générale, signez seulement par M. Mesnager le 20. Septembre 1711., avec un Article secret en faveur du Duc de Savoye. Il paroît par la Lettre de M. St. Jean à la Reine, que le Grand Trésorier avoit fait quelques changemens à ces Articles,

ticles,

ricles, afin qu'ils fussent plus acceptables au dehors; & le Comité observe, que depuis ce jour là il y eut une parfaite intelligence entre les deux Ministres d'Angleterre & de France, & que M. St. Jean, pour donner à M. de Torci des preuves de sa sincérité, lui écrivit le 2. Octobre: *Votre Ministre*, c'est à dire, M. Melnager, est pleinement informé de ce que le Comte de Strafford doit proposer aux Etats. Les Instructions du Comte de Strafford avoient été dressées le 1. Octobre: Elles contenoient des assurances de l'amitié de Sa Majesté pour les Etats, & un nouveau Projet pour pousser la Guerre contre la France. De sorte que M. St. Jean reveloit aux Ennemis de la Reine, les résolutions les plus secrètes du Conseil.

N. VIII. Instructions de S. M. pour le Comte de Strafford, datées du 1. Octobre 1711. Le Comité remarque, que ces Instructions sont une preuve de la sincérité des Ministres Anglois par rapport aux Alliez; puis qu'après avoir signé le 27. Septembre un Traité secret avec la France, ils donnent ordre au Comte de Strafford de représenter aux Etats, que le grand principe de tous les Alliez doit être de se tenir étroitement unis ensemble; & lui recommandant en même tems, en cas que les Etats témoignent de l'inquiétude ou du soupçon d'un Traité secret entre l'Angleterre & la France, de ne leur donner aucune satisfaction là-dessus.

N. IX. Résolution des Etats Généraux, au sujet des 7. Articles Préliminaires, datée du 24. Octobre 1711.

N. X. Mémoire remis à l'Abbé Gaultier par M. St. Jean le 29. Octobre 1711. N. LXXI. Lettre de M. St. Jean à M. de Torci, datée du 29. Octobre 1711.

Le Comité observe sur ces 3. Pièces, que malgré les représentations des Etats, qui auroient touché toute autre sorte de personnes que les Ministres Anglois, la Reine déclare dans le Mémoire pour l'Abbé Gaultier, qu'Elle demeure ferme dans sa résolution de faire ouvrir les Conférences, sur les Articles signez par M. Melnager; priant S. M. T. C. de lui expliquer en particulier les intentions touchant les intérêts des Alliez, afin qu'Elle puisse les engager plus facilement à entrer dans la Négociation générale; & l'assurant qu'elle n'abusera pas de la confiance que le Roi aura en Elle, & qu'Elle ne s'en servira que pour avancer la Paix. Par où il paroît que depuis 7. mois que la Négociation secrète duroit, les Anglois n'avoient encore aucune parole du Roi de France pour ce qui regardoit les Alliez, & qu'ils craignoient alors d'être défavouez par la France: Ce qui oblige M. St. Jean de presser Mr. de Torci par la Lettre, & de lui dire: *Si le Sr. Gaultier vient avec ces marques de confiance, vous verrez notre Parlement aussi enclin à la Paix qu'il l'a jamais été à la Guerre.*

N. XI. Réponse au Mémoire porté par M. Gaultier, datée du 18. Novembre 1711., avec une Lettre de Mr. de Torci à M. St. Jean de la même date, où Mr. de Torci dit: *Le Roi se repose entièrement sur le secret, & sur le bon usage que vous ferez de l'entière confiance qu'il témoigne à la Reine de la G. B., dont S. M. loue la fermeté, voyant avec plaisir les nouvelles marques de Résolution qu'Elle donne.*

Sans entrer dans le détail de cette Réponse, le Comité remarque en general, que le Roi de France, non content d'avoir assuré à son Petit-Fils l'Espagne & les Indes Occidentales, a proposé de dépouiller l'Empereur de tous ses

Etats

tats en Italie, & de reduire les Hollandois au Tarif de 1699., pour les punir de ce qu'ils ne veulent pas consentir à son Projet. Quelqu'extraordinaire que fussent ces propositions, les Ministres Anglois n'en témoignèrent cependant ni surpriſes ni ressentiment; & Mr. St. Jean, dans sa Lettre du 25. Novembre, remercie Mr. de Torci de ce qu'il a bien voulu les communiquer, & lui promet de garder inviolablement le secret. On ne doit pas en effet, dit le Comité, s'étonner de ce qu'un pareil Projet n'a jamais été communiqué aux Alliez, qui auroient mieux aimé courir toutes sortes de risques, que de traiter sur un fondement si ruineux; & l'on voit avec quelle justice le Ministère se plaignoit de ce que les Alliez ne vouloient pas entrer dans les mesures de la Reine.

N. XII. *Instructions de la Reine à ses Plénipotentiaires à Utrecht, en date du 23. Decembre 1711.* Le Comité observe, qu'il est dit dans ces Instructions: Si on juge à propos de commencer par la disposition de la Monarchie Espagnole, vous insisterez que la sûreté & la satisfaction raisonnable attendue par les Alliez, & promise par Sa Majesté Très. Chrétienne, ne sauroient être établies, si l'Espagne & les Indes Occidentales sont cédées à une Branche de la Maison de Bourbon. Par où il paroît que la Reine déclaroit dans tous les Actes publics, que l'Espagne & les Indes Occidentales ne devoient être en aucune manière cédées à la Maison de Bourbon; quoi que par les Prelimaires particuliers signez le 27. Septembre précédent par le Comte de Dartmouth & Mr. St. Jean, le Roi Philippe fut déclaré connu pour Roi d'Espagne.

N. XIII. *Explication Spécifique des Offres de la France pour la Paix générale, délivrée le 11. Fevrier 1712.* Le Comité observe, que dans cette Explication le Roi de France fait des offres au nom & en vertu des Plein-Pouvoirs de son Petit-

tit. Fils le Roi d'Espagne, & qu'on ne comprend pas bien, comment les Plénipotentiaires Anglois peuvent concilier cela avec leurs Instructions, & justifier leur conduite là dessus. Aussi se trouverent-ils fort embarrasſez, voyant avec quelle indignation tous les Alliez avoient reçu cette Explication; & ils ne manquèrent pas d'en témoigner leur inquiétude. Mais Mr. St. Jean les consola bien-tôt, en leur écrivant: Que Mr. Harley partiroit incessamment, avec des ordres & des instructions sur toutes les vues de la Reine; ajoutant qu'il auroit été à souhaiter que ce Gentilhomme eût pu partir plutôt; mais qu'on n'avoit pu se passer de lui, jusqu'à ce que l'on se fût tout à fait assuré de la Chambre des Communes pour les intérêts de la Reine & pour la Paix. Le Comité ne peut s'empêcher de remarquer, que c'est faire injure à la Chambre des Communes, que de dire, qu'on a pu s'en assurer par les intrigues d'un Secrétaire de la Trésorerie, proche Parent & fidèle Agent du Grand Trésorier. On ne sauroit douter, ajoute le Comité, pour le service de qui Mr. Harley a été si bien employé dedans & dehors le Royaume, puis-que Mr. St. Jean ne manque pas de donner avis de son départ à Mr. de Torci, par sa Lettre du 4. Mars, où il lui dit: J'ai présentement la satisfaction de vous apprendre que Mr. Harley partira ce soir ou demain matin, avec les Instructions finales de Sa Majesté: Je me refère à Mr. Gaultier, pour vous expliquer plus amplement le sujet de sa Commission. Ces Instructions ne paroissent point, & c'est apparemment parce qu'elles étoient de la même nature, que tout ce qui regardoit le Pretendant; sur quoi on se reféroit toujours à Mr. Gaultier.

N. XIV. *Extrait d'une Lettre des Plénipotentiaires Anglois à Mr. St. Jean, du 6. Mars 1712.*

Il paroît par cet Extrait que les Plenipotentiaires Anglois se trouvoient fort intrigués, de ce qu'ils étoient les seuls de tous les Alliez qui n'insistoient pas sur la restitution de l'Espagne & des Indes Occidentales, & qu'ils souhaitoient fort de pouvoir adoucir une chose si odieuse, en inserant quelque Article, qui paût dire quelque chose, & qui ne dit rien en effet. Le Comité rapporte à cette occasion tout ce qui se passa à Utrecht au sujet des Demandes Spécifiques des Alliez, & comment les Plenipotentiaires Anglois agissoient toujours de concert avec les Ennemis, au lieu de s'entendre avec les Alliez. Ce fut même alors que l'Evêque de Bris-
tol eut ordre de profiter de la premiere occasion, pour déclarer aux Hollandois que la Reine se croyoit dégagée de toute Obligation à leur égard; & que par ce moyen l'Alliance entre la Grande-Bretagne & ses meilleurs Alliez fut rompue & annulée, avant que l'Angleterre eût rien conclu de réel avec la France, & sans qu'elle eût la moindre sûreté pour son Commerce.

N. XV. Extrait de la Réponse au Memoire porté par Mr. Gaultier, datée du 28. Mars 1712. Le Comité s'étend assez sur cet Extrait, qui est important, parce qu'il concerne les Renonciations touchant la Couronne d'Espagne. Mr. de Torci déclare positivement dans ce Memoire : *Que par les Loix Fondamentales de la France, la Renonciation demandée seroit nulle & invalide, & que, suivant ces Loix, le Prince le plus proche de la Couronne en est nécessairement l'Héritier. C'est, dit-il, un Héritage qu'il ne reçoit ni du Roi son Prédecesseur, ni du Peuple, mais du bénéfice de la Loi; en sorte que quand un Roi meurt, l'autre lui succède aussitôt, sans demander le consentement de qui que ce soit. Il succède, non comme Héritier, mais comme Maître du Royaume dont la Seigneurie est en lui, non par Choix, mais par Droit de Naissance seulement. Il ne tient sa Couronne, ni*

de la volonté de son Prédecesseur, ni de la liberté d'aucune personne, mais de la Loi. Cette Loi est regardée comme l'ouvrage de celui qui a établi toutes les Monarchies; & nous sommes persuadés en France qu'il n'y a que Dieu qui la puisse abolir. Ainsi, aucune Renonciation ne la peut détruire; & si le Roi d'Espagne renonçoit pour l'amour de la Paix, & pour obéir au Roi son Grand-Père, ceux-là se tromperoient eux-mêmes, qui recevroient cela comme un Expédient suffisant pour prévenir le mal que nous proposons d'éviter. Après une Déclaration si naturelle & si expresse, il est surprenant que la Renonciation du Roi Philippe ait pu servir de base à la Paix Generale. Mais il en faloit imposer aux Peuples à tout prix, & Mr. St. Jean répond à Mr. de Torci le 23. Mars V. St.: Nous sommes prêts à croire que vous êtes persuadés en France, que Dieu seul peut abolir la Loi, sur laquelle votre Droit de Succession est fondé; mais vous nous permettez d'être persuadés en Angleterre, qu'un Prince peut renoncer à son Droit par une cession volontaire, & que celui en faveur de qui la Renonciation est faite, peut être justement sollicité dans ses prétentions par les Puissances qui deviennent garantes du Traité. En un mot, Monsieur, la Reine m'ordonne de vous dire, que cet Article est d'une si grande conséquence, tant pour Elle, que pour toute l'Europe, qu'Elle ne consentira jamais de continuer les Négociations de Paix, à moins que l'expédient qu'elle a proposé ne soit accepté, ou que que autre également solide. Mr. de Torci répond sur cette instance, " que le Roi Philippe promettra
I
„ par

„ par le Traite de Paix de faire son choix &
 „ la renonciation, lors qu'il deviendra le Suc-
 „ cesseur ou l'Héritier Presomptif de la Cou-
 „ ronne de France. Mais Mr. St. Jean repli-
 „ que, qu'il faut qu'il fasse dès à présent son
 „ choix ; Et que s'il choisit la France, il faut qu'il
 „ quite d'abord l'Espagne, que le Duc de Savoye
 „ en soit Roi, & que les Etats du Duc soient
 „ cédés au Roi Philippe, qui en jouira & les
 „ annexera à la Couronne de France. lors que
 „ la Succession lui écherra. Enfin l'expédient
 „ de la Renonciation est accepté de part & d'au-
 „ tre, sans y avoir inséré que le Roi Philippe ne
 „ pourroit pas être Régent du Royaume, com-
 „ me les Plénipotentiaires Anglois l'avoient in-
 „ sinué à Mr. St. Jean, estimant que ce seroit
 „ une sûreté encore plus réelle.

Le Comité observe que toute cette intrigue
 se passa entre Mr. St. Jean & Mr. de Torci ;
 mais que l'on ne peut pas douter que le Grand
 Trésorier, en qualité de Premier Ministre, n'y
 ait eu part, & qu'il paroît qu'il y avoit en
 même tems une Correspondance entre le Grand
 Trésorier & Mr. de Torci. Mr. St. Jean écri-
 tit le 24. Avril à Mr. de Torci, qu'il avoit arrê-
 té le Courier pour attendre la Lettre du Grand
 Trésorier à Mr. de Torci, & que le Grand
 Trésorier avoit été malade, &c. A quoi Mr.
 de Torci répond, qu'il étoit fâché de l'in-
 disposition du Grand Trésorier, &c. & dit :
 Il est très important que ceux, qui, comme
 vous & lui, ont la principale part dans l'Ou-
 vrage de la Paix, ayent la gloire de l'ache-
 ver. Toute cette Intrigue se voit dans les Let-
 tres de Mrs. St. Jean & de Torci sous les N.
 XVI., XVII., XVIII., XIX., XX. & XXI.

Par la dernière de ces Lettres, Mr. de Torci
 écrit que le Roi de France obligera son Petit-
 Fils à accepter l'Alternative des deux Royau-
 mes ; & sur cette simple promesse de Madrid

Jean envoie ordre au Duc d'Ormond d'éviter
 de s'engager à un Siège ou à une Bataille jus-
 qu'à nouvel ordre, & de tenir cet ordre secret.
 Dans le tems que l'on cache cet ordre aux
 Alliez, Mr. St. Jean en informe les Ennemis
 de la Reine. L'Abbé Gaurier, dit-il à Mr. de
 Torci, vous rendra compte des ordres que je
 viens d'envoyer au Duc d'Ormond ; & par la
 Lettre du 19. Septembre à Mr. Prior, on voit
 quelle idée il se faisoit lui-même de l'impor-
 tance de cet Ordre, par rapport aux François :
 Je ne veux pas dire que cet Ordre a sauvé
 leur Armée d'une défaite, mais je crois en
 conscience qu'il l'a fait.

No. XXII. Mémoire de Mr. St. Jean à
 Mr. de Torci, touchant l'Amerique Sep-
 tentrionale, le Commerce & la Suspension
 d'Armes, du 24. Mai 1712. Quoi que l'on
 n'eût pas encore la Réponse du Roi Philippe
 touchant la Renonciation, Mr. St. Jean ne
 laisse pas de pousser la Négociation tant qu'il
 peut ; parce que le tems pressoit, pour com-
 muniquer quelque chose au Parlement. C'est
 pourquoi il envoie ce Mémoire, sur lequel
 le Comité observe, que, quoi-que le Mini-
 stère eût toujours amusé le Peuple par l'espe-
 rance des avantages considérables que l'on sti-
 puleroit touchant le Commerce, cependant il
 n'est fait aucune mention dans ce Mémoire du
 Commerce avec l'Espagne ; & pour ce qui est
 du Commerce en general, la discussion en est
 renvoyée après la conclusion de la Paix.

N. XXIII. Réponse du Roi de France au
 Mémoire envoyé de Londres, datée de Marli
 le 10. Juin 1712. Par cette Réponse, le Roi
 refuse l'évacuation de Dunkerque aux Anglois,
 & celle de Cambrai aux Hollandois ; & ce-
 pendant Mr. de Torci espère, que la Reine aura
 une entière confiance au Roi Très-Christien,

Et que Sa Majesté n'insistera pas sur des Demandes qui ne peuvent servir qu'à créer des fautes. En effet, le même jour de la réception de la Lettre de Mr. de Torci, la Reine se rendit au Parlement, où Elle fit les Déclarations qu'Elle crut nécessaires pour disposer les esprits à la Paix; & Mr. St. Jean, insistant sur la Renonciation du Roi Philippe, & sur l'évacuation de *Dunkerque*, envoya à Mr. de Torci les Conditions d'une Suspension d'Armes, & lui écrivit: *Vous n'avez qu'à les signer, & les envoyer au Duc d'Ormond, qui, en même temps qu'il prendra possession de Dunkerque, déclarera aux Alliez, qu'il a ordre de ne plus agir contre la France: M. de Strafford retourne à Utrecht, & porte avec des Instructions, qui, suivant votre désir, mettront les Plénipotentiaires de la Reine en état de se joindre ouvertement à ceux de la France, & de donner la Loi à ceux qui ne voudront pas se soumettre à des Conditions justes & raisonnables.*

Numero XXIV. *Articles pour une Suspension d'Armes, signez par Mr. St. Jean le 6. Juin V. S., & par Mr. de Torci le 22. Juin N. S. Le 7. Juin V. S., Mr. St. Jean envoya ces Articles au Duc d'Ormond, & lui écrivit: Si ces Conditions sont acceptées, & qu'elles vous soient envoyées signées par Mr. de Torci, & si Dunkerque vous est delivré, vous déclarerez publiquement, que vous ne pouvez plus agir contre la France. Il y a apparence que le Maréchal de Villars recevra les ordres qui lui seront envoyez de Versailles le lendemain que cette Lettre vous sera parvenue: Ainsi, Votre Grandeur ne perdra point de tems à l'informer, que vous êtes dans l'attente d'apprendre de sa Cour ce qui doit régler votre conduite.*

Le Comité reprend ici les choses d'un peu

plus haut, & fait ses remarques sur les ordres donnez au Duc d'Ormond, & sur le compte qu'il rend de sa conduite pendant que l'on négocioit la Renonciation du Roi Philippe.

N. XXV. *Instructions pour le Duc d'Ormond, signées par la Reine le 7. Avril 1712.* Il est ordonné au Duc d'Ormond par ces Instructions, de le rendre à la Haye, & d'y voir le Grand Pensionnaire, avant que de se mettre à la tête des Troupes, & de lui témoigner la ferme résolution qu'étoit la Reine de pousser la Guerre avec toute la vigueur possible, & de l'assurer qu'il agira de concert avec tous les Généraux, & particulièrement avec ceux des Etats. Le Comité observe que ces Ordres, signez par la Reine, devoient être la regle de la conduite du Duc d'Ormond jusqu'à ce qu'ils fussent révoquez par d'autres signez de même; puis qu'il n'y est point dit qu'il doit suivre ceux d'un Secrétaire d'Etat. Cependant Mr. St. Jean voulant commencer à donner au Duc d'Ormond quelque connoissance generale de la Scene qui se devoit ouvrir peu après, lui écrivit le 25. Avril V. S., *Que l'on a quelque raison d'être jaloux du Prince Eugene, & que sa Grandeur doit prendre garde pendant quelque tems à ne se pas engager dans une Action.* Le Duc d'Ormond lui répond le 9. Mai N. S. & lui accuse la réception des deux autres Lettres du 16. & du 22. Avril, qui ne se trouvent pas. Je suis de votre avis, dit-il, qu'une Bataille perdue ou gagnée apporteroit de grands changemens aux Traitez, qui sont presentement sur pié. Vous savez cependant que j'ai ordre d'agir de concert avec les Alliez; & de sorte que s'il se presentoit une belle occasion d'attaquer l'Ennemi, je ne pourrais pas le refuser, en cas que le Prince Eugene & les Etats me le proposassent. Mais j'espère que je recevrai un Express avant que les Armées soient formées, ce qui sera dans 3. ou 4. jours. L'ordre qui lui fut envoyé le 10. Mai V. S. par Mr. St. Jean, de ne pas s'écarter de cette peine.

194 *Mercuré Historique* &

Le 25. du même mois N. S. le Duc d'Ormond écrit deux Lettres à Mr. *St. Jean*; l'une particulière & toute écrite de sa main, par laquelle il promet de ne s'engager, ni à un Siège, ni à une Bataille, & de garder le secret; & l'autre publique, où il dit: Si nous trouvons l'occasion d'engager l'Ennemi à une Bataille, nous ne la manquerons pas.

Le 23. Mai N. S. il écrit à Mr. *St. Jean*, & lui rend compte d'une Lettre qu'il avoit reçue du Maréchal de Villars, & de la réponse qu'il lui avoit faite. Cette Correspondance secrète entre le Duc d'Ormond & le Maréchal de Villars n'est autorisée que par une apostille au bas de la Lettre de Mr. *St. Jean* du 10. Mai.

Le Maréchal de Villars écrit au Duc d'Ormond le 25. Mai, qu'il a reçu l'ordre du Roi & le consentement de la Reine de lui écrire, & que quelque gloire qu'il y ait à acquiescer contre un General, dont la valeur est si connu, il le prie d'être assuré qu'il n'a jamais reçu de plus agréables nouvelles, que celles qui lui ont appris qu'ils ne seroient plus Ennemis. A quoi le Duc d'Ormond répond, qu'il a reçu les ordres de la Reine sur le même sujet, & qu'il s'y conforme exactement; & il ajoute: Le mouvement que nous allons faire, est principalement pour la subsistance de nos Troupes; en sorte que vous n'avez rien à craindre de cette marche: Je puis au moins répondre pour l'Armée de la Reine, que j'ai l'honneur de commander. Il paroît au Comité que cette conduite ne le peut justifier; à moins que le Duc d'Ormond n'eût ordre de la Reine, non seulement de ne pas agir contre la France, mais aussi de donner avis au General François de tout ce qui se conçoit dans l'Armée des Alliez.

No. XXVI. Lettre des Députés des Etats

Politique. Août 1715. 195

au Duc d'Ormond, du 4 Juin 1712 N. S. On avoit envoyé des Quartiers-Maîtres pour reconnoître le Camp des François, & ils avoient tous rapporté unanimement, que l'on pouvoit facilement les attaquer en flanc & du côté de l'arrière-garde. Le Comité rapporte cette Lettre des Députés des Etats, pour faire voir combien l'occasion de battre les François étoit favorable, & quel avantage, ou plutôt quelle délivrance, le Duc assura à l'Ennemi commun, en refusant d'en profiter.

Le 7. Juin V. S., Mr. *St. Jean* envoie au Duc d'Ormond ses deux Lettres du 6. & du 7. à Mr. de Torci, avec les Articles propoiez par la Grande-Bretagne pour une Suspension d'Armes; & il lui écrit, que si ces Articles ne lui étoient pas envoyez signez par Mr. de Torci, & si Dunkerque ne lui étoit pas delivré, sa Grandeur étoit dans une entière liberté d'agir contre la France, mais qu'à ces conditions, il pouvoit déclarer d'abord une Suspension d'Armes.

Le 22. Juin N. S., Mr. de Torci envoie à Mr. *St. Jean* la Réponse aux Articles ci-dessus, avec deux changements importants; & le 24., le Maréchal de Villars en envoie copie au Duc d'Ormond. & lui écrit que l'Original signé par Mr. de Torci avoit été envoyé en Angleterre. Quoi que cette Copie ne fût pas signée, & que même la France n'eût pas accordé les Conditions demandées; cependant, le Duc d'Ormond ne laissa pas de déclarer au Prince Eugene & aux Députés des Etats, qu'il seroit publier une Suspension d'Armes des que la Ville de Dunkerque lui auroit été delivrée. On voit par sa Lettre du 29. Juin à Mr. *St. Jean*, qu'il ne trouvoit pas lui même que les pieces qu'il avoit reçues fussent une assurance suffisante, Puis qu'il dit: Je me croirois en liberté d'agir d'abord conjointement avec les Alliez; mais je ne prens pas sur moi de faire une démar-

196 *Mercuré Historique* &
che de cette conséquence, sans un ordre parti-
culier de la Reine.

N. XXVII. Lettre de Mr. St. Jean à Mr. de Torci, du 20. Juin 1712. Le Duc d'Ormond ayant eu une conférence avec le Prince Eugene & les Députés des Etats, avoit écrit le 27. Juin une seconde Lettre au Maréchal de Villars, par laquelle il lui marquoit : Qu'il craignoit que les Troupes Auxiliaires à la paye de la Reine d'Angleterre ne voudroient pas quitter l'Armée du Prince Eugene, sans des ordres exprès de leurs Maîtres : Et là-dessus Mr. de Torci avoit dépêché un Exprès, déclarant, que, si les Troupes étrangères à la paye Angloise ne quittoient pas l'Armée du Prince, Dunkerque ne seroit pas remis entre les mains des Anglois. C'est ce qui fait le sujet de la Lettre de Mr. St. Jean, qui écrit à Mr. de Torci, que la Reine demeureroit ferme dans la résolution ; & qu'il avoit déclaré aux Ministres des Princes qui avoient des Troupes à l'Armée, que si leurs Troupes ne suivoient pas le Duc d'Ormond, Sa Majesté prendroit leur refus pour une déclaration contre Elle, & qu'elle cesseroit de les payer dès ce jour-là ; ajoutant qu'en ce cas, le Duc d'Ormond se retireroit avec les Troupes & celles des Etrangers qui le voudroient suivre. Vous voyez, Monsieur, dit-il, que la Paix est entre les mains du Roi. Si toute l'Armée du Duc d'Ormond consent à la Suspension d'Armes, notre premier projet subsiste ; & si elle le refuse, les Troupes Angloises se retireront, & laisseront aux Etrangers le soin de chercher leur subsistance auprès des Etats, qui bien loin d'être en état de fournir à de nouvelles dépenses, ne peuvent pas soutenir celles qu'ils ont déjà sur les bras. Cette offre ayant été acceptée en France, Mr. St. Jean donne de nouveaux ordres au Duc d'Ormond de le retirer

Politique. Août 1715. 197
avec ses Troupes Angloises, & lui dit : Qu'il doit observer que cet ordre est positif, & qu'il ne peut arriver aucun cas, pour lequel Sa Majesté lui permette de prendre d'autres mesures.

Le Maréchal de Villars donnant avis au Duc d'Ormond, qu'il avoit envoyé des ordres pour lui remettre Dunkerque, lui écrit : Permettez-moi, Monsieur, d'avoir l'honneur de vous dire, que, quoi-qu'il nous soit fort avantageux de n'être pas obligés de combattre les plus braves & les plus courageux de nos Ennemis ; cependant, il est très-important de connoître ceux qui restent tels : Et je prens la liberté de vous prier de me faire l'honneur de me mander quelles Troupes & quels Généraux obéiront à vos ordres ; parce qu'à la première entreprise qu'ils feront, je ne perdrai pas un moment à marcher à eux. Le Duc d'Ormond ne manque pas de le satisfaire aussi tôt qu'il lui est possible, & le 16. Juillet il lui répond : Le Prince Eugene a marché ce matin, & toutes les Troupes Etrangères nous ont quitté, excepté un Bataillon & quatre Escadrons de Holstein, & deux Escadrons de Walef. Sur quoi le Comité observe, que si les Troupes Etrangères avoient suivi le Duc d'Ormond, l'Armée du Prince Eugene auroit été raillée en pièces, ou obligée de se rendre à discrétion au Maréchal de Villars ; ce qui auroit réduit les Troupes de la Reine à la nécessité de suivre le même sort. Le Comité ne peut finir cet Article, sans y insérer une Lettre du Duc écrite à Mylord Bolingbroke plus de trois mois après, savoir le 21. Octobre 1712. Je me fers, dit-il, de cette occasion, pour vous informer d'une affaire, qui m'a été communiquée ce matin par une Per-

bonne bien affectionnée au service de Sa Majesté. Vous jugerez mieux de son importance, & de l'usage que l'on en doit faire, quand je vous dirai, que le succès de l'entreprise sur le Fort de Knoque, a encouragé les Alliez à former un projet pour surprendre Nieuport ou Furnes. Si l'on étoit qu'il soit plus du service de la Reine de l'empêcher, ma pensée est qu'il est bon de trouver quelques moyens pour en donner avis au Maréchal de villars, qui peut penser que nous lui devons ce bon office, en récompense de quelques avis que vous savez qu'il m'a donnés, dans le dessein de servir Sa Majesté & la Nation.

No. XXVIII. Lettre de Mr. de Torci à Mr. St. Jean, du 5. Juil. 1712.

N. XXIX. Traité pour une Suspension d'Armes entre la Grande-Bretagne & la France.

N. XXX. Lettre des Plenipotentiaires Anglois à Mylord Bolingbroke, du 2. Septembre 1712.

N. XXXI. Lettre de Mylord Bolingbroke aux Plenipotentiaires Anglois, du 10. Septembre 1712.

N. XXXII. Lettre de Mylord Bolingbroke à Mr. Prior, du 10. Septembre 1712.

N. XXXIII. Lettre de Mylord Bolingbroke à Mr. de Torci, du 10. Sept. 1712.

N. XXXIV. Les Offres de la France à l'Angleterre. Les Demandes pour l'Angleterre, & les Réponses du Roi de France à ces Demandes.

N. XXXV. Instructions pour Henri Vicomte de Bolingbroke, allant à la Cour de France.

N. XXXVI. Lettre des Etats Généraux à la Reine d'Angleterre, du 5. Juin 1712.

N. XXXVII. Lettre de Mylord Bolingbroke au Comte de Dartmouth, datée de Fontainebleau le 22. Août 1712.

Le Comte fait les remarques sur ces dix Pièces, sans observer l'ordre des No.

Le Grand Article de la suspension d'Armes étant conclu M. de Torci homme M. St. Jean de tenir la promesse qu'il avoit faite, de conclure incessamment la Paix entre la France & la Grande Bretagne. & propose de faire publier une Suspension d'Armes en Catalogne & en Portugal, sans attendre la fin des Conférences d'Ulrecht. Tout est d'abord accepté en Angleterre; & Mr. St. Jean propose alors de céder la Sicile au Duc de Savoie, qui, de tous les Alliez, est, dit-il, celui dont la Reine a les intérêts le plus à cœur. Le Comte ne fait pour quelle raison les Ministres Anglois s'intéressoient si fort pour le Duc de Savoie, à moins que ce ne fût dans la vûe de mettre l'Empereur hors d'état de résister à la France, en lui débauchant un Allié si considérable. Cependant, les François avoient déjà offert la Sicile à l'Empereur, comme cela paroît par une Lettre de l'Eveque de Bristol à M. St. Jean du 26. Avril 1712. Le Duc de Savoie lui même ne faisoit pas grand cas de cette Proposition, & Mylord Peterborough, dans la Lettre du 24. Septembre à M. St. Jean, lui fait dire: Qu'il n'étoit pas assez avide du Titre de Roi, pour perdre ou pour révoquer un intérêt réel pour un vain nom; & qu'il paroîssoit fort exorbitant, qu'un Prince, battu dix ans de suite par ses Ennemis, remportât enfin le Prix qui faisoit le sujet de la Guerre. Il paroît par une autre Lettre de Mylord Peterborough du 16. Novembre, que cette Proposition avoit donné de grandes inquiétudes au Duc de Savoie, &c.

que ce Prince regardoit les Ministres *Anglois* comme des Gens dévoués à la *France*. Mais pour lui calmer l'esprit, on lui promit la Garantie de la *Grande-Bretagne*, & le secours d'une Flotte *Angloise* & *Françoise* contre tous ceux qui le voudroient inquiéter; & le Duc se rendit enfin aux sollicitations des *Anglois*. Le Comité est surpris de l'empressement du Ministre à offrir la Garantie de la *Grande-Bretagne* pour des choses qui n'étoient auparavant qu'à la *France*, & de leur négligence à demander la Garantie des Alliez pour la Succession dans la Ligne Protestante.

La malheureuse Action de Denain suivit de près la Separation des Armées. M. de Torci en envoya aussitôt la Relation à M. Sr. Jean, & lui dit: Le Roi de France est persuadé, que l'avantage que ses Troupes ont remporté, sera d'autant plus de plaisir à la Reine, que ce sera un nouveau moyen pour soumettre les Ennemis de la Paix. Le Maréchal de Villars ne manque pas aussi d'informer le Duc d'Ormond de cette Victoire, qu'il attribue à la retraite des braves *Anglois*, traitant les Alliez d'Ennemis communs de la France & de l'Angleterre. Le Comité avoué qu'il n'a pu lire patiemment la Lettre d'un Ministre de France, qui dit à un Secrétaire d'Etat en Angleterre, qu'une Victoire remportée par les Ennemis de la Reine sur ses bons Alliez, a dû faire plaisir à Sa Majesté.

M. de Torci & le Comte de Strafford se trouvent dans les mêmes sentimens à l'égard de la surprise de Gand & de Bruges. Le premier écrit à Mr. St. Jean: La Paix est entre les mains de la Reine, si Elle veut se servir de l'avantage qu'Elle a; car il depend de celui, qui est maître de Gand, de faire échouer tous les desseins des Ennemis, & de donner la Loi

aux *Hollandois*. Et le Comte de Strafford écrit le 21. Juillet: C'est là un coup de partie, à quoi les *Hollandois* ne s'attendoient pas; autrement ils n'auroient pas agi avec tant de hauteur, qu'ils ont fait en dernier lieu.

Immédiatement après la Suspension d'Armes en Flandres, M. de Torci demande qu'elle soit générale par Mer & par Terre; & Mylord Bolingbroke le voulant prévenir en tout, lui adresse une réponse & un Paquet pour l'Amiral Jennings, à qui il envoie des ordres positifs de la Reine de laisser passer librement les Vaisseaux *François* qui venoient du Levant.

Cette complaisance persuade M. de Torci, que le Ministère *Anglois* ne lui refusera rien de ce qu'il pourra demander. Il presse de nouveau sur la conclusion d'une Paix séparée, & il refuse la Sicile pour le Duc de Savoie, à moins que l'on ne cède les Pais Bas à l'Electeur de Bavière, & qu'on ne lui restitue son Electorat; disant, que la Reine ayant une bonne Armée en Flandres, il est très-praticable de le mettre en possession des Places du Pais. Nouvelles difficultés pour le Ministère, qui malgré son inclination, ne peut consentir à de pareilles demandes. Pour lever ces difficultez, Mylord Bolingbroke écrit à M. de Torci en réponse, qu'il se rendra incessamment en France, & qu'il espère sous les auspices de l'Abbé Gaultier de le saluer dans huit jours à Fontainebleau.

On peut juger que pendant toutes ces intrigues entre la France & la *Grande-Bretagne*, il ne se passoit rien de considérable. L'Evêque de Brisak ayant déclaré que la Reine se croyoit libre de tout engagement avec les *Hollandois*, les Etats avoient écrit à la Reine une Lettre fort touchante, pour lui remontrer que cette démarche exposoit la Religion, la Liberté, & tout ce que l'Europe avoit de plus cher, à une ruine totale: Mais Sa Majesté ne leur fit aucune réponse.

se, M. *St. Jean* croyant, que, puis que la Reine devoit communiquer cette semaine là au Parlement le Plan de la Paix Generale, les Résolutions des deux Chambres seroient la meilleure réponse qu'on leur pût faire.

La Reine ayant communiqué ce Plan aux deux Chambres, l'Evêque de *Bristol* eut ordre d'en conférer avec les Ministres des Alliez; & M. *St. Jean* lui écrivit d'en parler auparavant aux Plénipotentiaires de France, & de savoir d'eux si le Roi tiendrait toutes les Conditions spécifiées dans la Harangue de Sa Majesté en faveur des Alliez. Mais les François refusèrent de s'expliquer là-dessus, disant, que le Roi avoit envoyé un autre Projet à Londres par l'Abbé *Gaultier*, sur lequel on attendoit les sentimens de la Reine.

Ces difficultez tinrent les Conférences d'interêt en suspens pendant quelque tems; & cependant Mylord *Bolingbroke* passa en France, avec des Instructions pour conclure une Paix particulière avec la France & l'Espagne, & pour faire céder la Sicile au Duc de Savoie. On voit par sa Lettre au Comte de *Darmouth* ce qu'il y fit, & comment il ne convint que d'une Suspension d'Armes pour quatre mois, entre la Grande-Bretagne & la France.

Les François étant devenus par ce moyen les maîtres de conduire les Négociations comme ils voudroient, trouverent à propos de les trainer en longueur. La dispute entre le Comte de *Rechteren* & M. *Mesnager* leur servit de prétexte, pour les tenir en suspens tant qu'ils crurent que cela étoit de leur intérêt. Il paroît même que l'Angleterre ne fut pas fâchée de cette dispute, à cause de la difficulté qui survint au sujet de Tournai.

La Reine avoit déclaré dans sa Harangue au Parlement, que les Hollandois auroient toute la Barrière demandée en 1709., excepté 2. ou 3. Places au plus. Les Ministres de France, ex-

pliquant la chose à leur avantage, prétendoient avoir Lille pour équivalent de *Dunkerque*, & outre cela trois Places dans lesquelles ils comprennoient Tournai. Ce fut le sujet d'un grand débat, les Hollandois ne voulant à aucun prix céder cette Place. On voit aussi par la Lettre de Mylord *Bolingbroke* à M. *Prior* datée du 10. Septembre, que cette affaire embarrassa beaucoup Mylord Trésorier. Mais Mylord *Bolingbroke* y trouva bien-tôt un remède. Voici comment il s'explique là-dessus dans sa Lettre du 10. Septembre à M. de *Torci*: *J'estime. & je crois que c'est le sentiment de la Reine, qu'il vaudroit mieux que les François déclarassent dans le cours de la Négociation, que quelque chose qu'ils eussent intention d'accorder aux Hollandois lors que la Reine fit sa Harangue, leur conduite a été telle, & la situation des affaires est tellement changée, que le Roi veut absolument que Tournai lui soit rendu. La Reine pourroit contribuer passivement à cette fin, mais elle ne peut être active en aucune occasion. Il paroît par un Papier volant, trouvé parmi ceux de M. *Prior*, que le Grand Trésorier lui avoit aussi écrit sur cette matière, & à peu près sur le même pié. Le Comité croit que ce Papier est l'Extrait d'une Lettre de M. *Prior* à M. de *Torci*. Il y a, dit-il, plus d'apparence que de substance dans cette affaire, & Mylord Trésorier ne doute point du tout que la Cour de France n'y trouve un remède. Elle l'y trouva en effet, en suivant précieusement l'avis de Mylord *Bolingbroke*; & les Plénipotentiaires déclarèrent enfin le 27. Septembre, que le Roi consentoit à traiter de la Paix sur le Plan contenu dans la Harangue de la Reine, mais que les Hollandois ayant refusé de se conformer aux sentimens de cette Princesse, rejeté la Suspension*

d'Armes, & donné occasion aux changemens arrivés dans les affaires, il étoit juste que le Roi fut dédommagé de ses fraix; de sorte qu'ils avoient ordre de ne point signer la Paix, sans la restitution de Tournai. On sait ce qu'il en coûta aux Hollandois, dans la suite des Négociations, pour conserver cette Place.

Le Comité donne ici une nouvelle preuve de la bonne volonté du Mylord Bolingbroke pour les François par un Extrait de la Lettre à M. Prior du 29. Septembre, où il dit: J'ai tant fait qu'enfin l'affaire du Griffon est accommodée, mais ce n'a pas été sans peine. La Somme pour les Armateurs est de Trente-cinq mille livres sterling: Il étoit cependant évident que le Vaisseau étoit de bonne prise, & l'on auroit pu prouver que le Passeport envoyé ici étoit un de ceux que je délivrai à Fontainebleau quatre jours après que le Griffon eut été pris par le Chevalier Thomas Hardi, quoi que Gaultier fut prêt à jurer qu'il l'avoit reçu quelques mois auparavant; ce qui, je vous avoue, me donne mauvaise opinion de l'Abbé.

N. XXXVIII. Lettre du Roi de France à la Reine d'Angleterre, servant de Lettre de Créance pour M. Prior. Il paroît que sur la fin d'Octobre 1712, M. Prior fut envoyé en Angleterre par le Roi de France, comme une personne en qui Sa Majesté Très-Chrétienne avoit une entière confiance, & qu'il quitta sa Résidence, sans en avoir ni l'ordre ni la permission de la Reine.

N. XXXIX. Réponse de la Reine au Roi Très-Chrétien. C'est M. Prior, qui retournant en France avec des Instructions touchant

la Neutralité de l'Italie &c. est le Porteur de cette Lettre, où il dit entre autres choses: M. Prior continuant à se comporter en sorte que sa conduite soit entièrement agréable au Roi de France, ne fait qu'exécuter à la lettre les ordres que la Reine lui a donnés, & c'est une preuve de sa fidélité & de son zèle pour son service.

Le Comité passe ici à deux Articles qui causeront de grandes disputes entre les Ministres de France & ceux de la Grande-Bretagne; savoir, celui de Terre-Neuve, & celui du Commerce. On étoit convenu dès le commencement des Négociations secrètes, que Terre-Neuve seroit cédée à l'Angleterre; mais lors qu'il s'agit de signer la Paix, la France sentant qu'il étoit en son pouvoir d'obtenir ce qu'elle voudroit, demanda, que ses Sujets eussent droit de pêcher sur les Côtes & d'y sécher leurs Morues.

A l'égard du Commerce, les François ayant promis que les Anglois seroient traités comme la Nation la plus favorisée, les Ministres Anglois demandèrent pour eux un Tarif pareil à celui de 1664. pour les Hollandois; mais les François demandèrent à leur tour, que l'entrée de leurs Marchandises en Angleterre fût établie sur le même pied. Deux Articles si importants & si nécessaires pour donner quelque couleur à la Paix, donnèrent de l'inquiétude au Ministère Anglois, comme on le voit par les Lettres de Mylord Bolingbroke à Mr. Prior. J'ai éprouvé, dit-il dans celle du 19. Janvier, toutes raisons dans la longue Lettre que j'écris au Duc de Shrewsbury par ordre de la Reine. Je vous dirai seulement de plus, que nous sommes extrêmement sur le bord d'un précipice; mais les François en souffriront. Dites, je vous prie, à Mr. de Torci de ma part, qu'il peut être cause que Robin &

Harry seront pendus ; mais que les affaires tomberont bientôt dans une si grande confusion, qu'il souhaitera que nous vivions encore. Pour parler sérieusement, à moins que la Reine ne puisse dire au Parlement que ses interdicts sont reglez avec la France, & que votre Cour ne mette les Alliez dans le tort, comme ils y sont déjà assez, je prévois des difficultez dont nous ne pourrions pas sortir. Si les Ouvertures faites aux Alliez, ne sont pas acceptées sur le champ, notre Paix séparée pourra être proposée, faite & approuvée pendant cette Seance du Parlement, & la Cause de la France deviendra pour toujours populaire dans la Grande Bretagne. Si elles sont acceptées, que Mr. de Torci s'assie, & qu'il considère quel marché se fera pour la France. Qu'il se souvienne de son Voyage à la Haye, & qu'il compare le Plan de 1709. avec celui de 1712. Et dans une autre Loix du 22. Janvier : Nous sommes presently, dit-il, dans la véritable crise de notre maladie : Nous périrons tout à fait, ou nous nous relèverons pour toujours. Que la France se desisse de ce bonheureux expédient par lequel elle croit nous duper, & nous priver des avantages qu'elle nous a solennellement cédés ; & tout ira bien : Autrement, par Dieu, c'est fait d'eux & de nous. Mes complimens à Mr. de Torci. Qu'il sache, que, si la France, ne convient pas avec la Reine, je deviendrai peut-être un Réfugié. Si cela arrive, je promets par avance de me comporter mieux en France, que les François Réfugiés ne

sont ici. Fuites home aux François de leur pitoyable chicane. Ma foi, ils traitent comme des petits Merciers ; ou, ce qui est pis, comme des Procureurs.

Il paroît par plusieurs Lettres de Mr. Prior au Comte d'Oxford, que le Grand Trésorier ne s'intrigua pas moins pour cette Affaire, que Mylord Bolingbroke & le Comité croit, que, si l'on avoit les Lettres du Grand Trésorier à Mr. Prior, on seroit convaincu que c'est par son ordre exprès que l'on a cédé aux François la pêche de Terre Neuve, & accepté le 1^{er} X. Article du Traité de Commerce : Mais Mr. Prior n'a pas jugé à propos de produire une seule Lettre, de celles que Mylord Trésorier lui a écrites.

La fin de toute cette dispute fut, que le Ministere Anglois ceda à la France le droit de pêcher les Moruës & de les faire sécher sur les Côtes de Terre Neuve, pour obtenir l'Article 1^{er} du Traité de Commerce, que le Parlement rejeta cependant avec tant de raison.

Il fut question après cela de faire signer la Paix à Utrecht. Mylord Bolingbroke en donna l'ordre aux Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ; & le Comité observa à cette occasion, que, pendant que l'Angleterre n'appuyoit en aucune maniere les Demandes des Alliez, elle insistoit sur les intérêts de la Princesse des Pays-Bas dans les termes les plus forts. Sa Majesté, dit Mylord Bolingbroke dans la Lettre du 3. de Mars 1713., ne regarde pas la Degradation de Hanover comme une matière d'importance : Mais la Principale demandée pour la Princesse des Ursins avec un revenu de 30. mille écus, est une condition de la Paix générale, SINE QUANO.

Les Plénipotentiaires Anglois refusèrent de signer la Paix séparée, parce que leurs pouvoirs ne les auroient point permis de signer la Paix Générale.

Mais Mylord Bolingbroke leur envoya une nouvelle Commission, & leur écrivit, que c'étoit un Pouvoir comme le précédent *trattandi convoniendique* sur les conditions d'une Paix bonne & generale, ce qui n'est autre chose, dit-il, que ce que vous auez à faire, lors que vous devrez proposer conjointement, avec les Ministres de France un Plan general aux *Alliez*. Mylord Tresorier trouva aussi à propos d'y faire intervenir son autorité, & le 31. Mais il écrivit à Mylord Strafford: Il n'y a plus de danger, a moins que nous ne voulions faire naufrage à la vûe du Port. Ceux qui veulent la Paix sont cinq cents contre un. Ceux qui aiment la Guerre sont chassés de tous leurs retranchemens: Il ne leur en reste plus qu'un, qui est le Délai. Et comme Sa Grandeur ne se semeloit jamais d'une affaire en vain, toute difficulté fut levée, & les Traitez de Paix & de Commerce entre la Grande-Bretagne & la France furent enfin signez le 11. Avril 1713. Les *Alliez* signèrent aussi leurs Traitez le même jour; mais l'Empereur & l'Empire aimèrent mieux soutenir tout le poids de la Guerre, que de se soumettre à des conditions aussi désavantageuses & aussi deshonorables, que celles qui avoient été stipulées pour eux entre l'Angleterre & la France.

La Paix étant faite avec la France, on travailla au Traité avec l'Espagne. Le Comité observe que les Plénipotentiaires Anglois ont laissé insérer dans le XV. Article de ce Traité une Clause, par laquelle on a donné aux Habitans de la Province de *Quipucoa* une espèce de Droit de pêcher sur les Côtes de *Terro-Neuve*; quoi que cela fût contraire au Traité fait le 8. Juillet 1670. V. St. par le Chevalier Guillaume Godolphin avec la Couronne d'Espagne, & que les Marchands consultez là-dessus eussent déclaré que jamais les *Espagnols* n'y avoient eu aucun Droit: En sorte que le Comité ne comprend pas pour quelles raisons les Ministres ont souffert que cet Article fût inséré.

A l'égard du Traité de Commerce avec l'Espagne, le Comité dit qu'il a trouvé peu de Partis touchant cette Négociation, & qu'il paroît par une Lettre de Mylord Lexington au Comte de *Dartmouth*, que c'est Mr. *Gillingham*, *Irlandois* Papiste, qui l'a ménagée avec Mylord Tresorier. On ne fait quels motifs ont pu engager le Ministère Anglois à permettre que tout le Traité signé par les Plénipotentiaires de la Reine, fût changé par les *Trois Articles Explicatifs*, comme on les appelle, qui ont été ajoutés au Traité, & qui ont été insérés dans la Ratification d'une manière qui n'a point d'exemple; quoi qu'il ne paroisse pas qu'ils aient jamais été acceptez ni signez par les Plénipotentiaires de la Reine. C'est en vertu de ces Articles que l'Espagne demande actuellement aux Marchands Anglois, quatorze pour cent pour les *Centos*, *Millones* & *Alcavalas*, outre quinze pour cent pour d'autres droits; ce qui fait en tout vingt-neuf pour cent. Au lieu que sous le Règne de Charles II., on ne payoit en tout que dix pour cent au plus. Le Comité prie la Chambre de considérer elle-même, par quelle manœuvre ces Articles ont pu être ratifiez, & de juger par quelle autorité le Chancelier a pu y attacher les Seaux.

N. XL. Extrait d'une Déclaration à faire par les Plénipotentiaires de France, envoyée par Mylord Bolingbroke aux Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne le 26. Septembre 1712. Il est parlé de cette Déclaration dans le Détail ci-dessus.

N. XLI. Lettre du Consul Poulton à Mr. Methuen, du 22. Mars 1715.

N. XLII. Lettre de Mr. Hern à Mr. le Secrétaire Stanhope, du 6. Mai 1715.

N. XLIII. Lettre du Chevalier Martin Westcomb & du Consul Russel à Mr. Methuen, du 12. Mai 1715.

N. XLIV. Mémoire de Mr. Methuen au Roi d'Espagne, du 22. Avril 1715.

Ccs

Ces quatre dernières Pièces font voir comment les *Espagnols* prétendent faire payer aux *Anglois* ving huit à vingt neuf pour cent de droits sur leurs Marchandises, en vertu des trois Articles du Traité de Commerce, appelez les *Trois Articles Explanatoires*.

N. XLV. *Instructions pour* *Mitford Crow Esq.* du 7. Mars 1705.

N. XLVI. *Commission de* *Mr. Crow*, pour traiter avec les *Catalans* du 7. Mars 1705.

N. XLVII. *Lettres de Créance pour* *Mr. Crow* auprès des *Catalans*, du 7. Mars 1705.

N. XLVIII. *Instructions pour le Comte de Peterborough & pour le Chevalier Cloudesly Shovel*, du 1. Mai 1705.

N. XLIX. *Manifeste publié en Espagne par le Comte de Peterborough*.

Le Comité passe ici à l'Affaire des *Catalans*, & fait voir par les cinq Pièces, N. XLV. XLVI. XLVII. XLVIII. & XLIX., comment la Reine d'Angleterre avoit excité les *Catalans* & les autres *Espagnols* à secouer le joug des Français, & à se déclarer en faveur du Roi Charles, & de les maintenir dans tous leurs Droits & Privilèges. S. M. avoit envoyé pour cet effet *Mr. Crow* à Gènes & à Livorne, avec la Commission & les Instructions ci dessus, & une bonne somme d'argent, pour avoir des Vaisseaux de transport, des provisions, &c. Et pour mieux soutenir les Négociations, le Chevalier Cloudesly Shovel conduisit le Roi Charles sur les Côtes d'Espagne avec une puissante Flotte, & le Comte de Peterborough ayant mis pied à terre à Altea, fit publier le Manifeste en 1705. Les promesses de la Reine engagèrent les *Catalans* à se soumettre à l'obéissance du Roi Charles, & à prendre les armes en sa faveur. Le Comité ne dit rien de ce qui s'est passé depuis en Espagne, parce que tout le monde le sait; & il se contente de remarquer que les *Catalans* ont toujours eu une fidélité inviolable pour le Roi

Charles, & un zèle à toute épreuve pour la Cause Commune, fondez sur les assurances réitérées de la Grande-Bretagne, qu'on ne les abandonneroit jamais. Il rapporte ensuite les Pièces suivantes, qui font voir comment le Ministère Anglois a négligé l'honneur de la Reine & celui de la Nation, en laissant les pauvres *Catalans* à la discrétion du Roi Philippe.

N. L. *Extrait des Instructions pour* *Mylord Lexington*, lors qu'il partit pour son Ambassade en Espagne, datées au 1. Septembre 1712. Il paroit par cet Extrait, qu'au lieu d'ordonner à *Mylord Lexington* d'insister sur les Privilèges des *Catalans*, & d'en faire une Condition de la Paix; il lui est seulement ordonné de représenter à la Cour d'Espagne, qu'il n'est pas moins de l'intérêt du Roi que de l'honneur de la Reine, d'accorder une Amnistie générale à tous les *Espagnols*, qui ont suivi le parti de la Maison d'Autriche, & en particulier aux *Catalans*, par rapport à leurs personnes, biens, dignitez & privilèges.

N. LI. *Extrait des Demandes faites par* *Mylord Lexington*, à la Cour de Madrid, de la part de la Reine de la Grande-Bretagne, au mois d'Octobre 1712. Quelques défectueuses que fussent les Instructions de *Mylord Lexington*, il ne les remplit pas cependant, & il se contente de dire dans les Demandes: Que la Reine prie Sa Majesté Catholique d'accorder une Amnistie générale sans exception; laissant les mots ci-dessus, par rapport à leurs personnes, biens, dignitez & privilèges. La Réponse du Roi d'Espagne fut, que l'Amnistie générale concernoit la Paix Générale, & qu'ainsi elle ne convenoit pas au présent Traité, & que Sa Majesté useroit de sa grande Clémence, pourvu que la Reine contribuât à faire rétablir en Flandres &

en Italie ceux qui s'étoient attachez à son service. Mylord Lexington content de cette réponse, quoi qu'elle fût directement contraire à sa demande, écrivit à Mylord Dartmouth, *J'ai fini ma Négociation le mieux que j'ai pu, & j'espère que ce sera à la satisfaction de la Reine.* Et en effet, le Ministère Anglois n'en témoigna aucun mécontentement, & ne songea qu'à faire présenter un nouveau Mémoire, fondé seulement sur les motifs de l'intérêt du Roi d'Espagne, & de la facilité que cela apporteroit à l'évacuation de la Catalogne par les Allemands.

N. LII. Lettre de Mylord Dartmouth au Marquis de Monteleon, du 14. Janvier 1713.

N. LIII. Lettre de Mylord Lexington à M. Orri, du 16. Août 1713.

N. LIV. Extrait de la Réponse du Roi d'Espagne au Mémoire de Mylord Lexington, datée du 15. Décembre 1712.

Le Roi d'Espagne répondit à ce nouveau Mémoire, que les Catalans avoient peu mérité de lui, qu'ils étoient réduits à une petite étendue de terrain par la retraite des Troupes Angloises & Portugaises, & que ses Troupes & celles de son Grand-Père étoient sur le point d'entrer dans leur País par trois endroits différens; de sorte que, plutôt par complaisance pour la Reine que pour aucune autre raison, il vouloit bien accorder le Pardon à ceux des Catalans, qui se repentiroient, &c.

La-dessus Mylord Dartmouth écrivit au Marquis de Monteleon, Qu'il ne pouvoit exprimer la surprise de la Reine, en apprenant que

la Cour d'Espagne n'étoit pas dans l'intention de conserver les Privilèges des Catalans, que cette affaire touchoit extrêmement l'honneur de la Reine, & que Sa Majesté étoit obligée par des motifs de conscience de ne point dissuader de sa demande. Le Marquis de Monteleon s'excusa d'entrer dans cette Négociation; & la renvoya à la Cour de Madrid; de sorte que Mylord Lexington eut ordre de présenter un nouveau Mémoire pour une Amnistie générale, avec la confirmation de tous les Privilèges des Catalans. Mais cela lui fut refusé avec hauteur; sur quoi il écrivit à Mylord Dartmouth: Les choses ne sont pas ici sur le même pied qu'elles étoient avant la Suspension; car le Roi m'a dit en termes formels, Nous savons que la Paix est aussi nécessaire pour vous que pour nous, & que vous ne la tompez pas pour une bagatelle.

Le Comité attribua cette hauteur de la Cour d'Espagne; aux ordres qui furent envoyez à Mylord Lexington à son arrivée à Madrid; de reconnoître le Roi dans une Audience particulière, avant qu'aucun Article de Paix ou de Commerce eût été réglé. Il raporte comment la première résolution des Ministres Anglois étoit de ne le reconnoître, que quand il auroit consenti aux Demandes de la Reine. Mais la Cour de Madrid ayant fait de grandes difficultés là-dessus, Mylord Bolingbroke les leva toutes, en écrivant à M. Prión, qui agissoit pour cela auprès de M. de Torci, que Mylord Dartmouth n'avoit pas bien compris la pensée de la Reine, en dressant les premières Instructions pour Mylord Lexington: La voye de reconnoître d'abord le Roi Philippe, paroit, dit-il, naturelle, civile & sans réplique; mais tout autre plan est absurde & incompatible avec le reste de notre conduite; & il conclut, Pour Dieu, Cher Matt..., couvrez la nu-

dité de sa Patrie, & donne le meilleur tour, que sa fertile cervelle se fournira, aux bœufs de ces Compatriotes, qui n'entendent pas mieux la Politique, que les François la Poësie. Mylord Dartmouth revint aussi de son erreur, & le même jour que cette Lettre fut écrite à M. Prior, il expédia un ordre à Mylord Lexington pour reconnoître le Roi Philippe. Il paroît par une Lettre de Mylord Bolingbroke aux Plénipotentiaires Anglois à Utrecht, combien peu le Ministère se mettoit en peine de l'Affaire des Catalans. Il n'est pas, dit il, de l'intérêt de l'Angleterre, de maintenir les Privilèges des Catalans, & je vous prie de leur faire observer que ces Privilèges ne sont que le pouvoir de la Bourse & de l'Epee; mais que les Privilèges de Castille, que le Roi d'Espagne leur accordera en échange consistent dans la Liberté de négocier aux Indes Occidentales, d'y avoir des Emplois, &c. Mylord Lexington va plus loin dans la Lettre ci-dessus à M. Orri, où il traite les Catalans de Rebelles.

N. LV. Extrait de la Convention pour l'évacuation de la Catalogne, &c., du 14. Mars 1713.

N. LVI. Extrait d'une Lettre de Mylord Lexington à Mylord Dartmouth, du 7. Août 1713.

N. LVII. Lettre de Mylord Lexington aux Députés de Barcelone, du 22. Novembre 1713.

N. LVIII. Extrait d'une Lettre de Mylord Lexington à Mr. Orri, du 30. Novembre 1713.

N. LIX. Extrait d'une Lettre de M. Burch, à Mr. Tilson, du 4. Decembre 1713.

On voit par la Convention pour l'évacuation de la Catalogne, que les Ministres Impériaux n'y consentirent, que sur la Déclaration expresse de la Reine, *Qu'elle employeroit ses bons Offices de la manière la plus efficace, pour obtenir les Privilèges des Habitans de Ca-*

talogne, de Majorque & d'Iviça. Le Roi de France s'engagea en même tems à joindre ses efforts à ceux de la Reine pour le même effet. Cependant on laissa dormir cette Négociation en Espagne, jusqu'à ce que le Traité de Paix avec cette Couronne fût prêt. Alors les pauvres Catalans furent tout à fait abandonnez, & l'on ne stipula rien pour eux dans le Traité, sinon, *Qu'ils auroient les mêmes Privilèges, que ceux dont jouissent les Castillans qui sont les plus fideles Sujets du Roi.* Mylord Lexington le contenta de protester contre cet Article, en signant le Traité de Paix; mais on n'en fit pas beaucoup de cas en Espagne, non plus que des Remontrances qu'il fit ensuite au nom de la Reine, en faveur des Catalans. La Cour de Madrid fit plus: Encouragée par la Complaisance du Ministère Anglois, elle se persuada qu'il ne lui refuseroit rien; & l'on voit par la Lettre de Mylord Lexington à Mylord Dartmouth, que le Roi d'Espagne pria la Reine de lui fournir ses Vaisseaux pour bloquer Barcelone. On rapporta dans la suite quels égards le Ministère eut pour cette demande.

L'Ambassadeur de France à Madrid & la Prince des Ursins, proposèrent à Mylord Lexington, la veille de son départ, d'écrire une Lettre à la Régence de Barcelone, pour leur conseiller de se soumettre. Mylord Lexington ne s'en fit aucune peine: Il la concerta avec eux, & le Roi l'ayant approuvée, il l'envoya double, savoir, l'une au Consul Anglois qui étoit à Alicante, & l'autre au Comte de Lecheraine, un des Generaux Espagnols qui commandoient devant la Ville, avec prière de la faire tenir à la Régence par un Deserteur supposé, qui la rendit de la part de M. Tilson Consul à Alicante. C'est la Lettre N. LVI, à laquelle M. Burch en ajoûta une de sa main, pour mieux persuader les Catalans; mais tout cet artifice ne produisit aucun effet sur l'esprit d'un Peuple résolu

à mourir pour la Liberté de sa Patrie.

On trouvera la suite de ce Rapport dans le Mercuré prochain.

II. On dit dans le Journal précédent, que les Communes après avoir résolu d'accuser le Vicomte de Bollingbrook, le Comte d'Oxford, le Duc d'Ormond, de Haute-Trahison, &c. & le Comte de Strafford de Haute-Malversation, avoient renvoyé la continuation del'examen du Rapport du Comité secret, d'abord au 10. & ensuite au 13. du mois de Juillet; sur ces entrefaites le Roi envoya le 9. à la Chambre des mêmes Communes le Message suivant.

GEORGE ROI.

SA Majesté ayant reçu une Adresse des Commissaires nommez pour faire bâtir 50. nouvelles Eglises dans les Villes de Londres & de Westminster, & aux environs; représentant la difficulté qu'il y a d'achever l'établissement de ces Eglises; faute d'un Fonds pour l'entretien des Ministres qui doivent les desservir; & suppliant S. M. de recommander au soin & à la sagesse du Parlement de pourvoir à cet entretien, afin que cette œuvre pie ne demeure pas imparfaite faute dudit Fonds: S. M. recommande très fortement à cette Chambre, de délibérer sur les moyens les plus propres pour établir cet entretien; en telle sorte que ce pieux dessein soit amené à sa perfection, pour l'honneur de l'Eglise Anglicane, & l'avancement de notre Sainte Religion.

La Chambre Basse ayant pris le 15. ce Message en considération & fixé un jour pour y satisfaire, résolut d'en remercier le Roi, comme elle fit le 23. par cette Adresse.

TRES GRACIEUX SOUVERAIN.

Nous les très-humbles & très-Fidèles Sujets de V. M. les Communes de la G^{te} Bretagne, assemblées en Parlement; Ayant reçu avec la dernière satisfaction le gracieux Message de V. M.

par lequel il nous est recommandé de pourvoir à la subsistance des Ministres qui doivent desservir les 50. nouvelles Eglises qu'on doit bâtir dans les Villes de Londres & de Westminster, & dans leurs Faubourgs, prenons la liberté d'assurer V. M. que Nous nous appliquerons avec joye, à pourvoir à cette Dépense d'une manière qui réponde aux pieuses Intentions de V. M., & aux besoins de tant d'Habitans de vos deux Villes si grandes & si peuplées.

C'est avec beaucoup de plaisir que Vos fidèles Communes travailleront à un Ouvrage, qui fait tant d'honneur à l'Eglise Anglicane, qui contribue si fort à l'avancement de Notre S^{te}. Religion, & qui nous est recommandé par un si Gracieux Souverain, qui depuis son heureux Avènement à la Couronne, a embrassé toutes sortes d'occasions, pour marquer combien il s'intéresse au maintien de Notre excellente Constitution dans l'Eglise & dans l'Etat, du bon ordre, & de la Félicité de ses Sujets. Comme Nous serons toujours prêts à faire tout ce qui dépendra de nous pour arriver à ces grandes Fins, aussi espérons Nous que cette bonne Oeuvre en particulier que V. M. a tant à cœur, attirera les Bénédictions du Ciel sur toutes vos Entreprises, & contribuera à établir la Paix & le Repos de Votre Regne, dont elle ne peut manquer d'augmenter la Gloire.

Puisse V. M. non seulement voir cet Ouvrage parachevé, mais aussi jouir des fruits de Votre piété, dans un Regne long & heureux, sur un peuple Religieux, tranquille, obéissant & reconnaissant.

Réponse de Sa Majesté.

MESSEIERS,

JE vous remercie du juste soin que vous marquez dans cette Adresse, pour notre excellente Constitution dans l'Eglise & dans l'Etat; & des assurances que vous me donnez d'avancer un si bon & si pieux dessein.

Je ne pouvois pas moins attendre d'une Cham-

bre des Communes, qui a donné tant de preuves de son affection pour ma Personne & pour mon Gouvernement.

La Convocation du Clergé ayant été informé du Message ci-dessus résolu aussi d'en remercier S. M. & s'en acquita le 2. de ce mois de l'Adresse qui suit.

Nous les très-humbles & très-fidèles Sujets de V. M., l'Archevêque, les Evêques & le Clergé de la Province de Cantorbéry, Assemblez en Convocation, Nous croyons obligés par Devoir & par Reconnoissance envers V. M., de Vous rendre nos très-humbles Remercimens, du gracieux Message qu'il Vous a plu envoyer à la Chambrée des Communes, pour lui recommander de pourvoir à l'entretien des Ministres qui doivent desservir les 50. nouvelles Eglises, qu'on a commencé à bâtir, sous le pieux encouragement de Votre Illustre Prédecesseur de Glorieuse Memoire.

Nous ne doutons pas qu'un Message, qui part d'un si grand fonds de Piété, & qui a été si bien reçu, n'ait l'effet qu'on en attend, pour l'honneur de l'Eglise Anglicane, & l'avancement de notre Ste. Religion.

Après toutes les Déclarations qu'il a plu à V. M. de faire pour notre Eglise Nationale, & les preuves réelles que Vous avez données de la part que Vous prenez à ses Intérêts, Nous espérons que personne ne sera assez injuste, pour douter de Votre affection pour cette Eglise. Et Nous assurons V. M. que nous embrasserons toutes sortes d'occasions, pour inspirer à ceux dont le soin nous est commis, les mêmes sentimens de reconnoissance que Nous avons pour la Bonté de V. M., & que dans cette Conjoncture particulière, où la Tranquillité de Vos Royaumes est troublée par des Soulèvemens Domestiques, & que la Nation est menacée d'une Invasion Etrangère, Nous leur remettrons dans l'esprit les

étroites

étroites obligations, qui les engagent en conscience, à défendre & à soutenir le Gouvernement de V. M., & que nous les exhorterons fortement à faire éclater par la pratique les Maximes d'Obeïssance & de Fidélité, que l'Eglise Anglicane a toujours crû de son Devoir de professer.

Puisse la Providence Divine confondre tous les Desseins, qui pourront être formez contre notre Ste. Foi, & contre V. M., qui en est le Défenseur: Et veuille ce même Dieu, qui a inspiré à V. M. de faire tant de grandes choses pour Nous, unir les Coeurs de tous vos bons Sujets, pour louer sa Miséricorde de tant de Bénédictions dont nous jouissons sous le très-heureux Gouvernement de V. M., & pour vous rendre le Respect & l'Obeïssance, qui sont dûs à un si bon & si gracieux Souverain.

Réponse de Sa Majesté.

MY LORDS ET MESSIEURS du Clergé, Je prens en très-bonne part cette Adresse respectueuse; & je vous remercie de l'Intérêt que vous me témoignez prendre à la Tranquillité de mon Gouvernement.

Je m'assure de la fidélité de l'Eglise Anglicane; & vous pouvez toujours compter sur ma Protection & sur ma Faveur.

III. Le 17. les Communes passeront le Bil, concernant la Naturalisation des étrangers, qu'ils avoient reçu des Seigneurs; & ayant repris le 18. l'Examen du Rapport du Comité secret, Mr. Walpole produisit les chefs d'Accusation contre le Comte d'Oxford qui furent lus le 19. & ensuite approuvez: Ils contiennent en substance.

I. D'Avoir entamé une Négociation avec la France sans la participation des Alliez, & dans le tems qu'on étoit en Guerre avec Elle; comme aussi d'avoir envoyé Prior en France, & d'être convenu que la Négociation seroit tenue secrète.

II. D'avoir conseillé à la Reine de permettre la venue de Melnager, d'avoir traité avec lui sans les Alliez, & de s'être attribuée sans autorité la Puissance Royale.

III. D'avoir composé les Preliminaires signez par Melnager, & de les avoir envoyez en Hollande, dans le tems qu'il travailloit forttement au Traité avec la France, pour tromper & amuser les Alliez, & sacrifier l'honneur de la Reine.

IV. Den'avoir point eu égard aux Représentations faites par Mr. Buys, de la part des Etats Generaux; & au contraire de l'avoir assuré, que la Reine ne signeroit point de Traité sans les Etats, quoi qu'alors il y en eût déjà un de signé.

V. D'avoir ordonné à l'Evêque de Londres d'insister sur l'Espagne, quoi que par les Preliminaires le Duc d'Anjou fut reconnu comme Roi, & qu'il eût persuadé la Reine de ne pas insister sur la restitution de la Monarchie d'Espagne.

VI. De n'avoir point contribué à procurer une satisfaction aux Alliez; & au contraire d'avoir toujours agi de concert avec la France.

VII. D'avoir été favorable au Duc d'Anjou, en conseillant à la Reine de se contenter d'une Renonciation; quoi que Torci eût déclaré dans les termes les plus forts, qu'elle seroit invalide par les Loix fondamentales du Royaume.

VIII. D'avoir concouru, conseillé & ordonné au Duc d'Ormond d'éviter toute action, & par là ruiné toutes les affaires des Alliez, nonobstant les préparatifs de la Campagne, le bon état de l'Armée, & les succès précédens: D'avoir ensuite envoyé ordre à Mylord Bristol à Utrecht, de déclarer que la Reine vouloit plus être tenue à sa Traitez; satisfaisant de cette manière les Alliez, & l'honneur

neur de la Reine & de la Nation.

IX. D'avoir conseillé la fatale Cessation d'Armes, & de ne point payer les arrérages dûs aux Troupes qui étoient restées sous le Prince Eugene, quoi que cela leur fût dû par Acte de Parlement.

X. D'avoir conseillé la séparation de l'Armée, & l'Ambassade de Mylord Bolingbroke en France.

XI. D'avoir perfidement donné avis à la France, comment elle pourroit obtenir *Tournai*.

XII. D'avoir favorisé le Duc d'Anjou, en lui donnant conseil comment il pourroit conserver ses prétentions sur la Monarchie d'Espagne.

XIII. D'avoir conseillé de consentir au IX. Article du Traité de Commerce, & de céder la Pêche de Terre Neuve à la France; pendant qu'il contribuoit à faire dire à la Reine, que le Commerce étoit sur un bon pié.

XIV. D'avoir ôté la Sicile à la Maison d'Autriche, pour la donner au Duc de Savoie, quoi que ce Prince ne l'eût jamais demandée.

XV. D'avoir conseillé la Reine de cacher à son Parlement le véritable état des affaires; S. M. ayant représenté dans plusieurs Harangues, (que lui-même avoit souvent composées,) les Conditions de la Paix & du Commerce autrement qu'elles n'étoient: Par où il a privé S. M. des bons avis de son Peuple.

XVI. D'avoir enfreint les Droits & l'honneur des Seigneurs, en faisant créer 12. Pairs, pour s'en servir à ses fins.

Voici encore pour n'en pas faire à 2. fois 6. autres Chefs que le même M. Walpole présenta à la Chambré le 10. de ce mois.

D'avoir conseillé l'Expédition de Canada, & ensuite empêché d'en faire la recherche.

II. D'avoir, pendant qu'il étoit Grand Trésorier, conseillé la Reine de lui ordonner de payer.

payer à Robert Dumer, pour des services Secrets, 13000. l. st., lesquelles il a retenues pour lui-même.

III. D'avoir conseillé la Reine de faire annuellement payer à la Reine Douairière d'Angleterre 47000. liv. sterl., dont il en a donné 3000. à l'Abbé Gautier; & d'avoir fait faire d'autres remises à cette Reine, pour le *Prétendant*.

IV. D'avoir conseillé de faire payer pour des services Secrets 12000. l. st., dont l'Abbé Gautier a eu sa part; & d'avoir entretenu avec cet Abbé, des correspondances contraires aux Loix du Royaume.

V. D'avoir introduit auprès de la feuë Reine le Chevalier Patrick Lawless, sous le nom de *Carlo-More*; de l'avoir fait recevoir en qualité d'Ambassadeur du Roi d'Espagne, & lui avoir fait payer 1000. l. st., quoi qu'il lui étoit proscrit, & Agent du *Prétendant*.

VI. D'avoir conseillé la Reine d'abandonner les Catalans; quoi que lui-même, étant Secrétaire d'Etat, eût conseillé S. M. de faire un Traité avec eux.

Lecture faite des 16. premiers Chefs d'accusation la chambre envoya le 20. le Lord Coningby à la Barre de celle des Seigneurs, où il dit à haute voix qu'il avoit ordre des Communes de la G. B. d'accuser Robert Comte d'Oxford & de Mortimer de Haute Trahison & d'autres Hauts crimes; & de demander qu'il fut jugé. Après plusieurs deliberations & débats qui seroient trop longs à rapporter, on parla de mettre sous bonne Garde, l'accusé, qui étoit présent, sur quoi il parla au Grand Chancelier à peu près en ces termes.

M Y L O R D,

„ C'A toujours été un grand malheur pour
„ qui que ce soit, de tomber dans la disgrâce
„ d'un aussi grande & puissante Assemblée
„ que c'est celle des Communes de la Grande-

„ Bretagne: Et ce malheur est d'autant plus
„ grand pour moi qu'ayant eu l'honneur d'être
„ mis à la tête du dernier Ministère, on veut me
„ rendre responsable de tout ce que ce Ministère
„ a fait: J'aurois beaucoup de choses à dire
„ pour ma défense; mais l'indisposition où je
„ me trouve présentement, & la lassitude où
„ est la Chambre, par les débats qui ont déjà du-
„ ré si long tems, m'obligent de m'expliquer en
„ peu de mots.

„ Tout l'information qu'on apporte contre
„ moi, paroît rouler sur la Négociation de la
„ Paix. Il est certain, *My Lord*, que la Nation
„ avoit besoin d'une Paix, & il n'est pas moins
„ certain, qu'on l'a faite aussi bonne qu'on la
„ pouvoit espérer, lors qu'on fait attention à
„ l'éloignement & au peu de disposition des
„ Alliez à entrer dans les mesures de la Reine.
„ On m'accuse d'avoir fait une Paix séparée;
„ mais il ne me sera pas difficile de faire voir
„ qu'elle est generale; & que c'est la France, &
„ non l'Angleterre, qui a fait les premières ou-
„ vertures pour entrer en Négociation. Pour ce
„ qui est de *Tournai*, dont on fait un Article de
„ Haut-Crime, je peux déclarer en conscience,
„ que je n'y ai pas eu la moindre part, & qu'il
„ a été uniquement négocié par le Lord, qui a
„ trouvé le propos de passer la Mer. Mais je dois
„ dire en sa faveur, qu'au cas qu'on puisse
„ prouver tout ce qui est allégué sur ce sujet,
„ ce n'est point un Crime de Haute-Trahison.
„ Pour le reste, comme je n'ai rien fait, que
„ par ordre exprès de la Reine ma Maîtresse,
„ d'une Reine qui m'a comblé de Biens &
„ d'Honneurs, sans que je l'aie demandé, d'u-
„ ne Reine enfin, dont la Memoire sera tou-
„ jours précieuse à tous les bons Anglois, j'ai
„ une tranquille conscience; & quel que soit
„ mon sort, je me remets entièrement à la
„ volonté de Dieu.

„ Là dessus les Seigneurs ayant égard à son in-
„ disposition

disposition ordonnerent par provision qu'il resteroit chez lui sous la Garde de l'Huissier de la verge noire.

Le 22. les Seigneurs ayant ordonné que le Comte d'Oxford comparoitroit à la Barre, il y fut conduit le lendemain par l'Huissier de la verge noire. Il voulut en arrivant s'agenouiller, mais on l'en dispensa à cause de son indisposition; & on lui prononça la résolution prise pour l'Envoyer à la Tour: sur quoi il demanda copie des Accusations & un mois pour y répondre; ce qui lui fut accorde, ensuite de quoi il fit au Seigneurs ce Discours.

MY LORDS,

JE prens congé des Membres de cette Chambre; peut être pour l'éternité. Je perdrai la vie avec satisfaction, pour une affaire qui a été favorisée par la Défunte Reine ma Maîtresse: Et lors que je considère, que je serai jugé par mes Pairs, suivant le Droit, l'Honneur, & la Vertu; je me tranquilliserai, & m'en irai avec satisfaction. Et ainsi, *My Lords*, la Volonté de Dieu soit faite.

L'ordre ayant été donné le 26. de faire mettre le Comte à la Tour, l'Huissier de la Verge noire l'y conduisit le 27. entre les 7. à 8. heures du soir. Quelques mutins coururent après le Carosse en criant *Vive Ormond*, *Oxford & la Haute Eglise*; mais ils n'osèrent rien entreprendre pour délivrer le Prisonnier, & se contentèrent de casser quelques vitres dans de certaines rues.

IV. Les Communes étant occupées le 27. au Bil pour empêcher les assemblées tumultueuses, furent informées d'un nouveau Tumulte arrivé à *Volverhampton* dans la Comté de *Stafford* où les mutins avoient abatu une Eglise Presbiterienne, bû à la santé de la Haute Eglise, du Roi Jacques III., du Duc d'Ormond, & du Docteur Sacheverel, sur quoi les bien inten-

tionnez, appuyez du Sherif, avoient chargés les Mutins dont il étoit demeuré 15. ou 16. sur la place. Les Communes ayant reçu cette information, résolurent de présenter une Adresse au Roi sur ce sujet, & passerent le 28. le Bil contre les Tumultes, & pour punir plus rigoureusement les mutins. Elles furent le 30. présentes l'Adresse ci-dessus mentionnée, dont voici la traduction.

TRES GRACIEUX SOUVERAIN,
Nous les très-humbles & très-fidéles Sujets de Votre Majesté, les Communes assemblées en Parlement, touchés au dernier point des continuels efforts que font les Ennemis de votre Personne & de votre Gouvernement, pour troubler la tranquillité & le bonheur de vos Royaumes, & pour priver vos peuples des grands avantages dont ils jouissent sous l'honneur de votre Majesté; & remarquant que les intrigues & les fausses insinuations des malintentionnez, pour votre Droit & pour votre Gouvernement, ont engagé un grand nombre de vos pauvres Sujets abusez, à faire des troupes, à commettre de grands desordres d'une manière tumultueuse & rebelle, & à maltraiter extraordinairement vos autres Sujets, leurs Compatriotes & leurs Frères Protestans: Nous croyons qu'il est indispensablement de notre devoir en cette occasion, de témoigner l'extrême horreur que nous avons de toutes ces perfides menées, & notre vif ressentiment contre ceux qui en sont les Auteurs & les Instigateurs; de renouveler à V. M. les assurances de la fermeté & sincère résolution où sont vos fidèles Communes, de soutenir V. M. & votre Gouvernement contre tous vos Ennemis publics & secrets; & de contribuer de tout notre pouvoir à l'honneur & à la sûreté de votre Sacrée Personne, & à la tranquillité de votre Gouvernement.

„ Et pour cet effet, nous demandons à V. M. la permission de la supplier très humblement, qu'il lui plaise de donner ses ordres aux magistrats respectifs par tout le Royaume, pour faire exécuter promptement & avec toute la rigueur possible les Loix qui sont présentement en force, contre tous ceux qui seront trouvez avoir eu part aux tumultes & aux désordres qui ont été commis, & qui se commettent actuellement, par des personnes mal-affectonnées à V. M. & à Votre Gouvernement; & pour en découvrir par une exacte recherche les Auteurs & les Instigateurs, afin qu'ils puissent être punis comme ils le méritent.

„ Et comme il y a apparence, que la négligence ou la mauvaise conduite de plusieurs Juges de Paix, & autres magistrats, a beaucoup contribué à ces désordres, nous demandons très humblement la permission de prier V. M., qu'il lui plaise de faire prendre information des Juges de Paix qui ont manqué à leur devoir en ces occasions; que ceux d'entre eux, que V. M. trouvera coupables de négligence, soient aussitôt démis de leurs Charges; & qu'il soit procédé, suivant la dernière rigueur de la Loi, contre tous autres magistrats, qui auront aussi négligé leur devoir dans les mêmes rencontres.

„ Et comme vos fideles Communes sont pleinement assurées, que, par la sagesse & par la fermeté de votre Administration, le Sceptre, qui est dans votre main Royale, deviendra bientôt la Terreur de tous ceux, qui, par des pratiques ouvertes ou cachées, favoriseront en quelque manière que se soit les Ennemis de votre Personne & de votre Gouvernement; Ayant égard à l'honneur de V. M., & à la justice qui est dûe à ceux de vos Sujets, qui ont souffert de ces désordres, & de ces tumultes, à cause de leur zèle & de

leur ferme attachement à V. M. & à votre Gouvernement, Nous supplions très humblement V. M., qu'il lui plaise de donner ses ordres, pour avoir un compte exact des pertes & des dommages qui ont été causez à quelques-uns de vos Sujets par lesdits tumultes séditieux, & pour faire dédommager entièrement ceux qui en ont souffert, assurant V. M., que toutes les dépenses qu'Elle fera pour cela, lui seront remboursées sur les premiers Subsidés que le Parlement donnera.

„ Enfin, pour la sûreté de Votre Personne sacrée, & pour le repos d'esprit de vos fideles Sujets, Nous prenons encore la liberté de conseiller très humblement à V. M., qu'il lui plaise de donner ses ordres aux magistrats dans tout le Royaume, suivant leurs différens Emplois, pour faire exécuter promptement, & d'une manière efficace, les Loix contre les Papistes & contre les Non-jureurs.

Réponse du Roi.

M E S S I E U R S,

*J*E vous remercie de tout mon cœur de Votre Adresse, & de tant de marques de Zèle & d'Affection que vous me donnez, pour mon Honneur, & pour la sûreté de ma Personne & de mes Royaumes. Je serai incessamment expédier mes Ordres, pour mettre à exécution tout ce que Vous me recommandez si justement. Et comme j'ai résolu, en toutes sortes d'occasions, de suivre l'avis de mon Parlement, j'en doute nullement qu'avec la Bénédiction de Dieu, & Votre prompte & vigoureuse assistance, je ne sois bientôt en état d'écraser entièrement cet Esprit de Rebellion, qui est fomenté avec tant d'industrie parmi Nous, & d'assurer la Paix & la Prospérité de mon Peuple.

V. Le 31. sur les 4. heures du soir le Roi se rendit au Parlement, où les Communes s'étant rendues S. M. donna son consentement à l'Adresse pour lever les

les Milices, à l'Acte pour expliquer celui de la Succession en faveur des *Etrangers naturalisez*; à celui des *Quakers*, & à quelques autres particuliers. Le Chancelier lut ensuite ce Discours de S. M.

MY LORDS ET MESSIEURS,

LE zèle que vous avez témoigné pour conserver la Tranquillité dans mes Royaumes, & Votre Sagesse en faisant une si bonne Loi, pour prévenir toute sorte d'atroupemens & d'Assemblées tumultueuses, me donnent une grande satisfaction: Mais je suis fâché de voir que l'Esprit de rébellion ait si fort éclaté, qu'il n'y a plus aucun lieu de douter, que ces désordres ne soient excités & fomentés par des Personnes mal intentionnées pour mon Gouvernement, dans l'espérance d'être soutenus par un secours *Etranger*.

La Conservation de notre excellente Constitution, & la sûreté de votre Sainte Religion, ont été & seront toujours le principal objet de mes Soins: Et je suis persuadé que vous avez trop à cœur la conservation de ces biens inestimables, pour les laisser exposés aux entreprises du Pretendant, qui, selon des avis certains que j'en ai, se prépare à les exécuter avec des Forces *Etrangères*, soutenues au dedans par un parti turbulent, toujours prêt à le favoriser.

Messieurs de la Chambre des Communes,

DANS la situation présente, je crois qu'il est à propos de demander votre assistance: Et je suis persuadé que vous aurez, tant d'égard pour votre propre sûreté, que vous ne laisserez pas la Nation sans Défense, dans un Temps où la Rébellion a déjà levé le Masque au dedans, & que nous sommes menacés d'une Invasion au dehors: Et je regarderai le soin que vous prendrez de la sûreté de mon Peuple, comme la plus forte marque de votre Affection pour ma Personne.

Le Roi s'étant ensuite retiré, & les Communes retournées à leur Chambre, elles rélo-

lurent d'une commune voix, de lui présenter une Adresse, pour le remercier de l'avis que S. M. avoit communiqué à son Parlement; pour l'assurer que les Communes l'assisteront de leurs Biens & de leurs Vies; & pour prier S. M. de lever incessamment tel nombre de Forces par mer & par terre, qu'Elle jugera nécessaires pour la défense & sûreté de ses Royaumes; en assurant S. M. que la Chambre travaillera incessamment à pourvoir aux Subsidies nécessaires pour ces Dépenses extraordinaires: il fut ensuite ordonné que la Chambre en Corps présenteroit cette Adresse à S. M., & qu'on prendroit sur le champ la Harangue en considération; ce qui fut exécuté, & lecture en ayant été faite, on proposa d'accorder un Subside à S. M., sur quoi il fut résolu unanimement que le lendemain on examineroit cette Proposition. Après cela, les Communes en Comité résolurent, d'accepter la proposition de la Banque d'Angleterre, de fournir la somme de 500,000 liv. st. par an, sur certains Fonds mentionnez dans ladite Proposition, & on prit encore quelques autres résolutions.

Réponse du Roi.

MESSIEURS,

JE vous remercie de tout mon cœur de cette Adresse. Je me confie en Dieu, que le Zèle & la Vigueur que vous témoignez, en cette Occasion, me mettront en état de faire échouer tous les mauvais Desseins de nos Ennemis. Je donnerai incessamment mes Ordres, pour faire augmenter nos Forces par Mer & par Terre, autant que je le jugerai nécessaire, pour notre Sûreté; & je vous ferai remettre les estimations des Dépenses pour cet effet.

Les Seigneurs présentèrent aussi le 2. de ce mois l'Adresse suivante.

Nous les très humbles & très fidelles Sujets de V. M. les Seigneurs Ecclesiastiques & Séculiers assemblés en Parlement, Remercions très humblement V. M. des assurances qu'il Vous a plu de donner, que la Conservation de notre excellente Constitution, & la sûreté de Notre Ste. Religion, ont été & seront toujours le principal Objet de Vos Soins; & de la Communication donnée à Votre Parlement, des avis que Vous avez reçus de l'Invasion dont ces Royaumes sont menacés, favorisée & encouragée par des Soulevemens Domestiques, excitez & semez par les Fauteurs & Adhérents du Prétendant. Nous asurons très humblement V. M. que Nous joindrons & assisterons V. M. au péril de nos Biens & de nos Vies, & que nous les employerons pour la défense de Votre Personne Sacrée, & de Votre Droit incontestable à la Couronne, contre tous Vos Ennemis déclarez & secrets.

Réponse de Sa Majesté.

M Y LORDS,

JE vous remercie du Zele & de l'Affecton que vous me témoignez, & des Assurances que Vous me donnez dans cette Adresse: Et Vous devez être assurés que j'exécuteai personnellement toutes celles que j'ay données à mon Peuple, soit en cette Occasion ou dans les précédentes.

Le Lord Maire de Londres & les Commandans de la Milice ayant été mandés à St. James le 3. le Roi leur fit part de l'Invasion dont on est menacé; sur quoi ils offrirent non seulement leurs Biens & leurs Vies pour la défense de S. M., & un million sterl. dans 24. heures, mais ils furent encore quelques jours après lui présenter l'Adresse suivante.

TRES GRACIEUX SOUVERAIN,

Votre Majesté est si mal traitée par ceux qui sont indignes de Vous, que nous, les Fidèles & bons Sujets de V. M., cro-

rons qu'il est de nôtre devoir dans cette Conjoncture, de nous distinguer par nôtre zèle & nôtre affection pour vôtre Personne Sacrée & pour vôtre Gouvernement, & de donner à V. M. de nouvelles assurances que nous Vous défendrons, & que nous renforcrons le Pouvoir que vous avez en main, contre vos Ennemis.

Nous ne sommes pas surpris d'apprendre, que le Prétendant forme le Projet d'envahir les Etats de V. M.: Il étoit aisé de prévoir, que le marché infame qui avoit été fait dernièrement par ceux qui ont trahi la Patrie, n'étoit que pour lui frayer le chemin, & pour lui donner de nouvelles esperances; & il étoit naturel de s'attendre, que ceux qui nous avoient acheté, faisoient la première occasion qui se présenteroit d'envoyer cet Imposteur, pour prendre possession de nous pour leur usage, & pour nous gouverner par les Maximes du Papiisme & du Despotisme.

Comme la Faction a enfin levé le Masque, nous voyons à plein ce qui auparavant étoit trop grossier pour être crié: Nous voyons les Défenseurs de la Non Résistance, en Rebellion; les Prôneurs de l'Obeissance Passive, qui excitent des Tumultes; des Jacobites, qui ont abjuré le Prétendant; & des Anglois, qui sont dans les intérêts de la France: Monstres qu'aucun Siecle ni aucun Pais n'avoit jamais produit auparavant.

Mais tout cela ne nous décourage pas: Nous sommes persuadés, que ceux qui ont pu se jouer des Sermens les plus tolemnels, & mentir à Dieu & aux Hommes, ne fau- roient jamais prospérer. Nous nous confions, après Dieu, dans la Justice de notre Cause, & dans la Sagesse & la Vertu de V. M. & de votre Conseil: Et comme les Déf- seins pernicieux de renverser la meilleure Eglise & le meilleur Gouvernement qu'il

„ y ait au monde , en introduisant le Papisme & l'Esclavage , sont à présent découverts ; nous ne doutons pas que les Auteurs de ces Desseins ne soient abandonnez de leurs Adhérens , qu'ils avoient degüés & livrez à la justice d'une Nation absee.

„ Il est honteux & affligeant de voir un Prince , qui a quitté des Etats paisibles & de fidelles Sujets pour nous rendre un Peuple heureux & florissant , si mal recompensé par une Faction ingrate : Mais nous asürons V. M. , que les Gens de probité parmi vos Sujets , qui sont le plus grand nombre , savent juger du prix d'un Bon Roi.

„ Quant à nous , nous vous promettons , qu'autant qu'il dépendra de nous , nous maintiendrons la Couronne & le Gouvernement de V. M. , & la Succession de Votre Lignée Royale , en exposant nos Biens & nos Vies : ces Biens & ces Vies que V. M. est venue sauver si à propos , lors qu'ils étoient dans le Danger le plus éminent.

„ Réponse du Roi.
„ **L**E Zèle que vous faites paroître si à propos , dans cette Adresse respectueuse , m'est fort agréable ; & vous pouvez compter , que je ferai toujours tous mes efforts pour assurer à vous & à tout mon Peuple , la jouissance de leur Religion , de leur Liberté , & de leurs Biens.

V. I. On ne s'est pas contenté de toutes ces belles Paroles , la Chambre des Communes fut tout à pris plusieurs résolutions très avantageuses à la sûreté de S. M. Elle passa le 3. de ce mois un bill pour l'autoriser de s'assurer des personnes suspectes , & pour suspendre pour 6. mois l'Acte *Habeas Corpus*. Cet Acte ayant été envoyé aux Seigneurs , ils en firent trois lectures & le passerent dans la même Seance , & le Roi qui en fut informé y donna son Consentement Royal le même jour.

V. II. Les Communes accorderent encore ce même jour les Subsidés nécessaires pour la levée & paye de 3000. Dragons , de 4000. Fantassins , & de 4. Compagnies d'augmentation du second Régiment des Gardes. On avoit réglé la veille l'Etat major de 13. Régimens de Dragons & de 8. d'infanterie qu'on va lever incessamment. Outre cela le Chevalier Bing qui a été nommé pour commander la Flote , s'étoit rendu aux Dunes où il y avoit 9. Vaisseaux tout prêts , & on travailloit sans relâche à en équiper 20. autres ; ce qui , avec ceux qui sont tout équipés en divers Ports , fera une Flote de 40. Vaisseaux de Guerre.

„ On avoit fait le 2. la revue des milices de Londres , & les Gardes Angloises formèrent le 3. un Camp à Hyde park où les Gardes du Corps & les Grenadiers à cheval se rendirent le lendemain & où on a envoyé depuis des munitions & du Canon de la Tour.

V. II. Le 5. les Communes , d'un consentement unanime , ordonnèrent d'insérer au Bill , pour la sûreté de la Personne & Gouvernement de S. M. une Clause pour mieux assurer la recompense de cent mille livres St. à quiconque prendra la Personne du Prétendant mort ou vif , en cas qu'il fasse ou entreprenne de faire une descente dans aucune des Terres de la Domination de S. M. La même Chambre résolut le 6. de présenter une Adresse au Roi pour le prier d'alouer la paye entière aux Officiers qui sont à la demie paye , promettant de faire bon cette dépense & toutes les extraordinaires sur les fonds que le Parlement accordera ci après. Sur quoi S. M. fit dire le 7. aux Communes ; Qu'Elle regardoit cette Adresse comme une nouvelle preuve de la fidélité & de l'affection de leur Chambre , & de son zèle pour la sûreté & la conservation de son Peuple & de son Gouvernement.

Le même jour 8. les Communes passerent le Bill pour la sûreté du Gouvernement de S. M.

&c. afin d'éteindre les espérances du *Prétendant* & des Adherens déclarez ou couverts. Elles passeront encore le 8. un Bil pour rendre plus efficace l'*Acte pour régler les Forées qui continueront au service de S. M.*

On Publia le 7. & le 8. deux Proclamations, l'une contre les Tumultes, qui ordonne de traiter les Rebelles qu'on trouvera aimez avec la sévérité due aux Traîtres à la Couronne; & l'autre qui ordonne aux Papistes, ou réputés tels (natifs d'Angleterre, ou qui ne sont que Locataires) de se retirer de *Londres & de Westminster*, à 10. miles aux environs. Ces Proclamations n'ont pas été capables d'abord de retener les malintentionnez dans leur devoir, & il y a eu diverses assemblées tumultueuses dans les Comtez de *Stafford*, de *Lincoln*, de *Dorby* & de *Strop*, où ils ont batu les Temples des Presbytériens en plusieurs endroits; mais on ne croyoit pas que cela durât encore long tems. On a fait la visite chez plusieurs Jacobites, tant à *Londres* qu'à la Campagne, & l'on a découvert plusieurs magasins destinez à favoriser l'invasion du *Prétendant*.

On célébra le 12. l'Anniversaire du Couronnement du Roi avec toutes les solennitez ordinaires, & de grandes démonstrations de joye; & on remarqua que la Populace ne fit aucun desordre. On a arrêté plusieurs Amis ou Domestiques du Duc d'Ormond qui vouloient s'embarquer pour le suivre en France.

VIII. Les six nouveaux chefs d'accusation contre le Comte d'Oxford dont il est parlé ci-dessus, ayant été envoyez par les Communes à la Chambre des Seigneurs le 13., le Comte fut mandé le lendemain à la Barre pour en entendre la lecture, mais ayant nommé des Avocats, il envoya une Requête pour s'excuser sur son indisposition & demander copie des Articles ce qu'il lui fut accordé, avec un terme plus long de 15. jours que celui qui lui avoit été donné, pour y répondre.

Le 15. Mr. Walpole présenta aux Communes 6. Articles d'accusation contre le Vicomte de Bolingbroke, lesquels ayant été lûs, furent approuvez après quelques débats. Le même M. Walpole délivra aussi le 15. à la Chambre Basse 6. Articles d'accusation contre le Duc d'Ormond, qui furent pareillement approuvez à la pluralité des voix. Nous renverrons les unes & les autres au *mercure* prochain faire de place.

NOUVELLES D'ESPAGNE, DE PORTUGAL, ET DES PAIS-BAS.

I. A Cour d'Espagne ayant reçu à *Aranjuez*, la confirmation de l'heureuse décente de ses Troupes dans l'Isle de Majorque, & après la reddition de la Ville de *Palma*, de toute l'Isle & de celle d'*Ivisque*; par Capitulation, fit chanter le *Te Deum* en Action de Grace le 10. du mois passé. On avoit déclaré quelques jours auparavant la grossesse de la Reine, de sorte que toute la Cour étoit fort joyeuse.

2. Les grandes chaleurs commençant à rendre le séjour d'*Aranjuez* nial sain, S. M. avec toute la Cour, en partirent le 19. pour *Madrid* où Elles arrivèrent le 20. au matin. Elles assistèrent au *Te Deum* qu'on chanta ce jour là au sujet de la Grossesse de la Reine, & se retirèrent au *Buen retiro*.

3. Le Général des Capucins étant arrivé le 22. à *Madrid* où on lui fit une espèce d'Entrée, à un Audience du Roi le 26., dans laquelle ce bon Père fut reçu d'une manière très distinguée, & se couvrit en qualité de Grand d'Espagne.

Le Baron de Riporda, Envoyé des Etats Généraux, étoit aussi arrivé à *Madrid* le 10. du même mois.

4. On apprend de *Barcelone* que les Troupes y étoient de retour de l'Expédition de *Majorque*, & que le Marquis de Lede, qui a été nommé Capitaine Général de cette Isle & de ses dépendances, étoit parti pour s'y rendre.

236 *Mercuré Historique &*

5. On Mandoit de *Lisbonne* du 12. du passé qu'on y avoit en avis qu'une flotte de 18. Vaisseaux richement chargée avoit mis à la voile du *Bresil*.

11. 1. Les Lettres du Pais. Bas portent, que la Garnison de *Nienport* avoit ordre de repasser en Angleterre, & que quelques Troupes Impériales étoient en marche pour s'y rendre.

2. Le Marquis *Paleotti* Colonel de Dragons, fut arrêté à *Bruxelles* à la fin du mois passé, & conduit au Fort de *Montere* où il est étroitement gardé.

3. Le Comté de *Coningslek* qui débarqua le 9. de ce mois à *Calais*, d'où il a passé par *Tour-nay* & par *Mons*, arriva le 16. au matin à *Bruxelles*, d'où S. Ex. se rendit le 23. à *Anvers*, où le General *Cadogan* & les Deputés des Etats Généraux étoient attendus, pour reprendre les Conférences sur la Barrière.

III. 1. Les Etats Généraux reçurent avis le 6. de ce mois par un Exprès de l'arrivée de 24. Vaisseaux des Indes Orientales, richement chargés.

2. Le Prince de *Courakin* Ambassadeur Ext. du Czar partit de la Haye le 6. pour se rendre à la Cour de Prusse; Mr. *Palmquist* Envoyé Ext. de Suede en partit aussi le 10. pour *Stockholm*; & le Duc d'*Ossune* prit le 15. la route de France.

3. Les Plenipotentiaires de cet Etat pour le Reglement de la Barrière partirent aussi le 19. pour se rendre à *Anvers*.

4. Mr. *Frederic de Rhede* de *Renswoude*, Seigneur de *Lier*, le plus ancien des Nobles de Hollande, mourut en cette Ville le 26. de ce mois, âgé de 89. ans.

5. Les Etats de Hollande & de Westfrise qui s'étoient assemblez le 7. de ce mois & separez le 10. se sont rassemblez le 21. du même mois.

F I N.

MERCURÉ HISTORIQUE ET POLITIQUE,

Contenant l'état présent de l'Europe, ce qui se passe dans toutes les Cours, l'intérêt des Princes, leurs brigues, & généralement tout ce qu'il y a de curieux pour le

Mois de Septembre 1715.

Le tout accompagné de Réflexions Politiques sur chaque Etat.



A LA HAYE,
Chez HENRI van BULDEREN.

M. DCC. XV.

Avec Privilège des Etats de Holl. & Westf.

Ayuntamiento de Madrid